acadie

Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement

DGALN/PUCA

Marché n°1502559818 (K1125) en date du 14/12/2011

Les figures de l'urbanisation du diffus en Picardie : quand les périurbains s'affranchissent de l'urbain.

RAPPORT FINAL

Mai 2013

écrire les territoires, dessiner la chose publique

Acadie coopérative conseil
170bis, rue du faubourg Saint-Antoine – 75012 Paris
Tél. : 33 (0)1 43 79 97 79 – Fax : 33 (0)1 43 79 99 52
E-mail : acadie@acadie-reflex.org
Scop sarl à capital variable – RC 89B 16 413 – Siret 323 565 994 00023 – APE 7320Z
Identification TVA : FR 79323565994

groupe reflex_
> Acadie, Paris
Aceif.st, Strasbourg
Adeus, Marseille
Aures, Nantes
Cérur, Rennes
Place, Bordeaux
Trajectoires, Lyon

Sommaire

Introduction : les hypothèses initiales de la recherche 4

PHASE 1 : Evolutions de l'urbain diffus en Picardie depuis le milieu du 19ème siècle....5

I/ ANALYSE HISTORIQUE DE LA DEMOGRAPHIE DU DIFFUS EN PICARDIE 5

Enquête postale de 1848. Une spécificité picarde : la forte présence de communes peu peuplées et fortement agglomérées. 5

La Picardie en 1848 : une forte proportion de communes de moins de 500 habitants, accueillant une part importante de la population régionale 6

En 1848, une spécificité picarde : une population concentrée dans des communes présentant un habitat « agglomérée » 9

Les évolutions de la structuration de l'espace picard par la répartition de la population depuis 185112

Les grandes tendances de la population picarde depuis 1851 12

Une première entrée dans les évolutions de la répartition de la population dans l'espace picard : les évolutions de la distribution de la taille démographique des communes 13

1975 : l'inflexion majeure dans la tendance à la concentration de la population picarde dans les plus grandes communes....16

Depuis 1975, une nouvelle dynamique de croissance démographique pour toutes les catégories de « petites communes » en valeur relative, mais aussi en valeur absolue 19

Des résultats complémentaires, avec un autre mode de distribution des populations communales 21

De 1975 à 2008, des communes de moins de 2 500 habitants grandes bénéficiaires de la croissance démographique en Picardie : le retour à une occupation territoriale plus diffuse 24

II/ PRISE EN COMPTE DE LA COMPOSANTE ECONOMIQUE DU DIFFUS PICARD 26

Les évolutions depuis 1975 de la territorialisation de l'emploi....26

Les évolutions de l'emploi par décile de communes 27

Analyse par décile d'emplois 30

Le croisement des dynamiques territoriales « population / emploi » entre 1975 et 2008 32

Comparaison du taux de croissance moyen par taille de commune (décile de population) 32

III/ LES TRAJECTOIRES INDIVIDUELLES DES COMMUNES : CARTOGRAPHIES DES DYNAMIQUES DE LA POPULATION ET DE L'EMPLOI 34

Répartition territoriale et trajectoires démographiques des communes de taille « intermédiaire » : au cœur de l'urbain diffus picard ? 34

Les trajectoires associant et dissociant les dynamiques de l'emploi et de la démographie entre 1975 et 2008 42

TRANSITION 46

PHASE 2 : émergence de figures territorialisées d'urbanisation du diffus 47

I/ Evolution de la spatialisation de la population picarde de 1851 à aujourd'hui 48

II / Une typologie des urbains diffus par territoire 54

A) Moteurs d'urbanisation et territoires 54

B) Trajectoires d'urbanisation 58

C) Figures dégagées : 59

PHASE 3 : Des modèles différenciés d'urbanisation du diffus 60

I / Tester ces dynamiques territoriales à travers des communes-échantillons 60

A / Choix des communes-tests 60

B) Evolutions démographique et productive des communes sélectionnées 62

II Processus de sédimentation des urbanisations du diffus 69

A) Variable d'observation : imbrications entre neuf et ancien 69

B) Territoires et sédimentation dans le temps 70

III Différenciation des urbains diffus : quelle prise en compte dans la vision politique locale ? 96

A) Quelles représentations par les élus locaux ? 96

B) Quelle traduction dans les documents cadres ? 98

Synthèse : Trois figures d'urbains diffus 101

FIGURE 1 : Prolifération du neuf par blocs et patrimonialisation de l'ancien 104

FIGURE 2 : Cohabitation neuf / ancien par confettis 106

FIGURE 3 : Fuite de l'ancien dégradé, vers le neuf résiduel 108

CONCLUSION 110

Introduction : les hypothèses initiales de la recherche

La recherche proposée est fondée sur une hypothèse centrale : une partie des territoires picards actuellement qualifiés de « périurbains », relève d'une ou plusieurs figures territoriales que nous qualifierons « d'urbain diffus ». Ce sont ces figures de l'urbain diffus en Picardie que la présente recherche visera à identifier, puis localiser et qualifier, dans leurs dynamiques.

Précisons d'emblée le sens donné à cette notion d'urbain « diffus » ; elle est entendue avant tout au sens d'une diffusion spatiale à l'échelle régionale du fait urbain, s'opposant ainsi à un urbain « concentré » dans un nombre restreint de communes. Les analyses conduites dans la première phase, essentiellement à partir de différentes sources statistiques, observent ce degré de diffusion territoriale de l'urbain à l'échelle des communes de la région picarde.

Cette opposition entre urbain « diffus » / « concentré », à l'échelle territoriale régionale, est à distinguer de l'opposition urbain « dispersé » / «aggloméré », à réserver plutôt pour la description des formes urbaines au sein des communes. On verra dans la deuxième phase de l'étude, se focalisant sur des sites-tests au sein du territoire picard, que des passerelles entre ces deux clefs de lecture (urbain « diffus » / « concentré » et urbanisation « dispersée / concentrée » peuvent être établies.

Deux autres hypothèses majeures structurent cette recherche quant au statut de l'urbain diffus.

D'une part, cet urbain diffus, en tant que figure d'organisation territoriale, préexistait en Picardie au processus d'étalement urbain caractéristique de la deuxième moitié du 20ème siècle. C'est pourquoi nous faisons le choix dans une première phase de réaliser différentes analyses statistiques permettant de mettre en lumière l'existence et les évolutions de cet urbain diffus dès le 19ème siècle.

D'autre part, l'urbain diffus n'est pas, historiquement et actuellement, une figure territoriale comptant exclusivement ou de manière prédominante une fonction résidentielle, comme le sont souvent qualifiés les territoires « *périurbains* ». Il est fait l'hypothèse que cet urbain diffus en Picardie comporte également une composante productive importante.

Pourquoi le choix de la Picardie comme région d'analyse ? Plusieurs facteurs ont contribué à ce choix :

- L'organisation historique de l'espace régional, avec la place relativement limitée des grandes villes et une influence métropolitaine parisienne relativement récente,
- L'existence d'un tissu productif largement diffusé, hérité de la révolution industrielle,
- Enfin, un contexte institutionnalo-politique favorable ; le Conseil Régional assumant, à l'occasion de l'élaboration récente de son SRADDT, un discours et une prise en compte du fait périurbain dans ses politiques ; ce contexte constituant un véritable levier pour rentrer en contact avec des acteurs locaux, dans la troisième phase de la recherche.

PHASE 1 : Evolutions de l'urbain diffus en Picardie depuis le milieu du 19ème siècle

Cette première phase, essentiellement basée sur des traitements statistiques et cartographiques régionaux à l'échelle de l'ensemble des communes picardes, a pour but d'identifier et d'analyser les évolutions de l'urbain diffus en Picardie depuis le milieu du 19ème siècle.

Ce travail mobilise et met en synergie trois bases de données distinctes :

- la base de l'Enquête Postale de 1848, retraitée par l'EHESS.
- L'analyse de la population de 1851 à nos jours à partir de la base de données Cassini
- L'analyse de l'emploi de 1962 à nos jours à partir des bases INSEE

I/ ANALYSE HISTORIQUE DE LA DEMOGRAPHIE DU DIFFUS EN PICARDIE

Enquête postale de 1848. Une spécificité picarde : la forte présence de communes peu peuplées et fortement agglomérées.

Remarques méthodologiques :

- L'enquête postale date de 1847/1848. Il existe une seule enquête exploitable ; en conséquence, il n'est pas possible de proposer des analyses d'évolution. Cette enquête regroupe toutefois de nombreux indicateurs intéressants (http://acrh.revues.org/3707)
- Par exemple: un indicateur de population dispersée pour la distribution de courrier ; une classification de la dispersion ; des données sur la distance de la commune au bureau de poste (en kilomètres)

Méthodologie d'exploitation de la base :

- Exemples d'indicateurs « majeurs » de l'enquête, disponibles à la commune :
  - Nombre de lettres locales reçues/recueillies
  - Montants des taxes
  - Nombre de journaux reçus
- Dans le cadre de cette recherche, sont exploités des indicateurs « à la marge » l'enquête:
  - Population totale
  - Proportion de population agglomérée / Population dispersée
- Nb: Code Insee utilisé en 1968 (problème des communes fusionnées depuis… une centaine manquante).

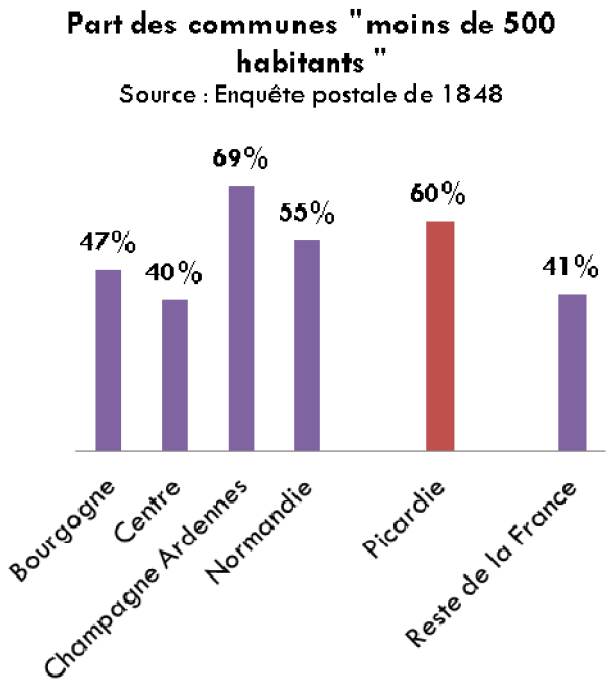
La Picardie en 1848 : une forte proportion de communes de moins de 500 habitants, accueillant une part importante de la population régionale

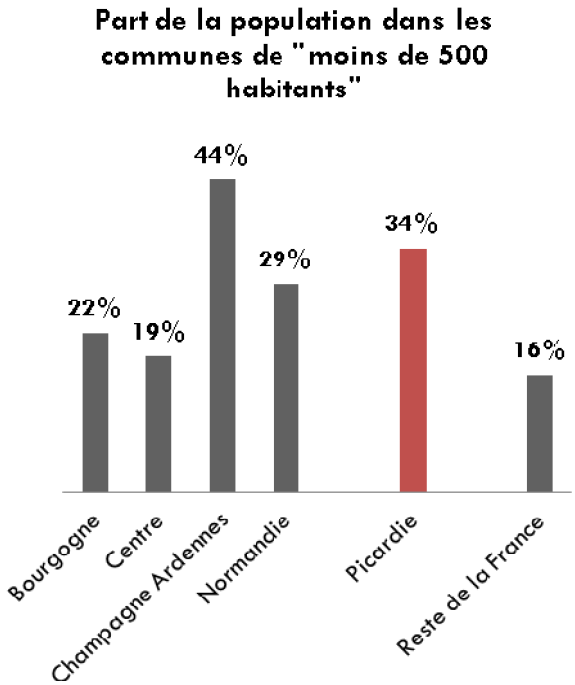
L'enquête postale classe les communes françaises selon trois grandes catégories :

- les communes de moins de 500 habitants
- les communes comprises entre 500 et 2 000 habitants
- les communes de plus de 2 000 habitants.

L'organisation territoriale picarde se caractérise par le poids considérable des petites communes : 60% d'entre elles se situent en effet au dessous du seuil de 500 habitants. Parmi les régions retenues à titre de comparaison, seule la région Champagne-Ardenne dépasse ce chiffre (69%), quand, en moyenne, les autres régions françaises se situent autour de 41%.

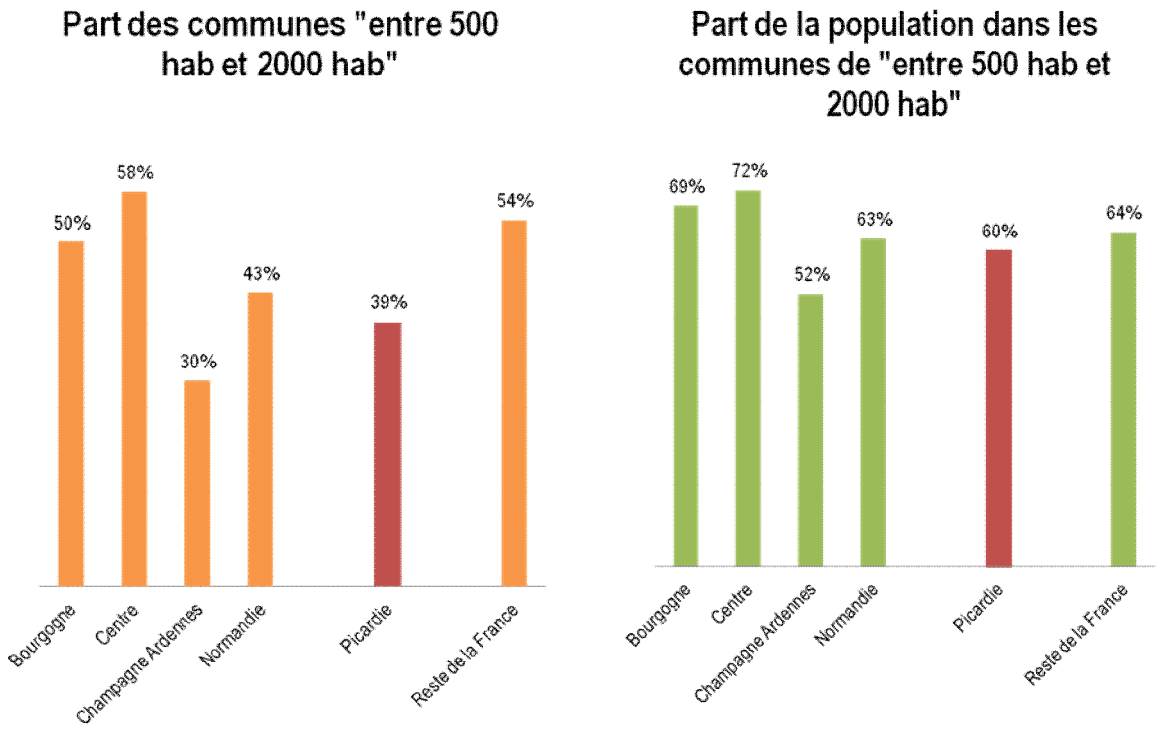
Environ un tiers de la population picarde habitait dans une commune de moins 500 habitants en 1848, contre seulement 16% en moyenne pour le reste de la France.





Comparaison régionale de la part des communes de moins de 500 habitants et de la part de la population habitant dans une commune de moins de 500 habitants

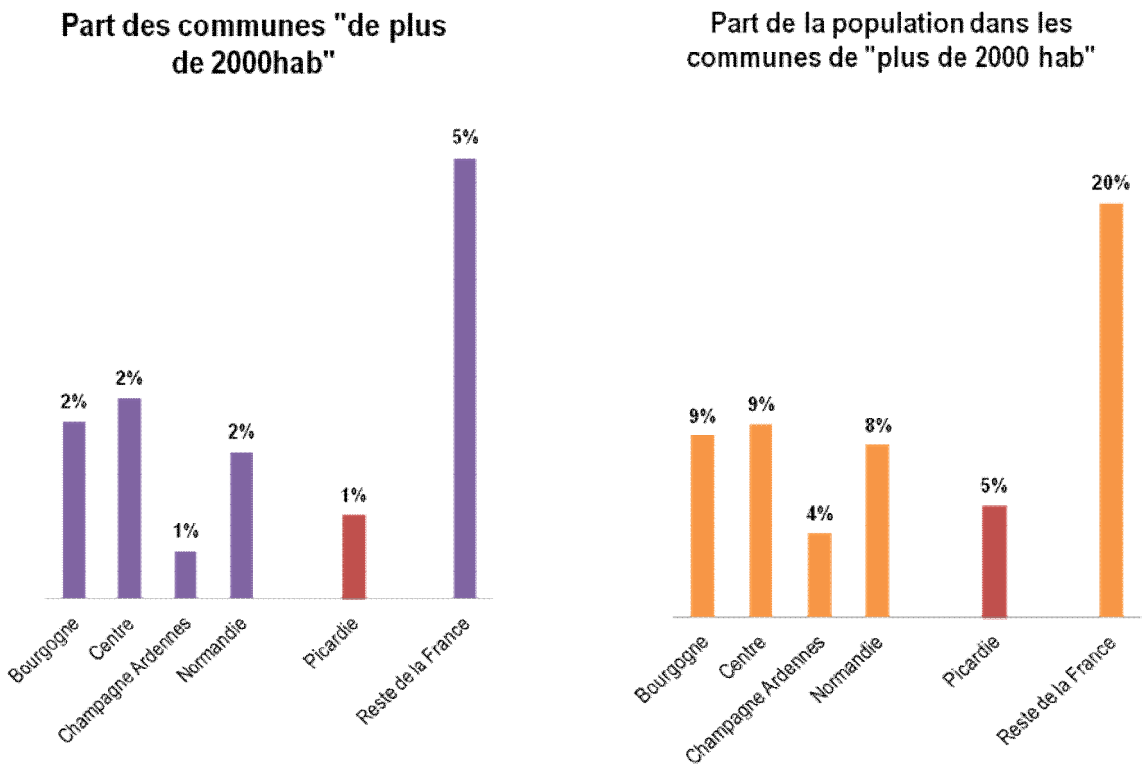
La catégorie qui comprend les communes entre 500 et 2000 habitants regroupe une majorité de la population régionale picarde (60%), bien que comprenant une minorité de communes (39%). Ce poids de la population dans cette catégorie est sensiblement le même qu'avec la région normande (63%), ainsi qu'avec la moyenne du reste de la France (64%), mais il demeure néanmoins inférieur à celui de la Région Bourgogne (69%) ou de la région Centre (72%).



Comparaison régionale de la part des communes comprises entre 500 habitants et 2000 habitants et de la part de la population y habitant

En 1848, les communes de plus de 2000 habitants représentent à peine 1% du nombre total de communes, et regroupent 5% de la population totale de la Picardie.

Ce chiffre est à mettre en rapport avec la catégorie « *reste de la France* » qui regroupe 20% de la population.



Comparaison régionale de la part des communes de plus de 2000 habitants et de la part de la population y habitant

En 1848, une spécificité picarde : une population concentrée dans des communes présentant un habitat « agglomérée »

Un des intérêts de l'enquête postale de 1848 pour notre recherche est de proposer un indicateur de « dispersion » / « agglomération » de la population des différentes communes (voir ci-dessous les observations méthodologiques).

Remarques méthodologiques

Pour la « population dispersée **»**, les critères de l'enquête sont les suivants :

- ✓ *« Pour distinguer la population agglomérée de la population dispersée, l'enquête de 1848 a repris, pour toutes les communes, le critère de contiguïté, préconisé en 1809 pour les villes. Mais la notion de population dispersée recouvre les réalités les plus diverses, de l'émiettement à l'agglomération de fait. … Il arrive ainsi qu'une population dispersée très nombreuse soit, en fait, regroupée en un ou plusieurs villages aussi importants, sinon plus, que le chef-lieu de la commune. Ces réserves faites, le terme de dispersion recouvre le plus souvent une réalité »* Béatrice Marin - EHESS

La typologie globale est la suivante : (1 à 18, cf. tableau suivant)

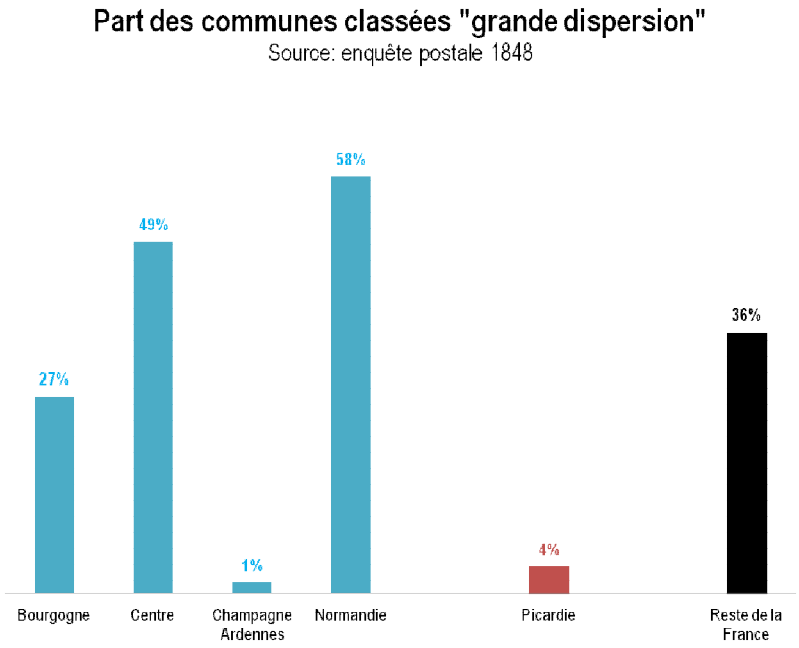
Signification de la dernière variable

Code			
1	Moins de 500 habitants	Grande dispersion	Chef lieu de canton
2			Non-chef-lieu de canton
3		Dispersion moyenne	Chef lieu de canton
4			Non-chef-lieu de canton
5		Faible dispersion	Chef lieu de canton
6			Non-chef-lieu de canton
7	500 à 2 000 habitants	Grande dispersion	Chef lieu de canton
8			Non-chef-lieu de canton
9		Dispersion moyenne	Chef lieu de canton
10			Non-chef-lieu de canton
11		Faible dispersion	Chef lieu de canton
12			Non-chef-lieu de canton
13	Plus de 2 000 habitants	Grande dispersion	Chef lieu de canton
14			Non-chef-lieu de canton
15		Dispersion moyenne	Chef lieu de canton
16			Non-chef-lieu de canton
17		Faible dispersion	Chef lieu de canton
18			Non-chef-lieu de canton

Pour la catégorie *« grande dispersion »,* retenons pour l'enquête tous les types de communes classés comme suit :

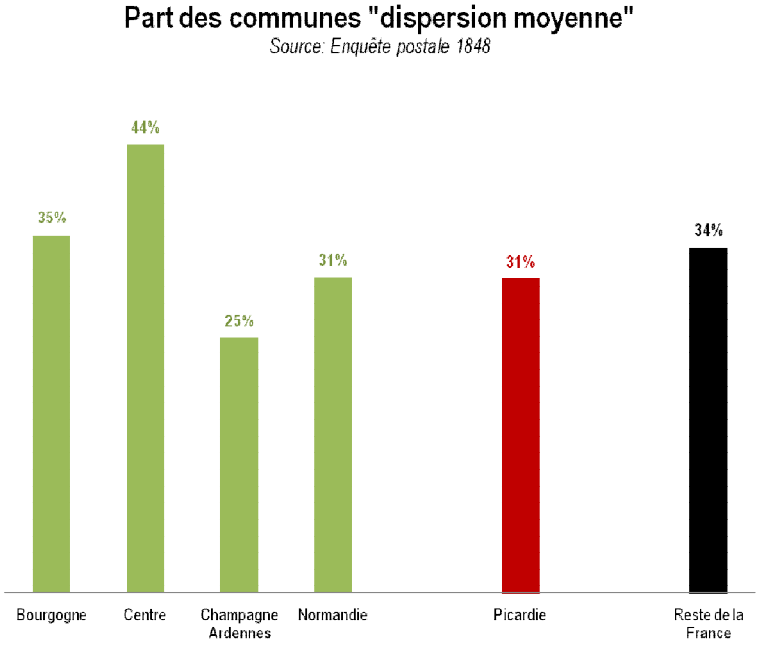
- Code 1 : les communes de moins 500 habitants, chefs lieux de cantons
- Code 2 : les communes de moins 500 habitants, non chefs lieux de cantons
- Code 7 : les communes comprises entre 500 et 2000 habitants, chefs lieux de cantons
- Code 8 : les communes comprises entre 500 et 2000 habitants, non chefs lieux de cantons
- Code 13 : les communes de plus de 2000 habitants, chefs lieux de cantons
- Code 14 : les communes de plus de 2000 habitants non chefs lieux de cantons

Alors que la Picardie, et, accessoirement pour notre étude, la Champagne Ardenne, détenaient la part la plus importante des petites communes de moins de 500 habitants, elles ne sont pas classées (et de loin) parmi celles présentant la population la plus « dispersée ». En 1848, 4% des communes picardes seulement sont recensées comme présentant une population grandement « dispersée », et l'écart est considérable avec la Région Normandie par exemple (58%) ou la Région Centre (49%).



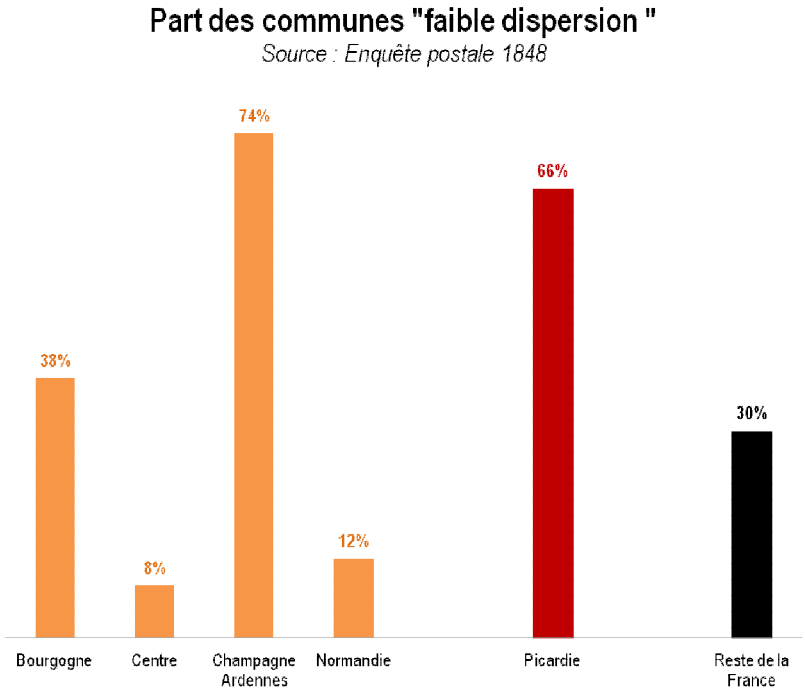
Comparaison régionale de la part des communes en "grande dispersion" en 1848

La catégorie « dispersion moyenne » indique peu de différences entre les régions : la Picardie est sensiblement dans le même taux que la moyenne nationale, hors régions étudiées (respectivement 31% et 34%).



Comparaison régionale de la part des communes en "moyenne dispersion" en 1848

Logiquement, c'est au sein de cette dernière catégorie « faible dispersion » que la Picardie –avec la Champagne Ardennes- se distingue assez nettement des autres régions du grand bassin parisien, puisque 66% des communes y sont regroupées, contre 8% en Région Centre ou 12% en Normandie.



Comparaison régionale de la part des communes en "faible dispersion" en 1848

Les évolutions de la structuration de l'espace picard par la répartition de la population depuis 1851

Le choix d'une approche quantitative pour analyser sur le temps long les figures de l'urbanisation du diffus en Picardie nous conduit à analyser dans le détail les évolutions démographiques. Ce travail se fonde sur l'exploitation de la base de données Cassini, source unique en termes de suivi dans le temps long, à une échelle territoriale fine, des évolutions démographiques depuis 1851.

La base de données Cassini

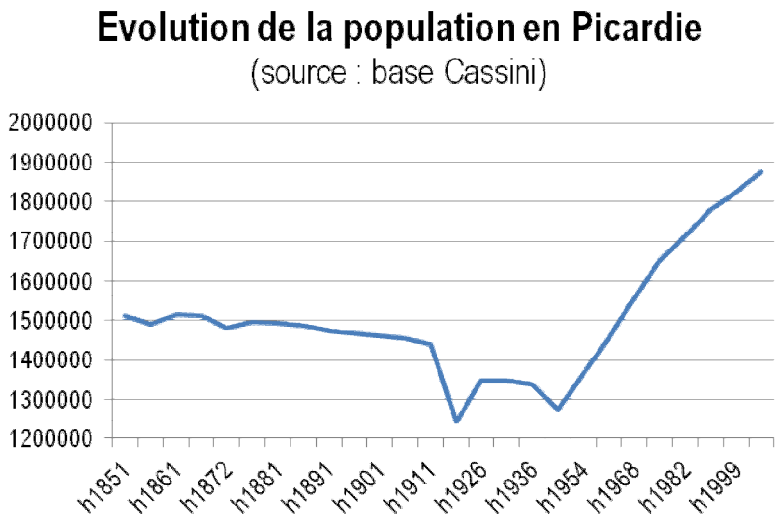
La base Cassini est une agrégation des recensements de la population communale entre 1851 et 2008. Elle est le résultat d'un travail d'harmonisation des recensements par l'équipe de l'EHESS, afin d'avoir des données comparables dans le temps entre communes.

Nous avons à notre tour procédé à un « nettoyage » spécifique de la base pour, d'une part isoler la région Picardie et, d'autre part, tenir compte des situations de communes scindées ou fusionnées sur cette période ; notons que ces situations concernent moins de 5% des communes actuelles de la Région.

Les grandes tendances de la population picarde depuis 1851

Depuis 1851, la population de la Picardie, considérée dans sa globalité, a connu plusieurs phases nettement marquées :

- une diminution lente et régulière entre 1851 et 1911,
- puis une forte baisse sur la période 1911/1946 considérée dans son ensemble, avec les effets évidents des deux guerres mondiales (en particulier de la première, dont la Picardie fut un des principaux champs de bataille), l'entre-deux-guerres s'inscrivant dans une tendance baissière lente en phase avec le rythme de la période précédente.
- Une inflexion majeure à compter de 1946, avec une reprise marquée de la population à un rythme nettement supérieur à celui des baisses précédentes. La région retrouve ainsi dès 1968 sa population de 1851 (avec de l'ordre de 1,5 million d'habitants). Si ce rythme de croissance s'infléchit à partir de 1975, la population régionale continue de progresser régulièrement pour atteindre près de 1,9 millions d'habitants en 2008.



Evolution de la population de la Picardie entre 1851 et 2008

Une première entrée dans les évolutions de la répartition de la population dans l'espace picard : les évolutions de la distribution de la taille démographique des communes

Comment évolue la distribution des communes picardes, en fonction de leur population, depuis le milieu du 19ème siècle ? Peut-on faire émerger des points d'inflexion dans ces dynamiques de répartition par strates de taille de communes, correspondant à l'évolution globale de la population régionale ?

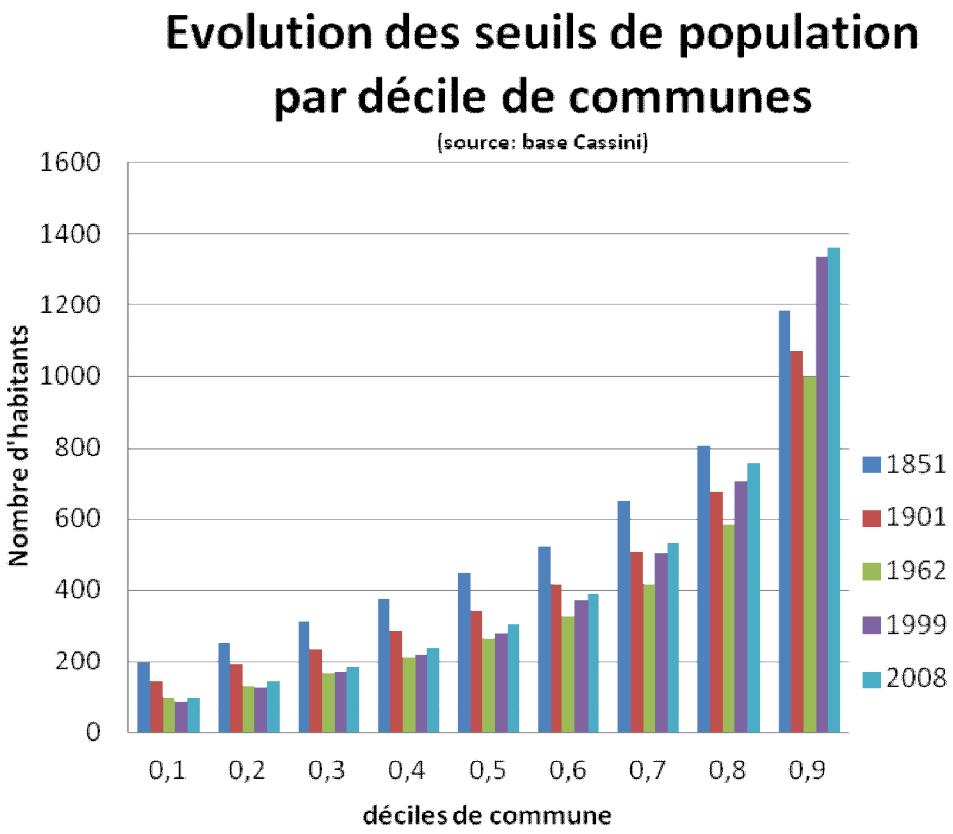
Remarque méthodologiques : Une analyse de l'évolution dans le temps des seuils de population séparant les déciles de communes

La méthode est la suivante : à chaque date d'analyse retenue, les communes sont triées par ordre croissant de population. La Région Picardie étant composée de 2200 communes au total dans notre base, chaque décile regroupe donc très exactement 220 communes.

L'anale suit dans le temps les « seuils », à savoir le nombre d'habitants correspondant au passage d'un décile à l'autre.

Compte tenu de la lourdeur des traitements statistiques nécessaires, les analyses ont été effectuées à 5 dates (1851, première année disponible, puis 1901, 1962 et 2008), permettant d'observer les évolutions sur le long terme, avec un espacement d'environ 50 ans. Afin d'intégrer également les dynamiques les plus récentes, la date de 1999 sera également intégrée dans les analyses conduites.

Nb : il ne s'agit donc pas ici de suivre les trajectoires démographiques de chacune des communes dans le temps. Les communes appartenant à une date précise à chacun des déciles ne sont pas identifiées.



Exemple de lecture : le seuil de population séparant les communes du 8ème au 9ème décile était en 1851 de 800

L'évolution dans le temps des seuils de population entre les différents déciles de communes

On peut tirer plusieurs enseignements de ce graphique sur l'évolution des seuils :

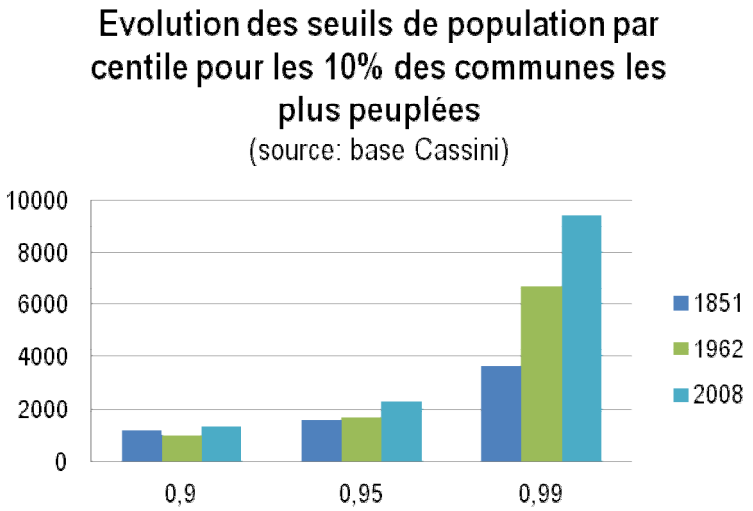
- Tout d'abord **des tendances lourdes valables pour l'ensemble des seuils entre déciles peuvent être observées : ils se sont tous abaissé sur les périodes 1851/1901, puis 1901/1962**. Pour faire partie du décile des communes les plus peuplées de Picardie, une commune devait ainsi compter plus de1200 habitants environ en 1851, moins de 1100 habitants en 1901, et à peine 1000 habitants en 1962. A l'autre extrémité du spectre, 10% des communes picardes comptaient moins de 200 habitants en 1851, puis de l'ordre de 150 habitants en 1901, avant que ce seuil soit de l'ordre de 100 habitants en 1962.

- **Cette évolution séculaire s'inverse sur la période 1962/2008, les seuils inter-décilaires de population étant globalement orientés à la hausse.** Ainsi pour faire partie des 10% des communes les plus peuplées de la région, le seuil minimal à dépasser atteint près de 1400 habitants en 2008.

- **Si les courbes d'évolution connaissent des formes similaires, elles présentent cependant de fortes amplitudes de variation à la baisse puis la hausse.** Pour les 6 premiers seuils inter-décilaires, si les valeurs de population atteintes en 2008 sont supérieures à 1962, elles restent inférieures à celles de 1901 et, a fortiori, à celles de 1851. Les trois derniers seuils inter-décilaires présentent des valeurs « 2008 » supérieures à celles de 1901 ; seul le dernier

seuil présente une valeur « 2008 » supérieure à celle de 1851, alors que les valeurs absolues des seuils (1200 habitants en 1851, 1400 habitants en 2008) restent du même ordre de grandeur.

C'est en fait au sein de ce dernier décile (regroupant, rappelons-le, 220 communes) que les évolutions les plus sensibles sont visibles. En analysant plus finement, on constate en effet que le seuil correspondant à l'entrée dans le dernier centile (22 plus grosses communes de la région à une date donnée) a fortement augmenté, passant de moins de 4000 habitants en 1851 à près de 10 000 habitants en 2008.



Au sein du dernier décile de communes, un effet de seuil surtout sensible pour l'entrée dans le dernier centile (les 1% des communes les plus peuplées)

1975 : l'inflexion majeure dans la tendance à la concentration de la population picarde dans les plus grandes communes

Cette première analyse de l'évolution des seuils de population permet d'accréditer l'idée d'un point d'inflexion majeur « autour » de 1962. Afin d'affiner cette date, une deuxième approche a été réalisée, privilégiant cette fois-ci l'évolution du poids démographique (absolu et relatif) des déciles de communes.

Remarque méthodologique : Une analyse de l'évolution dans le temps du poids relatif des déciles de communes picardes « en 1975 »

Contrairement à la première analyse, où il s'agissait de dégager des seuils de populations selon des déciles recomposées à chacune des 5 dates d'analyse retenues, il s'agit ici de mesurer l'évolution dans le temps du poids relatif dans la population picarde de strates de communes déterminées. Dit autrement, réaliser ce suivi dans le temps pour l'ensemble des recensements de 1851 à 2008 nécessite de retenir une distribution des communes à une date donnée, et de suivre ainsi les trajectoires démographiques de ces communes regroupées par décile en tant qu'ensemble.

Quelle date retenir pour « figer » ces déciles ? Un premier travail a été effectué en prenant comme année de référence « 1962 », date qui nous semblait, à partir des premières analyses présentées précédemment, constituer le point d'inflexion dans la dynamique de concentration territoriale de la population à l'œuvre depuis 1851.

Dans cette analyse, les évolutions démographiques se font selon les catégories suivantes, correspondant aux légendes des différents graphiques :

« Cat. A 1962 » : premier décile : les 10% des communes les moins peuplées de Picardie en 1962.

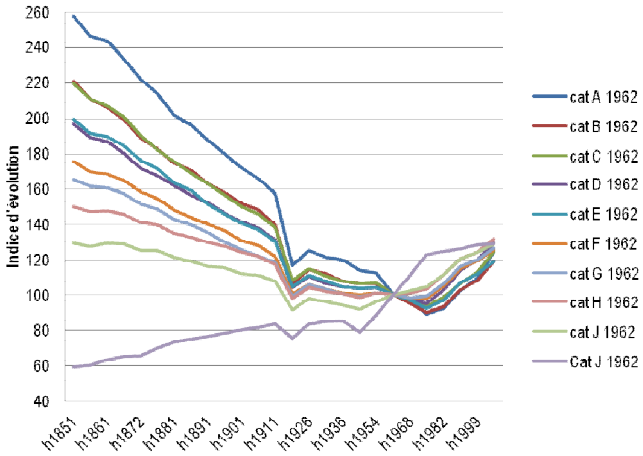
« Cat. B 1962 » : deuxième décile : les communes dont la population en 1962 les font figurer dans le décile des communes les moins peuplées après la catégorie « A ».

…

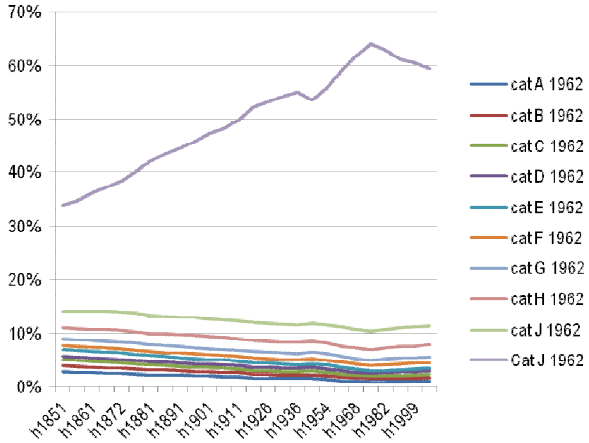
« Cat. J 1962 » : dernier décile : les 10% des communes les plus peuplées en 1962.

L'analyse des résultats (évolution des poids absolu et relatif des catégories de communes « base 1962 ») s'avère intéressant, mais indique que le moment d'inflexion dans les trajectoires de ces catégories est à affiner, et plutôt à recouper avec les données du recensement de 1975 : par exemple, le poids relatif de la catégorie J « 1962 » continue à progresser jusqu'en 1975.

Evolution de la population par catégorie de communes de 1962 entre 1851 et 2008 (base 100 : 1962)
source : Cassini



Evolution du poids des habitants de chaque décile
(source : base Cassini)

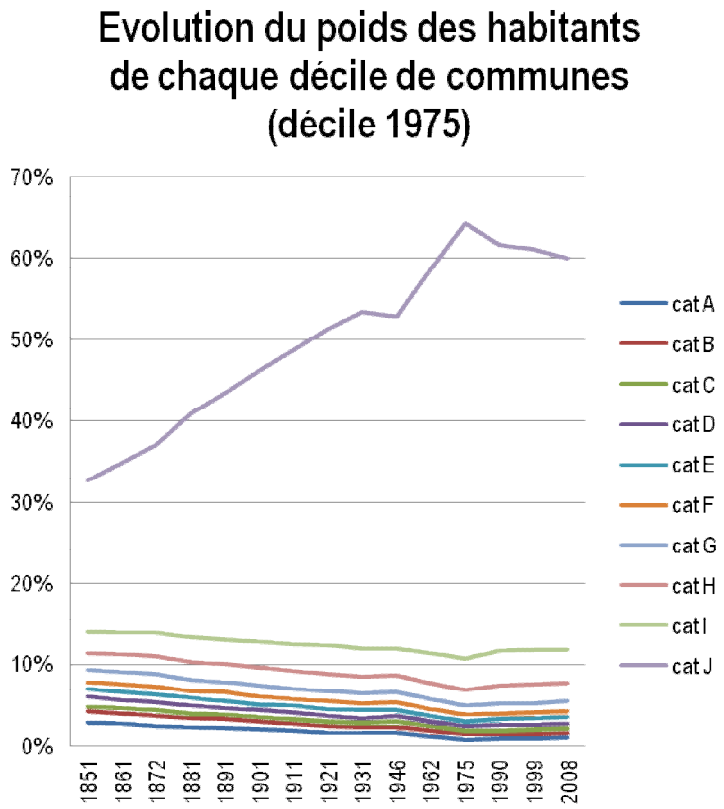


Afin de tenir compte de ces résultats, les analyses définitives présentées par la suite ont été réalisées selon la même méthodologie que précédemment, mais à partir d'un traitement des déciles de communes « figés » sur le recensement de 1975. Pour la suite des résultats, les catégories de « A » (décile des communes les moins peuplées en 1975) à « J » (décile des communes les plus peuplées en 1975) désignent donc des catégories « 1975 ».

Ces analyses permettent de constater que 1975 constitue un point d'inflexion majeur :

- **Jusqu'en 1975, une phase de concentration démographique se poursuit**, **de manière relativement régulière, au profit du décile des communes les plus peuplées** (cat. J « 1975 »). Leur poids relatif dans l'ensemble de la population régionale progresse ainsi d'environ 30% en 1851, pour atteindre un pic de poids relatif en 1975 à 64%. La croissance s'est même accélérée durant la période des Trente Glorieuses (1946-1975), où la part des communes du dernier décile progresse de 53% à 64% Touchant des pourcentages nettement plus restreints, les évolutions des parts relatives pour les autres déciles sont moins visibles. On notera cependant que la baisse concerne l'ensemble des catégories jusqu'en 1975.

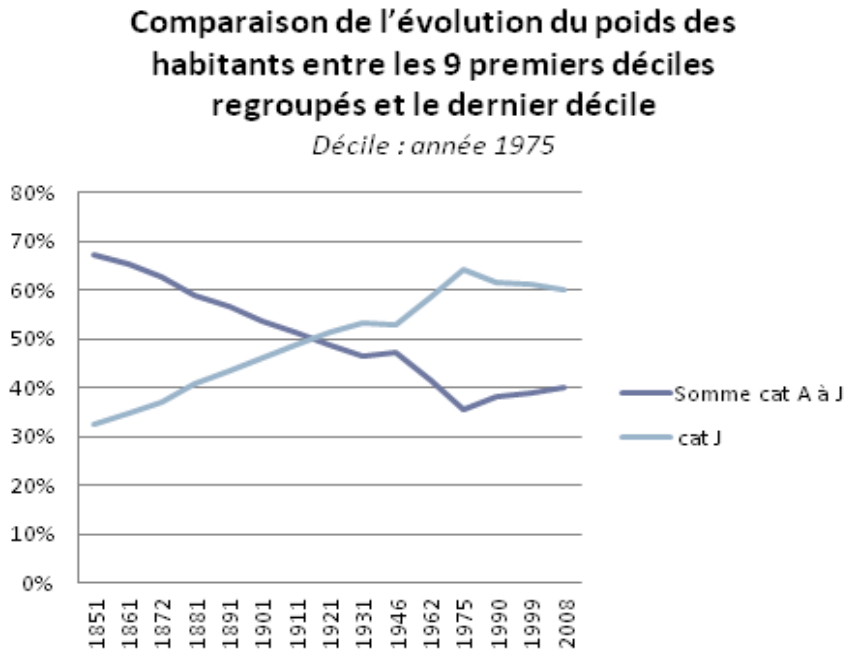
- **A partir de 1975, les courbes s'inversent.** En 2008, la part relative de la catégorie « J » redescend à 59% c'est-à-dire au même niveau qu'en 1962 ; il faut cependant noter que cette baisse est moins rapide que la hausse spectaculaire d'avant 1975. Parallèlement, le regain du reste du territoire concerne les 9 autres déciles de communes, avec une ampleur plus ou moins forte.



A partir de 1975, un recul de la part relative des 10% des communes les plus peuplées

Si l'on simplifie le dernier graphique ci-dessus en additionnant la part des 9 premiers déciles, on peut faire les observations suivantes :

- en 1851, 90% des communes régionales (catégories de A à I « 1975 ») représentaient plus des deux tiers de la population ;
- les courbes se croisent en 1911, c'est-à-dire que la population se répartit à égalité entre les 10% des communes les plus peuplées et les 90% des communes les moins peuplées.
- en 1975, au plus fort de « l'ère des villes », la consolidation des communes de catégorie A à I ne pesait plus qu'un tiers du poids démographique global.
- L'inversion de tendance post-1975 est relativement régulière, avec un poids relatif des communes de catégories A à I qui atteint environ 40% en 2008.



1975, année charnière dans l'urbanisation régionale

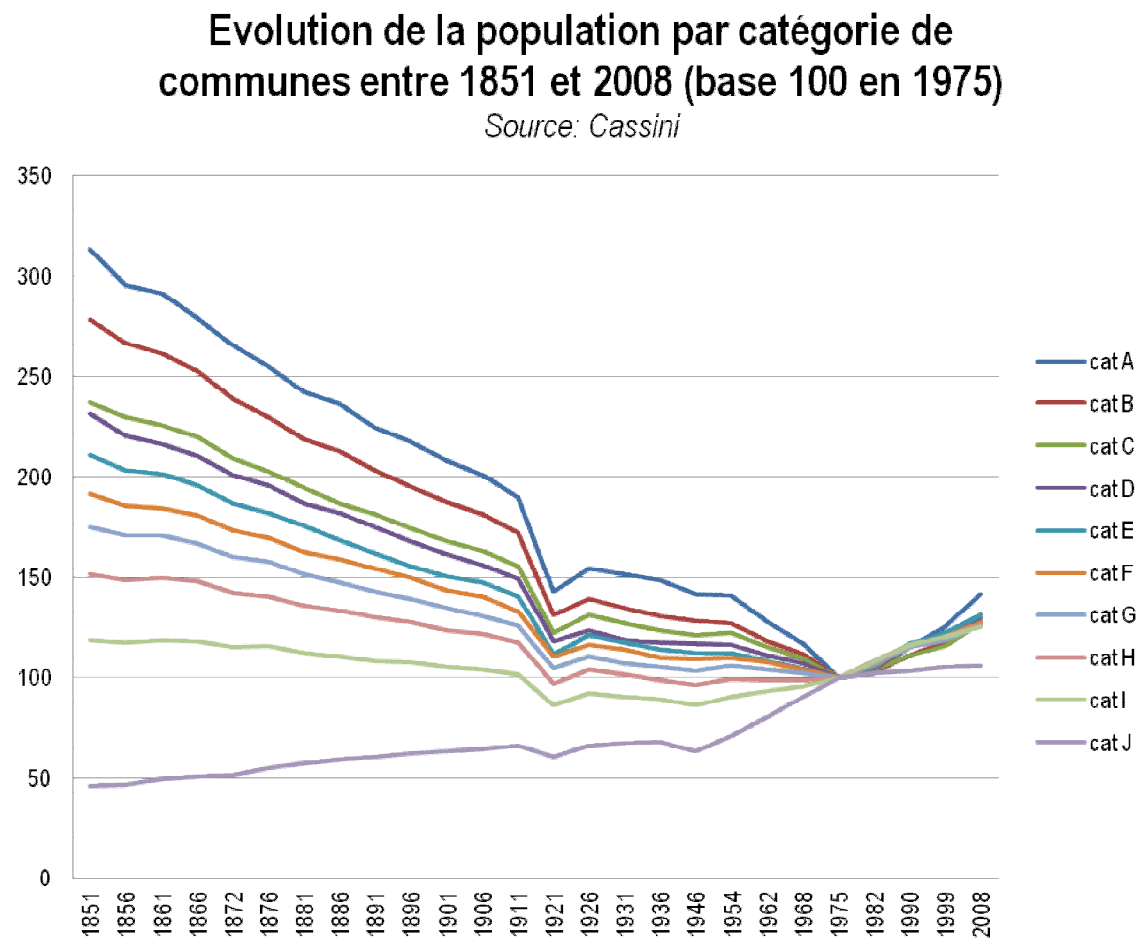
Depuis 1975, une nouvelle dynamique de croissance démographique pour toutes les catégories de « petites communes » en valeur relative, mais aussi en valeur absolue

Remarque méthodologique : Evolutions des populations par catégories en valeur absolue

Toujours en retenant les catégories « A » à « J » (déciles de communes réparties selon la population en 1975), il est possible d'observer, avant et après cette date, l'évolution en valeur absolue de leur population. Ces évolutions sont exprimées en indice 100 = population de 1975.

Autre manière de représenter les évolutions présentées précédemment, le graphique ci-dessous illustre l'inflexion majeure que constitue 1975 dans les trajectoires de montée en puissance ou de déclin des différentes catégories de communes : **c'est en effet l'année où les trajectoires des 9 premiers déciles, ceux des communes alors les moins peuplées (de catégorie A à I), commencent à s'inscrire dans une nouvelle dynamique de croissance démographique après plus de 120 ans de décroissance assez largement continue**. Cette représentation permet de mieux distinguer que le déclin démographique entre 1851 et 1975 avait suivi des courbes similaires pour les différents déciles (effets de la Première Guerre Mondiale, notamment), mais avec des ampleurs d'autant plus fortes que les communes étaient petites. Ainsi, les communes de catégorie « A » (les moins peuplées) voient leur population baisser de plus des 2/3 entre 1851 et 1975, alors que les catégories « H » et « I » avaient globalement stabilisé leur population en valeur absolue depuis quelques décennies avant 1975. En ce qui concerne la catégorie J (décile des communes les plus peuplées), leur population avait doublé en valeur absolue entre 1851 et 1975.

Après 1975, l'inflexion est très nette, avec des trajectoires qui s'inversent presque : les communes les plus peuplées voient leur population se stabiliser, et connaissent la croissance la plus faible des différentes catégories. A l'inverse, les 9 autres déciles de communes enregistrent des dynamiques beaucoup plus fortes, notamment pour les communes les moins peuplées (catégorie A en particulier, catégories B et C également), après avoir connu le plus fort recul avant 1975.



Une courbe en forme de U avec comme année charnière 1975

A titre d'illustration de la lecture : en 2008, le niveau de population des 10 % les communes les moins peuplées (catégorie A) équivaut à celui de l'année 1946 et, si on remonte encore plus loin dans le temps, à celui de l'année 1921, faisant suite à la Grande Guerre.

Pour les neuf premiers déciles, on trouve donc bien une courbe en « U » dont le point d'inflexion se situe en 1975. Il faudrait plutôt parler d'une courbe en forme de « virgule inversée » car les deux branches restent asymétriques, comparant d'un côté une tendance s'inscrivant sur 120 ans et de l'autre une tendance sur une quarantaine d'années.

Des résultats complémentaires, avec un autre mode de distribution des populations communales

Les résultats produits précédemment par suivi des poids relatifs des déciles de communes, entre 1851 et 2008, ont été complétés par une analyse similaire selon une distribution par déciles de population régionale.

Remarque méthodologique : L'intérêt d'une approche complémentaire par déciles de population régionale

Suite à l'analyse par décile de communes, il est apparu intéressant de procéder à une analyse complémentaire basée sur des déciles par population régionale, c'est-à-dire par tranche de 10% de population régionale.

Ceci répondait à deux limites possibles de la répartition par déciles de communes :

- Les six premiers déciles ne représentent que 5% de la population régionale en 2008.
- Comme il a déjà été mentionné, le décile des communes les plus peuplées représente entre 34% (en 1851) et 64% (en 1975) de la population régionale avec pour conséquence « d'écraser » l'analyse statistique rendant toute lecture plus fine délicate.

catégories	Nombre de communes	Décile	Pop min	Pop max
cat A	1164	165 132	13	253
cat B	490	165 351	253	464
cat C	278	165 565	464	769
cat D	157	164 704	770	1465
cat E	89	166 402	1473	2560
cat F	47	163 017	2594	5370
cat G	21	169 027	5466	13 166
cat H	9	169 902	13 491	30 009
cat I	4	191 540	32 509	67 243
cat J	1	131 476	131 476	131 476

Le découpage par décile de population amène plusieurs remarques :

- ✓ les déciles de population se basent sur l'année 1975 dont a déjà dit qu'elle servait de base de référence ;

- ✓ le seuil du décile se situe autour de 165 211 habitants puisqu'en 1975, la population Picarde atteignait le total de 1 652 116 habitants.
- ✓ Bien entendu, il n'a pas été possible d'obtenir des déciles parfaits. A chaque fois, nous avons arrondi au plus près.

catégories	Nombre de communes	Part sur le total des communes de Picardie
cat A	1164	51,50%
cat B	490	21,68%
cat C	278	12,30%
cat D	157	6,95%
cat E	89	3,94%
cat F	47	2,08%
cat G	21	0,93%
cat H	9	0,40%
cat I	4	0,18%
cat J	1	0,04%

Exemple de lecture : En 1975, 10% de la population régionale habite dans 1164 communes « les moins peuplées », soit 51.5% des communes. A l'inverse du spectre, une seule commune, Amiens, représente à elle seule près de 10% de la population (en réalité plutôt 8% de la population régionale, puisque le dernier décile regroupe 131 500 habitants).

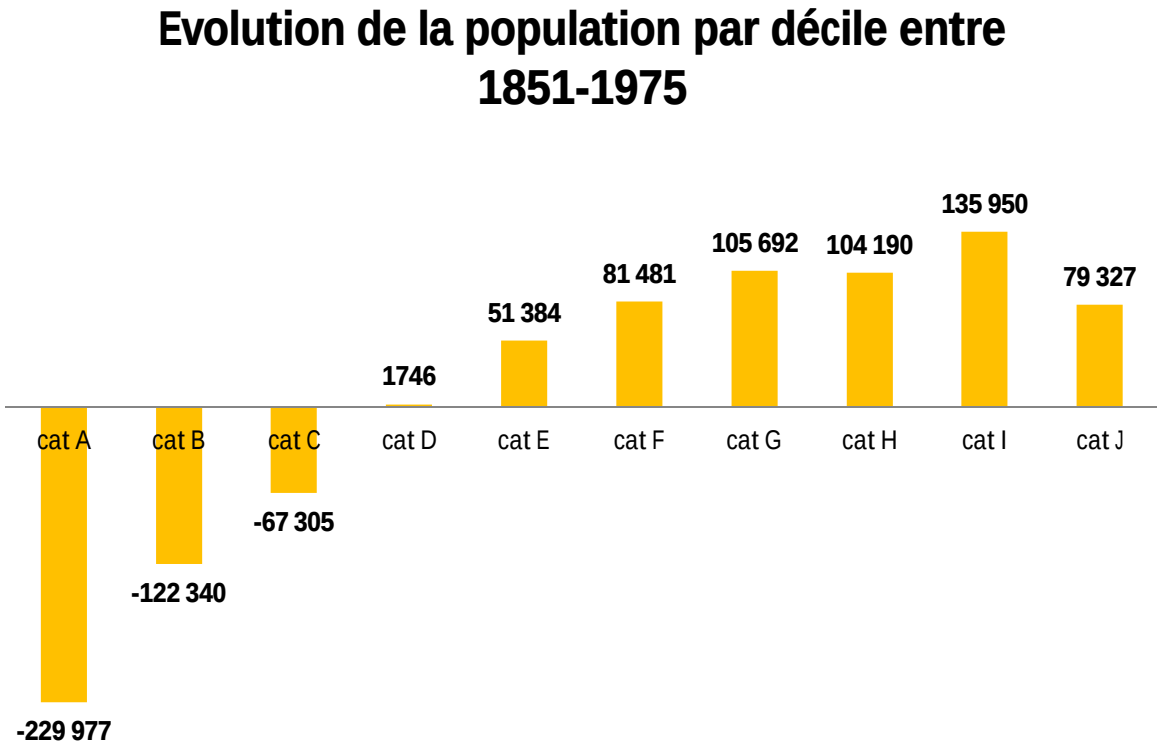
Cet éclairage complémentaire des évolutions par « déciles de population » n'apporte pas d'enseignements contradictoires par rapport à la précédente analyse, mais elle permet une meilleure lisibilité des grandes dynamiques démographiques.

Les catégories de communes en 1975	1851	1975	2008	Delta 1851-1975	Delta 1975-2008
cat A	395 109	165 132	215 428	-229 977	50 296
cat B	287 691	165 351	214 030	-122 340	48 679
cat C	232 870	165 565	205 812	-67 305	40 247
cat D	162 958	164 704	200 274	1 746	35 570
cat E	115 018	166 402	193 911	51 384	27 509
cat F	81 536	163 017	173 284	81 481	10 267
cat G	63 335	169 027	176 754	105 692	7 727
cat H	65 712	169 902	170 011	104 190	109
cat I	55 590	191 540	188 024	135 950	-3 516
cat J	52 149	131 476	134 381	79 327	2 905
Total général	**1511968**	**1652116**	**1871909**	**140148**	**219793**

Tableau des évolutions démographiques par déciles de population en 1975

Le graphique retraçant les principales évolutions de population entre 1851 et 1975 (figure suivante) amène trois observations principales :

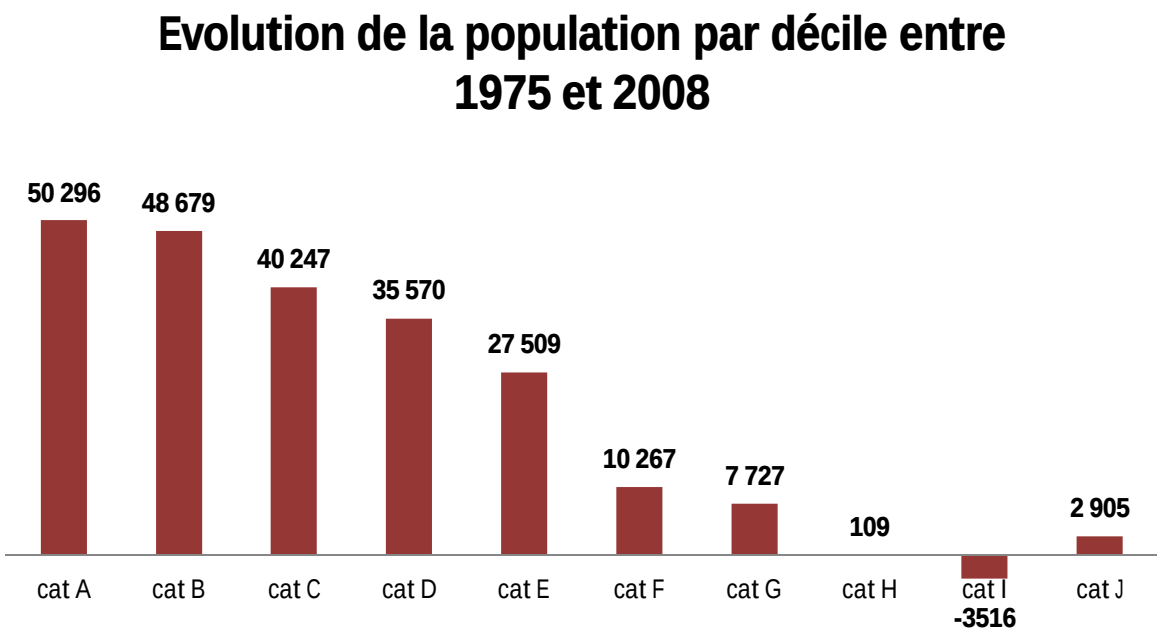
- les trois premiers déciles de population (catégories A, B et C), représentant près de 85% des communes en 1975, ont perdu, sur cette période, environ 420 000 habitants, malgré un apport de 140 000 nouveaux habitants à l'échelle régionale ;
- les 6 derniers déciles de population, qui représentent à peine 8% des communes picardes, ont vu dans le même temps leur population consolidée nettement augmenter (+ 550 000 habitants)
- les 14 principales communes de 1975 (catégories H, I et J) ont été les grandes bénéficiaires de cette croissance démographique séculaire.



1851-1975, évolutions démographiques par décile de population « 1975 »

L'évolution de la population entre 1975 et 2008 (figure suivante) peut se lire de prime abord comme la dynamique inversée de la période précédente. En effet, les trois premiers déciles, qui étaient les grands perdants des évolutions démographiques de 1851 à 1975, sont depuis cette date les principaux bénéficiaires de la croissance de population, avec 140 000 habitants supplémentaires en consolidé.

Cependant, à y regarder de plus près, la situation est plus complexe. Entre 1975 et 2008, l'ensemble des déciles gagnent de nouveaux habitants, à l'exception notable des 4 communes de la catégorie J (à savoir Saint Quentin, Beauvais, Compiègne et Creil)[1]. La progression de la population régionale a été supérieure au cours des trois dernières décennies (+13.3%) à celle de l'ensemble de la période 1850-1975 (9.3%). Il faut toutefois reconnaitre que cette hausse a davantage bénéficié aux 5 premiers déciles de population (+24% en moyenne pour les catégories de A à E) qu'aux 5 derniers (+2% en moyenne pour les catégories F à J).



Les catégories des communes peu peuplées, grandes gagnantes de la croissance démographique des trois dernières décennies

De 1975 à 2008, des communes de moins de 2 500 habitants grandes bénéficiaires de la croissance démographique en Picardie : le retour à une occupation territoriale plus diffuse

Ce sont donc bien au final les communes comptant moins de 2 500 habitants en 1975 qui ont enregistré les plus fortes croissances démographiques jusqu'en 2008. On dissociera ici deux sous-catégories:

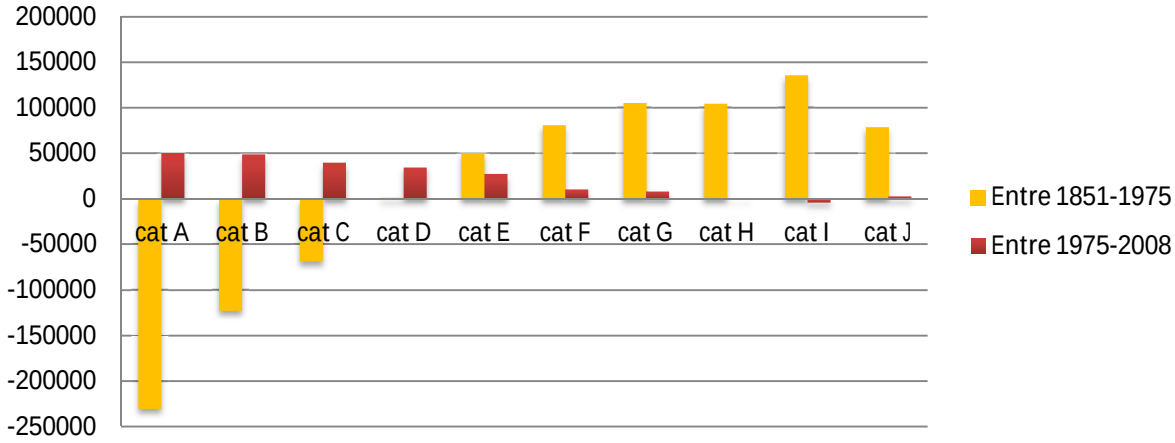
- d'une part les communes de moins de 770 habitants environ en 1975 (catégories A à C), fortement « perdantes » avant 1975, et en net regain après.

[1] Pour être précis, parmi ces 4 villes qui composent la catégorie J, seule la commune de Saint Quentin connait une perte significative de population passant de 67 200 habitants en 1975 à 56 800 en 2008.

- Les communes de 770 à 2500 habitants environ en 1975 (catégories D et E, soit au total 250 communes sur l'ensemble de la Région), qui sur la période 1851/1975 avaient stabilisé leur population, voire avaient connu une croissance démographique. Le seuil « d'inversion des dynamiques » se situe autour d'une taille de l'ordre de 2 000 habitants en 1975.

La répartition de la croissance démographique depuis 1850 selon les catégories de communes de 1975

Source : Cassini (EHESS)



Les deux temps des modes d'occupation de l'espace depuis 1850

Retenons de cette première approche :

Entre 1851 et 2008 on observe deux temps « longs » dans l'occupation démographique de l'espace picard :

- **un temps long de concentration démographique entre 1851-1975, au bénéfice des communes les plus peuplées,**
- **un temps plus contemporain, depuis 1975, de déconcentration démographique, de diffusion et un « retour » dans des communes plus petites, au bénéfice en particulier des communes de moins de 2 500 habitants environ.**

II/ PRISE EN COMPTE DE LA COMPOSANTE ECONOMIQUE DU DIFFUS PICARD

Les évolutions depuis 1975 de la territorialisation de l'emploi

Comprendre l'urbain diffus exclusivement à partir des évolutions démographiques parait trop réducteur ; ceci renvoie à une de nos hypothèses initiales, à savoir que l'urbain diffus picard a comporté dès le 19ème siècle, et compte encore, une composante économique importante, faisant de ces territoire diffus des lieux intégrateurs d'une diversité de fonctions, et par là-même des espaces urbains.

Il n'existe cependant malheureusement pas de bases équivalentes à la base Cassini sur la population, permettant de décrire sur un « temps long » les évolutions de l'activité économique ou de l'emploi localisés à la commune. Les analyses suivantes porteront donc sur une échelle de temps plus réduite, correspondant aux résultats INSEE harmonisés entre 1968 et 2008 sur la localisation des emplois

Remarque méthodologique : Les données INSEE harmonisées sur la population active occupée des 25-54 ans au lieu de travail

Un entretien avec Mme Christine Lepain, responsable régionale de l'INSEE en Picardie, a confirmé qu'il n'existait pas, à l'échelle locale comme à l'échelle nationale, de données sur l'emploi, au lieu de travail et à l'échelle communale, plus anciennes que le recensement de 1968.

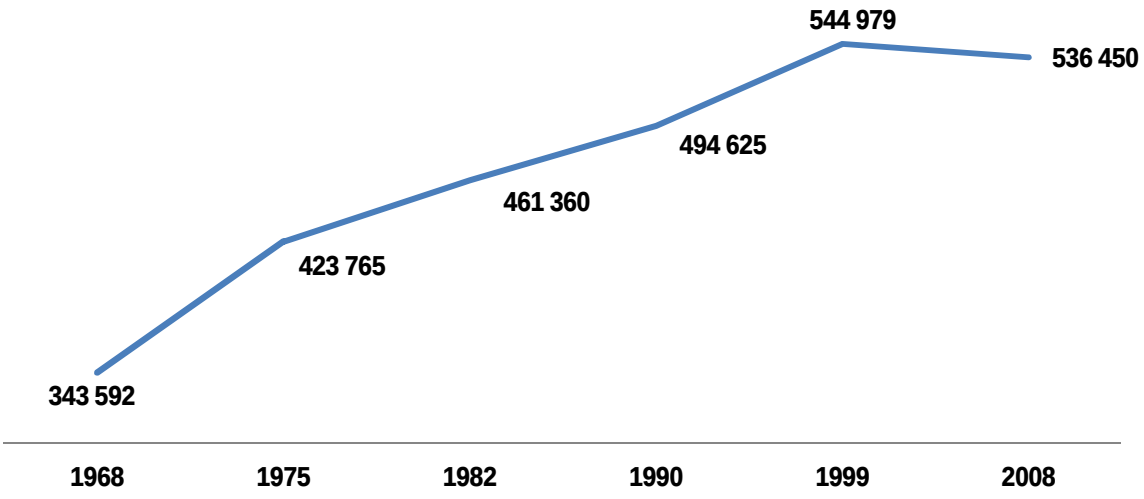
Les données harmonisées sur l'emploi présentent « la structure de la population active (totale, active occupée, chômeurs ayant déjà travaillé) sur un champ complet (pour les données de 1968 à 1999) ou restreint à la population des 25-54 ans (pour les données de 1968 à 2008), selon la catégorie socioprofessionnelle, le niveau de diplôme, l'âge, le sexe, le lieu de travail ».

Nous avons fait le choix de traiter le champ restreint de la population active occupée des 25-54 ans pour obtenir les résultats les plus actualisés possibles (jusqu'en 2008). C'est pourquoi il ne faut pas comparer l'emploi global régional des derniers recensements Insee avec l'emploi « partiel » retenu dans cette étude et qui ne comprend pas les moins de 25 ans et les plus de 54 ans.

L'intérêt de l'analyse qui suit est bien de comparer sur quatre décennies l'évolution de l'emploi à l'échelle des communes.

Evolution régionale de l'emploi depuis 1968

(Population active occupée âgée entre 25 et 54 ans au lieu de travail)
Source Insee



Evolution régionale de l'emploi entre 1968 et 2008

Le graphique ci-dessus illustre la hausse nette du nombre global d'emplois au niveau régional entre 1968 et 1999. L'évolution est particulièrement marquée entre 1968 et 1975 au plus fort de la période des Trente Glorieuses (+ 80 000 emplois). Par la suite, la croissance des emplois est plus régulière avant de connaitre une légère décroissance entre 1999 et 2008 (- 8 500).

Les évolutions de l'emploi par décile de communes

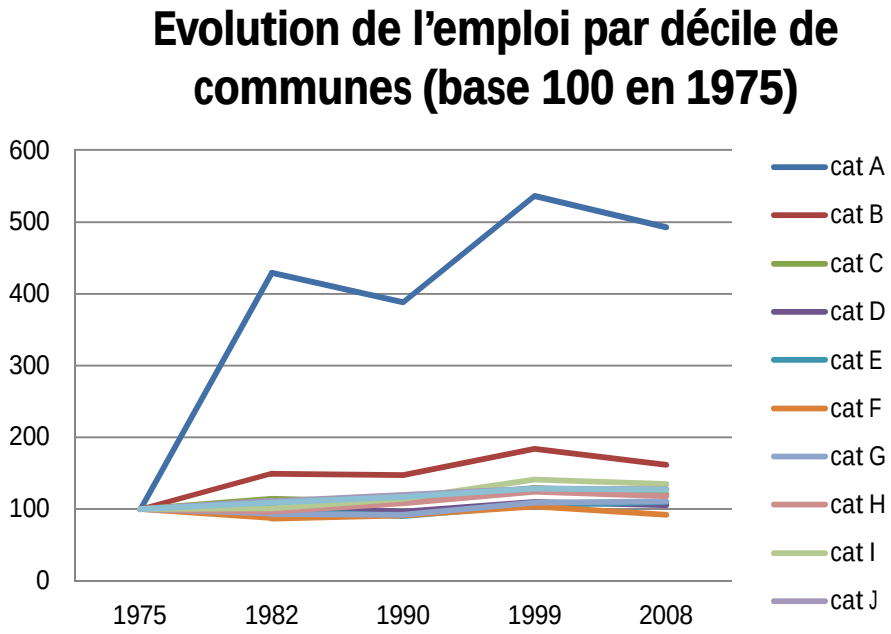
Remarque méthodologique : la méthode de classement des communes

La méthode suivie est la même que pour l'analyse des déciles de population. Nous avons dans un premier temps classé et regroupé les communes par déciles, en retenant l'année 1975 comme référence, permettant ainsi une comparaison directe avec les évolutions des données démographiques exploitées précédemment.

- avec 2 343 communes exploitables dans le fichier Insee: chaque décile compte ici 234 communes.

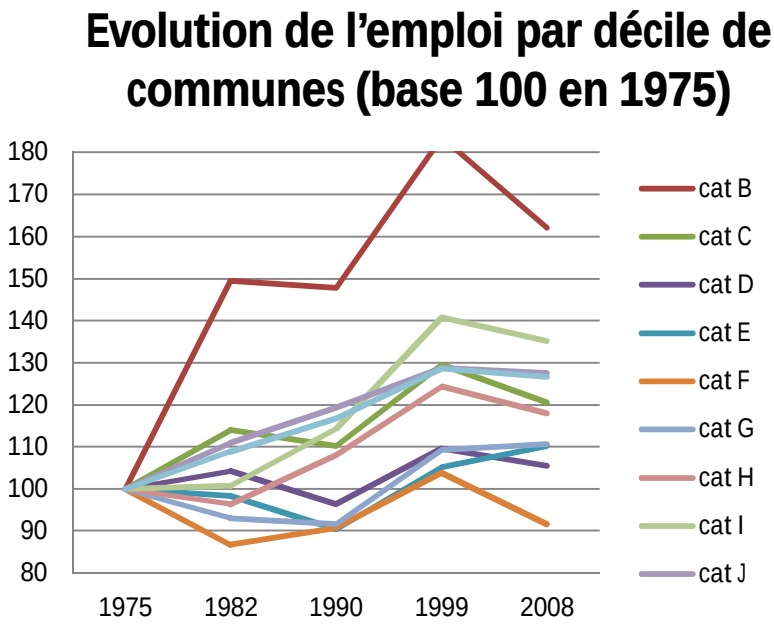
Le graphique sur l'évolution de l'emploi par décile de communes parle de lui-même : ce sont les communes les moins dotées en emplois en 1975, celles du premier décile (catégorie A) qui connaissent l'évolution la plus forte. Cette évolution est loin d'être linéaire ; les dynamiques de croissance (1975-1982 et 1990-1999) ou de décroissance (entre 1982-1990 et 1999-2008) y sont

particulièrement exacerbées. La catégorie B (deuxième décile des communes comptant le moins d'emplois en 1975) connait des évolutions similaires, mais plus amorties.

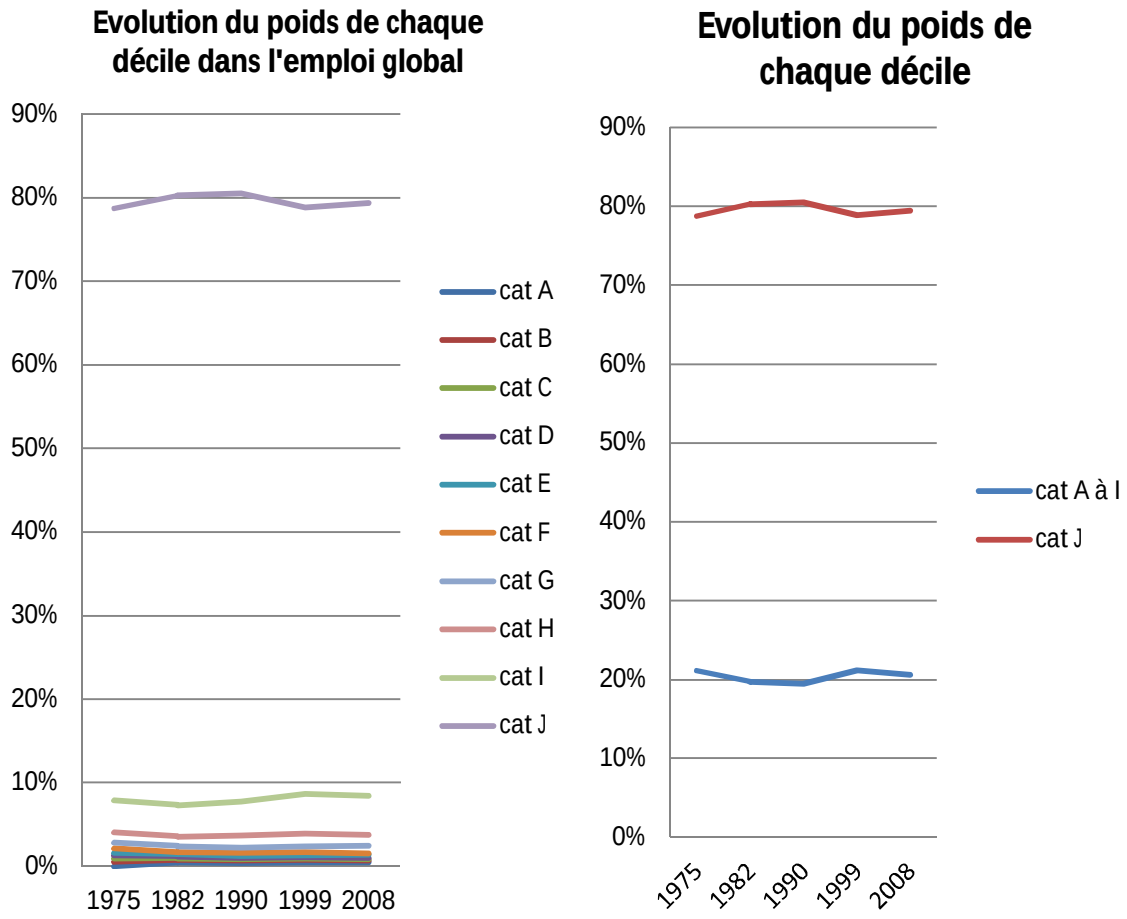


Evolution de l'emploi par décile de communes

En « zoomant » sur les évolutions des autres déciles (figure ci-dessous), il apparaît que ces derniers se caractérisent par une stabilité nettement plus importante, bien que l'on y retrouve les mêmes cycles courts de hausse puis de déclin ; l'indice pour l'évolution de l'ensemble des déciles se situant à 127 par rapport à une base 100 en 1975, reflétant la hausse moyenne de l'emploi sur l'ensemble de cette période.



Par rapport à l'évolution du poids de chaque décile dans l'emploi global, on est frappé par la permanence des équilibres entre déciles entre 1975 et 2008. En d'autres termes, l'écart entre le dernier décile (catégorie J) et l'ensemble des autres déciles (catégories A à I) se maintient durablement autour d'un niveau 80/20.



Evolution de la part de chaque décile dans l'emploi global

Analyse par décile d'emplois

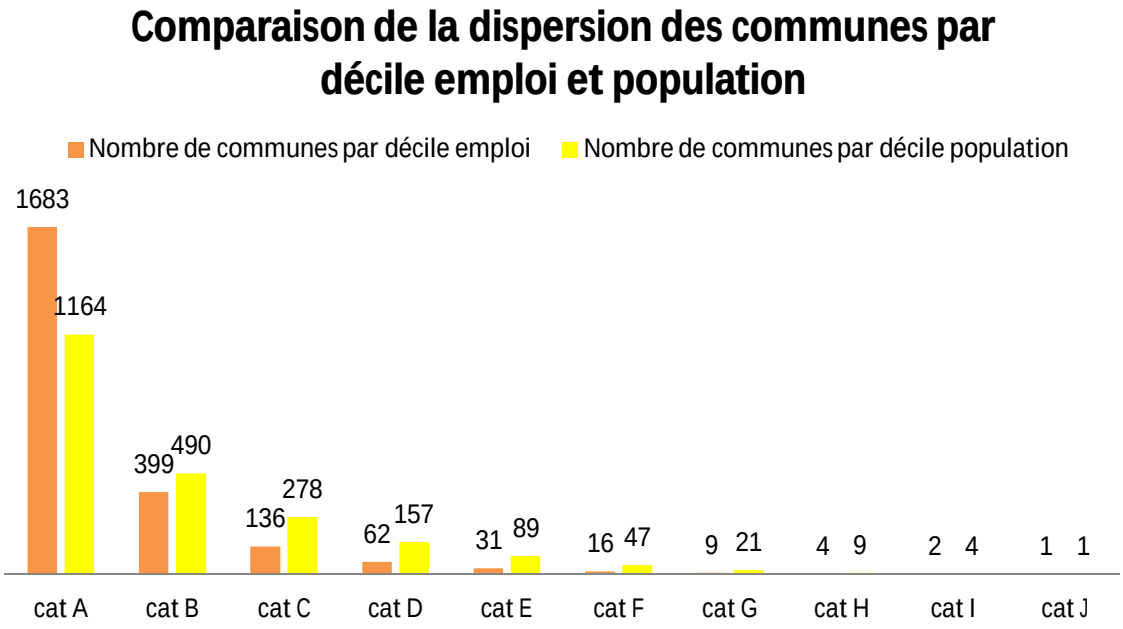
Remarque méthodologique

Pour les mêmes raisons que pour l'analyse démographique, il apparait complémentaire d'analyser les dynamiques communales en les regroupant par déciles d'emplois. Toujours afin de pouvoir comparer les résultats avec les déciles de population, il est retenu l'année 1975 comme base d'analyse de départ.

En 1975, la région comptait alors 423 800 actifs occupés âgés entre 25 et 54 ans, donnant ainsi dix tranches d'environ 42 380 emplois.

catégories	Nombre de communes	Décile	Emploi min	Emploi max	Emploi moy
cat A	1683	42 380	0	65	25
cat B	399	42 365	65	200	106
cat C	136	42 450	200	485	312
cat D	62	42 590	500	945	687
cat E	31	42 915	995	1875	1384
cat F	16	41 260	2020	3190	2579
cat G	9	44 765	3195	7 855	4974
cat H	4	40 545	9 055	12 220	10 136
cat I	2	40 240	18 815	21 425	20 120
cat J	1	44 255	44 255	44 255	44 255

La répartition des communes par décile d'emplois en 1975



Comparaison de la dispersion des communes par décile d'emplois et de populations

Le graphique ci-dessus montre la très forte polarisation de l'emploi en 1975. Le premier décile regroupe en effet 1683 communes, soit 72% des communes de la région (contre 51% pour le premier décile de population).

Par rapport à la population, ces analyses ciblées sur l'emploi indiquent depuis 1975 une concentration plus prononcée, dans un nombre plus restreint de communes. Cette plus forte concentration, visible en 1975, se maintient dans des proportions semblables en 2008.

Cependant, il est intéressant de noter, dans le même temps, une certaine diffusion dans les déciles de communes pas ou peu dotées d'emplois en 1975.

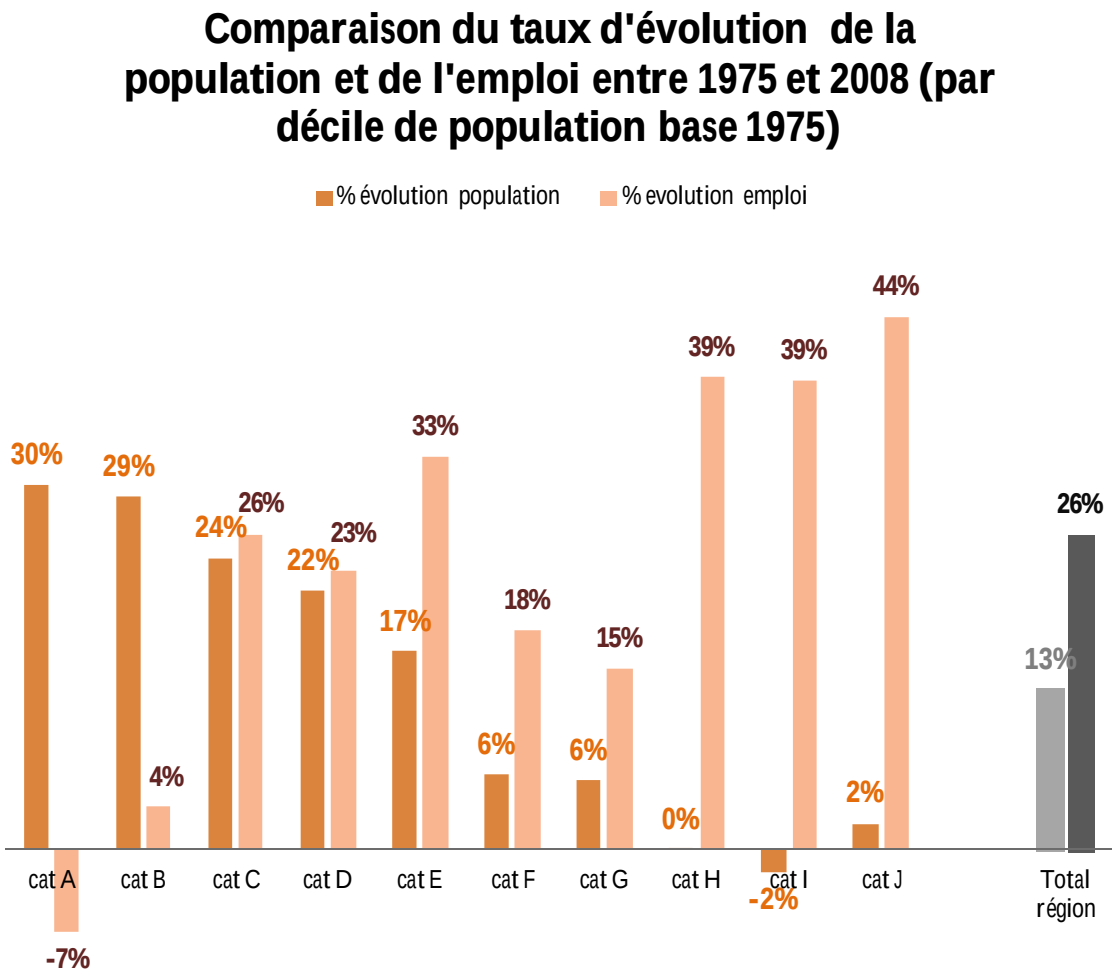
Le croisement des dynamiques territoriales « population / emploi » entre 1975 et 2008

Remarque méthodologique

Afin de pouvoir suivre de manière comparative les évolutions de la population et de l'emploi pour des mêmes groupes de communes, il est nécessaire de privilégier un des classements par déciles réalisés précédemment.

Les analyses suivantes sont effectuées en fonction des déciles de population « 1975 » retenues pour la base Cassini.

Comparaison du taux de croissance moyen par taille de commune (décile de population)



Comparaison du taux d'évolution de la population et de l'emploi

Le schéma précédent illustre des dynamiques extrêmement contrastées selon les catégories de communes :

- les deux déciles plus « petites » communes en termes de poids démographiques en 1975 (catégories A et B, comptant moins de 465 habitants à cette date) ont connu une croissance démographique majeure, mais dans le même temps une croissance de l'emploi faible, voire négative.
- Les trois déciles C, D, et E (correspondant à des communes comptant en 1975 entre 465 et 2560 habitants) ont cumulé croissance de la population et croissance de l'emploi supérieures à la moyenne régionale.
- Les deux déciles F et G (correspondant à des communes comptant en 1975 entre 2600 et 13 100 habitants) ont enregistré à la fois une croissance démographique et une croissance de l'emploi positives, mais sensiblement plus faibles que les moyennes régionales.
- Enfin, les trois derniers déciles des plus « grandes » communes (H, I et J, soit les 14 plus grandes communes de la région avec plus de 14000 habitants en 1975), ont vu leur population stagner ou diminuer, tout en connaissant un dynamisme de l'emploi sensiblement plus élevé que la moyenne régionale.

Cette approche recoupant dynamique de l'emploi et de la population depuis 1975 met en évidence la spécificité des communes comptant de l'ordre de 500 à 2500 habitants à cette date, taille de communes particulièrement intéressantes dans une approche de l'urbain diffus en Picardie.

En effet, ce sont ces déciles de communes qui ont cumulé croissances de la population et de l'emploi supérieures aux moyennes régionales.

III/ LES TRAJECTOIRES INDIVIDUELLES DES COMMUNES : CARTOGRAPHIES DES DYNAMIQUES DE LA POPULATION ET DE L'EMPLOI

Les analyses statistiques précédentes, raisonnant sur des ensembles de communes regroupées par décile, présentent l'avantage de dégager des résultats globaux à l'échelle de l'ensemble régional ; mais l'espace picard est loin d'être homogène, et différentes communes appartenant au même décile ont pu connaître des trajectoires divergentes en fonction de leur localisation dans cet espace régional.

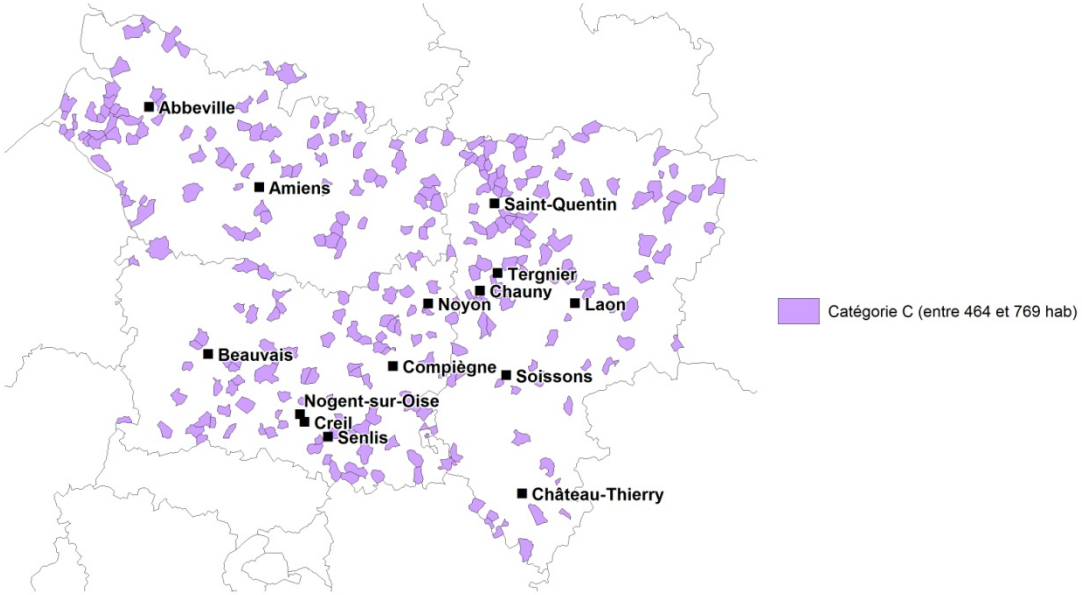
C'est l'objectif des cartes suivantes : illustrer ces trajectoires différenciées, ce travail servant de transition vers la deuxième phase de la recherche, associant les territoires picards à des figures différenciées d'urbain diffus.

Répartition territoriale et trajectoires démographiques des communes de taille « intermédiaire » : au cœur de l'urbain diffus picard ?

Nous avons mis l'accent ici sur la représentation des trajectoires des communes appartenant aux déciles « intermédiaires » dans les analyses précédentes, celles qui, en tant que catégories consolidées, ont connu à la fois croissance démographique et croissance de l'emploi entre 1975 et 2008.

Les 278 communes de la catégorie C, comprises entre 464 et 769 habitants en 1975

Ces communes maillent de manière relativement homogène l'espace régional.

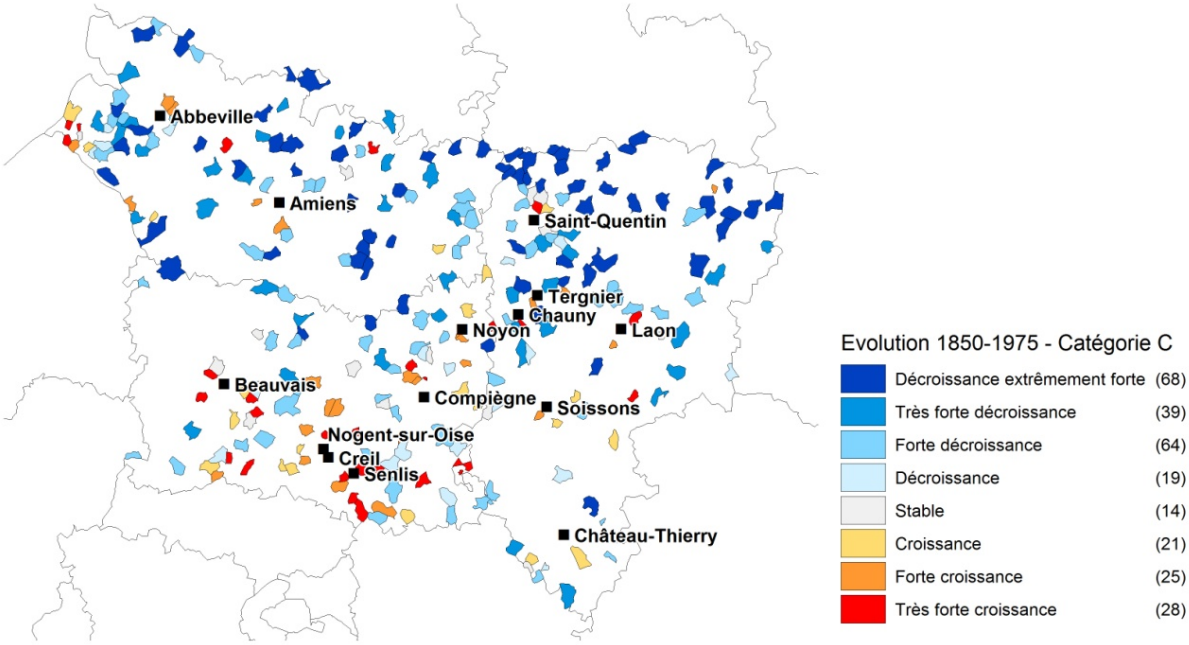


Répartition territoriale des communes du 3e décile en 1975

Quelles évolutions des communes de la catégorie C entre 1850 et 1975 ?

L'analyse spatiale de l'évolution des communes du 3e décile est éloquente et apporte plusieurs enseignements:

- tout d'abord, l'ensemble des communes du nord de la région n'échappe pas au dépeuplement très prononcé : elle concentre en effet la plupart des 100 communes classées en très forte décroissance ou en décroissance extrêmement forte ;
- toutefois, il existe quelques territoires où les dynamiques démographiques sont bien plus positives : c'est le cas au sud de l'Oise (notamment autour de Beauvais et au sud de Senlis), une caractéristiques que l'on trouvera souvent pour l'ensemble des catégories de communes ; mais également, plus en profondeur dans la Vallée de l'Oise, au-delà de Noyon où des communes résistent relativement bien.
- enfin, on trouve une poche dynamique dans la Vallée de la Bresle où 4-5 communes tirent leur épingle du jeu.



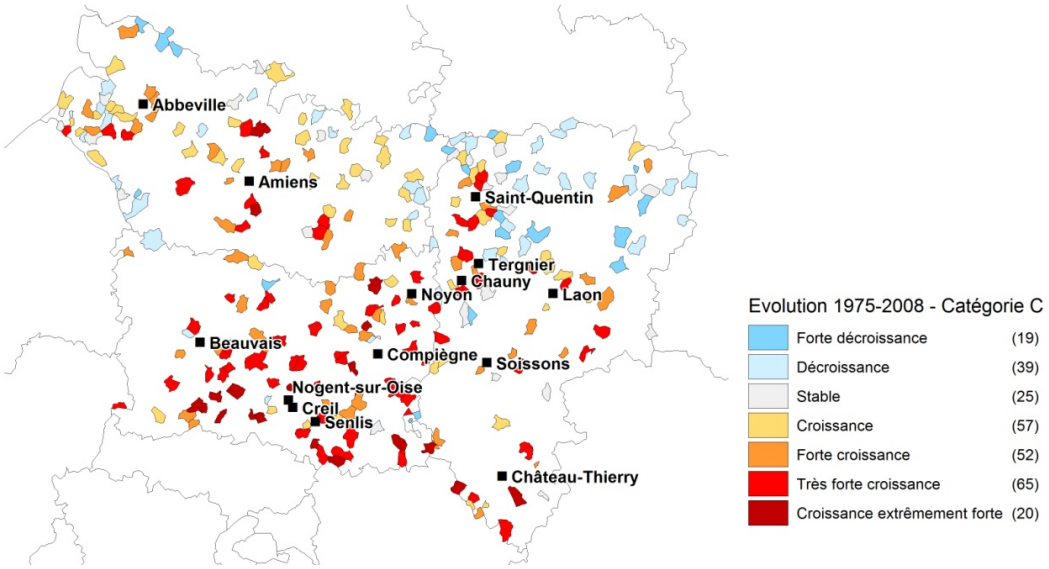
Evolution démographique des communes du 3e décile entre 1850 et 1975

Quelles évolutions des communes de la catégorie C depuis 1975?

Pour ces communes de taille assez petite, on retrouve à partir de 1975, le mouvement général de déconcentration urbaine identifié plus haut. Parmi les 278 communes du 3^{e} décile, seules une soixantaine subissent des pertes de populations.

Au-delà de cette tendance globale, on observe des différences territoriales significatives :

- les petites communes rurales du département de l'Aisne, relativement éloignées des centralités du territoire, subissent à nouveau des pertes de populations ;
- les petites communes autour des principaux pôles urbains de la Région indiqués sur la carte, profitent d'un desserrement de population relativement important, y compris dans l'Aisne où la croissance peut être très forte autour de Saint-Quentin, Tergnier, Laon et plus encore Château-Thierry.
- le sud de l'Oise profite très clairement de sa proximité à la métropole francilienne engendrant des taux de croissance exceptionnels où des communes ont doublé voire triplé de taille.

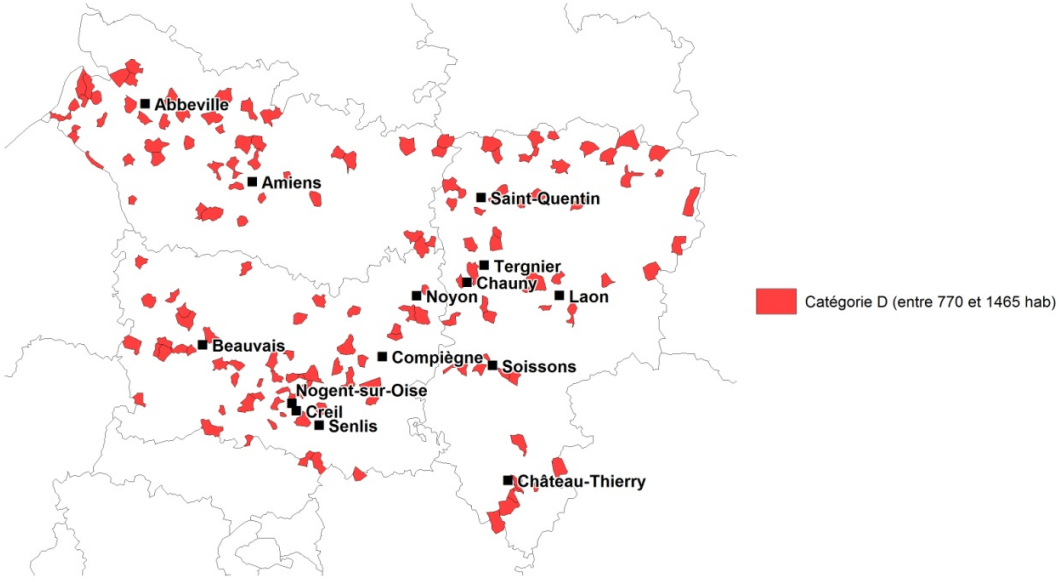


Evolution démographique des communes du 3e décile entre 1975 et 2008

Les 157 communes de la catégorie D, comprises entre 800 et 1500 habitants en 1975

Premier constat : comme pour les communes du 3e décile, les communes du 4e décile (cat D) sont réparties équitablement entre les trois départements (51 communes dans l'Aisne, 56 dans l'Oise et 50 dans la Somme).

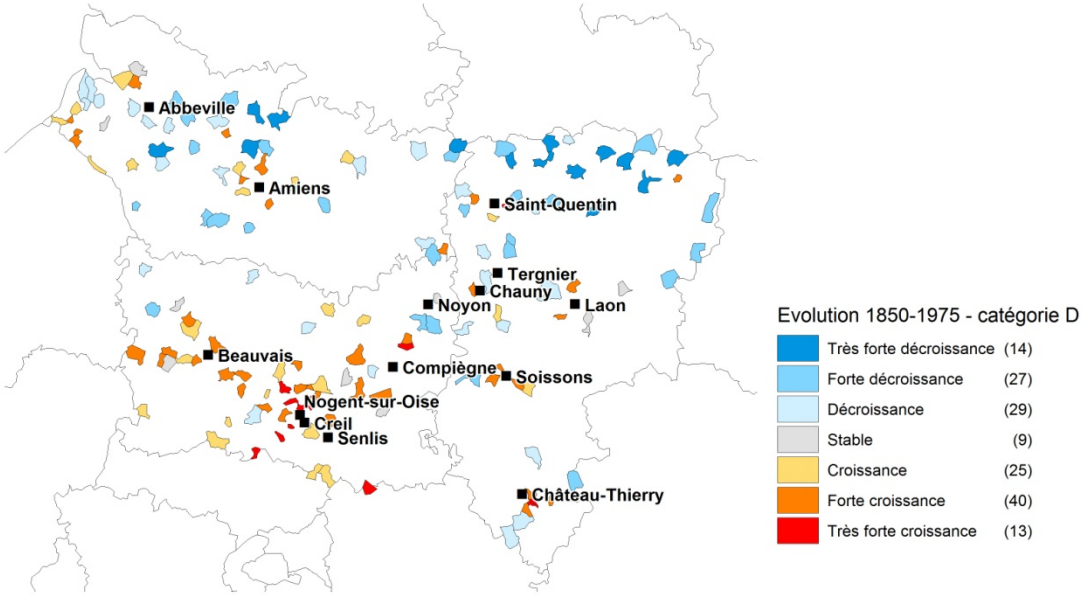
Deuxième constat : ces communes se situent largement en première voire deuxième couronne des principales villes (Château Thierry, Creil, Beauvais, Soissons, Amiens…) de la région ou le long de la vallée de l'Oise dans des zones pouvant être qualifiées de périurbaines. Il reste cependant des exceptions avec la présence d'une quinzaine de communes dans le pays de la Thiérache et une petite dizaine dans la vallée de la Bresle, secteurs qui se caractérisent par la présence de petites communes.



Où sont situées les communes du 4e décile comprises entre 770 et 1500 habitants?

Quelles évolutions des communes de la catégorie D entre 1850 et 1975 ?

L'évolution est contrastée pour les communes comprises en 800 et 1500 habitants puisqu'environ la moitié a connu une perte de croissance (73/157 communes). Toutefois, les dynamiques varient selon les territoires : les trajectoires sont globalement ascendantes dans l'Oise, négatives dans l'Aisne, et plus contrastées dans la Somme avec des dynamiques de croissance autour d'Amiens et près du littoral, en particulier dans la vallée de la Bresle.

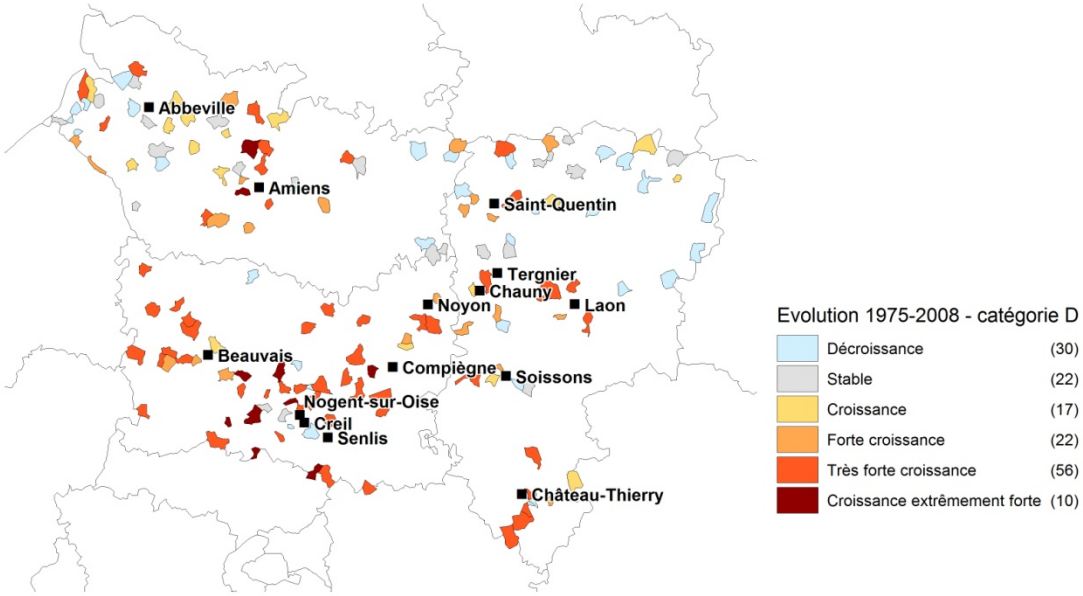


Evolution démographique des communes du 4e décile entre 1850 et 1975

Quelles évolutions des communes de la catégorie D depuis 1975?

Depuis 1975, la dynamique démographique est beaucoup plus positive : seule un quarantaine de communes se retrouvent en situation de décroissance, dont la moitié situées dans l'Aisne. Dans ce département, deux types de communes tirent toutefois leur épingle du jeu : celles situées en couronne des principales villes (St Quentin, Tergnier, Laon) et quelques communes de la vallée de la Thiérache.

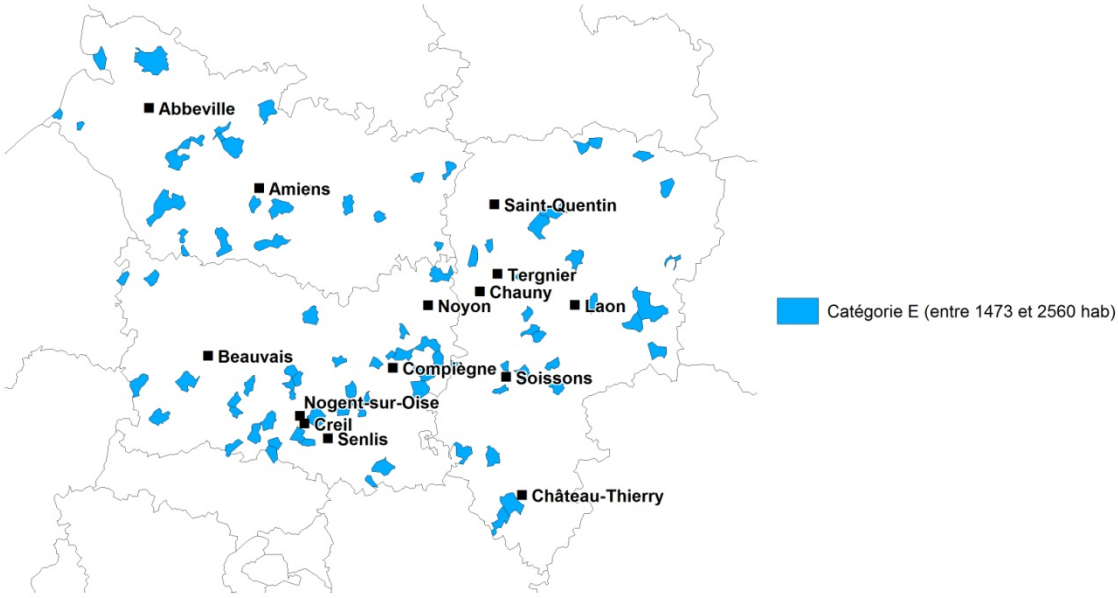
Notons l'ampleur de la hausse de la population des communes situées dans le « périurbain » amiénois, et plus encore, le long de la vallée de l'Oise, de Creil à Noyon, territoire qui a bénéficié à partir des années 1960 des infrastructures de transport favorables à l'étalement urbain.



Evolution démographique des communes du 4e décile entre 1975 et 2008

Les communes comprises entre 1500 et 2600 habitants en 1975 (catégorie E)

Les communes du 5e décile (catégorie E) se répartissent là encore relativement équitablement entre les trois départements de la Région.

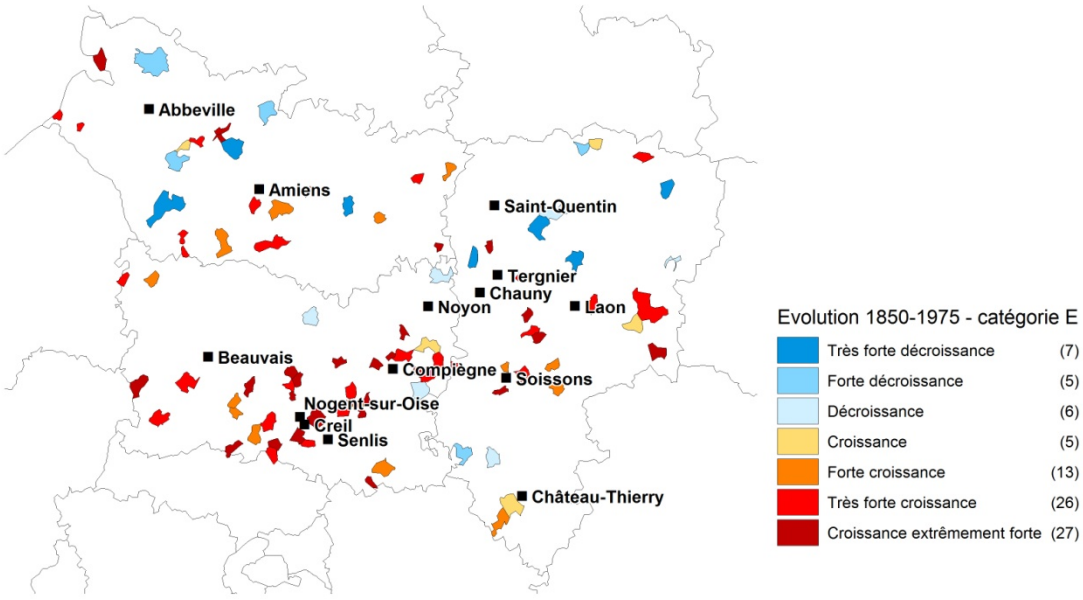


Répartition territoriale des communes du 5 e décile en 1975

Quelles évolutions des communes de la catégorie E entre 1850 et 1975?

Le fait notable qu'illustre cette carte réside dans la dynamique très positive des communes comprises entre 1500 et 2500 habitants au cours de la période 1850-1975. Comparativement aux catégories de communes de taille inférieure, elles ont très largement bénéficié de l'urbanisation du territoire.

- ✓ Seules 18 communes sur 89 ont eu à subir une baisse de leur population. Là encore, parmi ces 18 communes, 8 se localisent dans l'Aisne.
- ✓ A l'inverse, 53 communes ont bénéficié d'une croissance forte ou extrêmement forte, dont 39 se situent dans l'Oise.



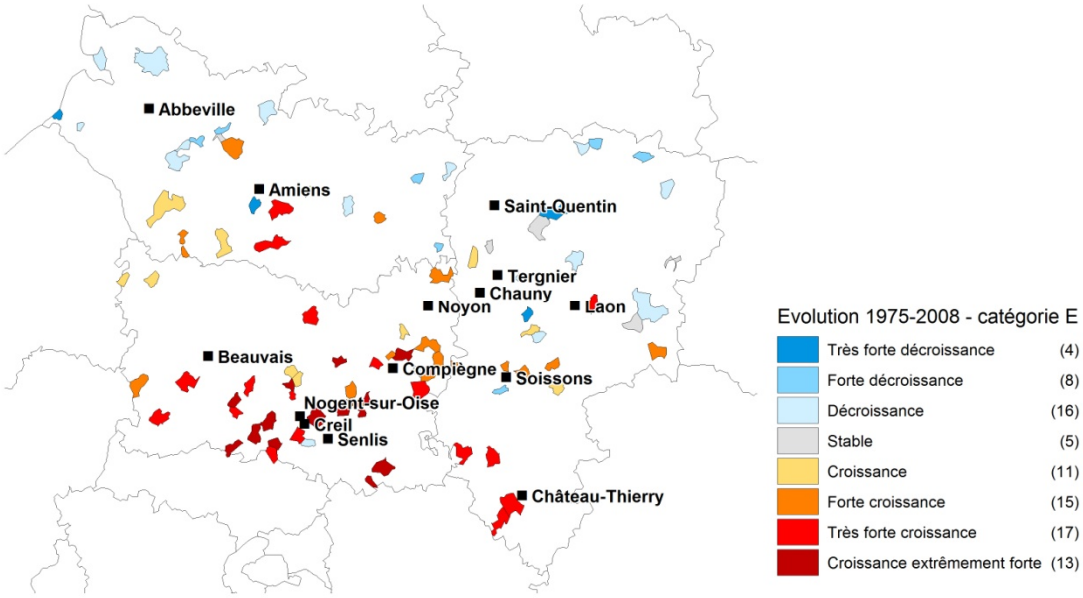
Evolution démographique des communes du 5e décile entre 1850 et 1975

Quelles évolutions des communes de la catégorie E depuis 1975?

La période plus récente est relativement moins favorable à cette catégorie de communes. Du moins, l'évolution est beaucoup plus contrastée :

- toutes les communes de l'Oise de ce groupe de taille ont connu une très forte progression, à quelques exceptions près
- l'Aisne connait deux dynamiques territoriales divergentes :
  - o le sud semble bénéficier des dynamiques de l'Oise et du nord de l'Ile de France qui débordent jusqu'à ces quelques communes périphériques des villes comme Château Thierry et Soissons
  - o le nord concentre les communes qui perdent de la population, autour de St Quentin, Tergnier et du pays de la Thiérache

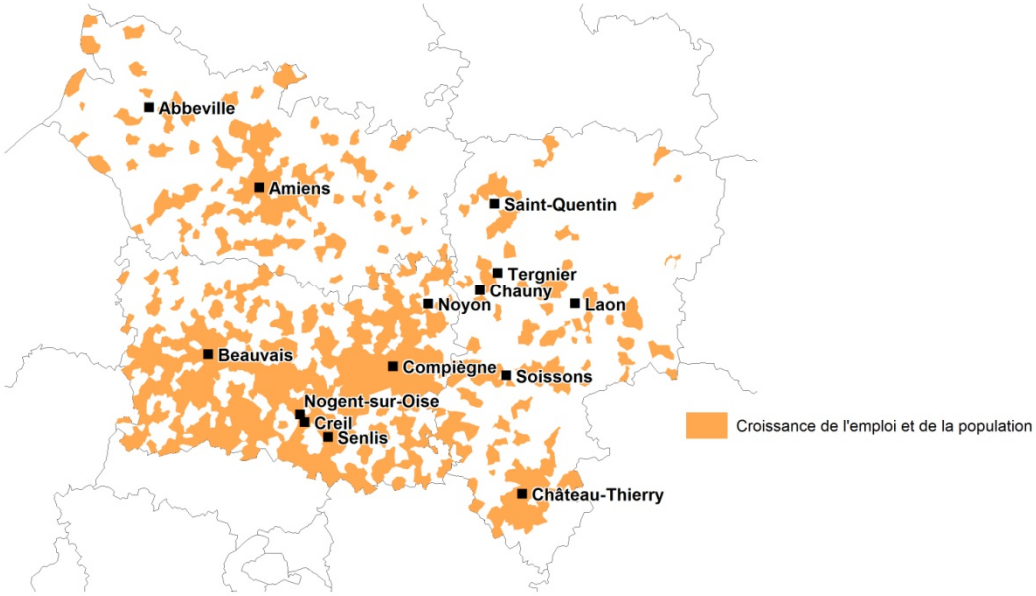
- le schéma semble se répéter pour le département de la Somme qui profite, en outre, de la dynamique amiénoise.



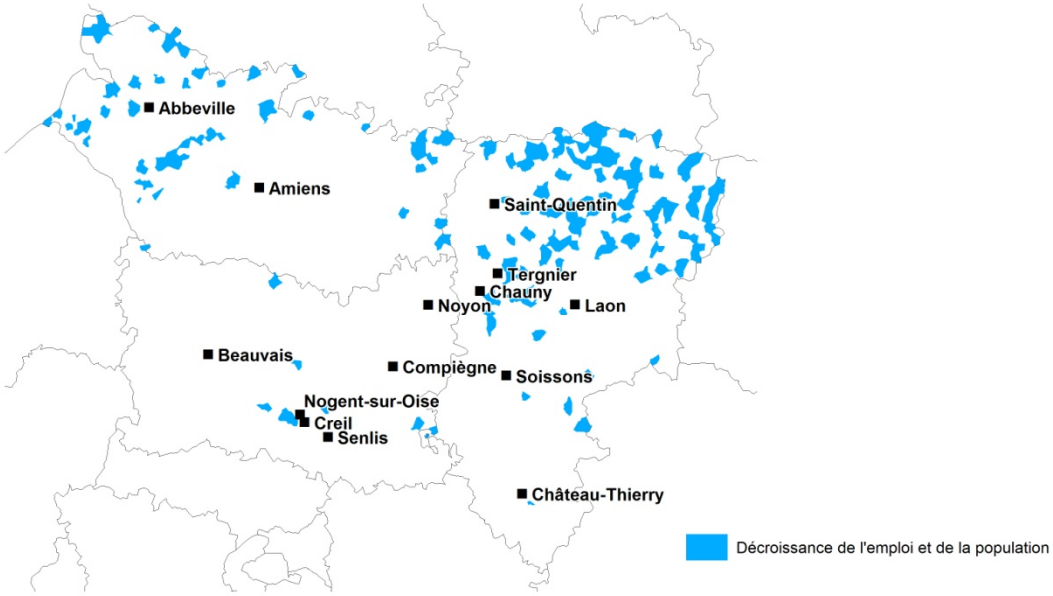
1Evolution démographique des communes du 5e décile entre 1975 et 2008

Les trajectoires associant et dissociant les dynamiques de l'emploi et de la démographie entre 1975 et 2008

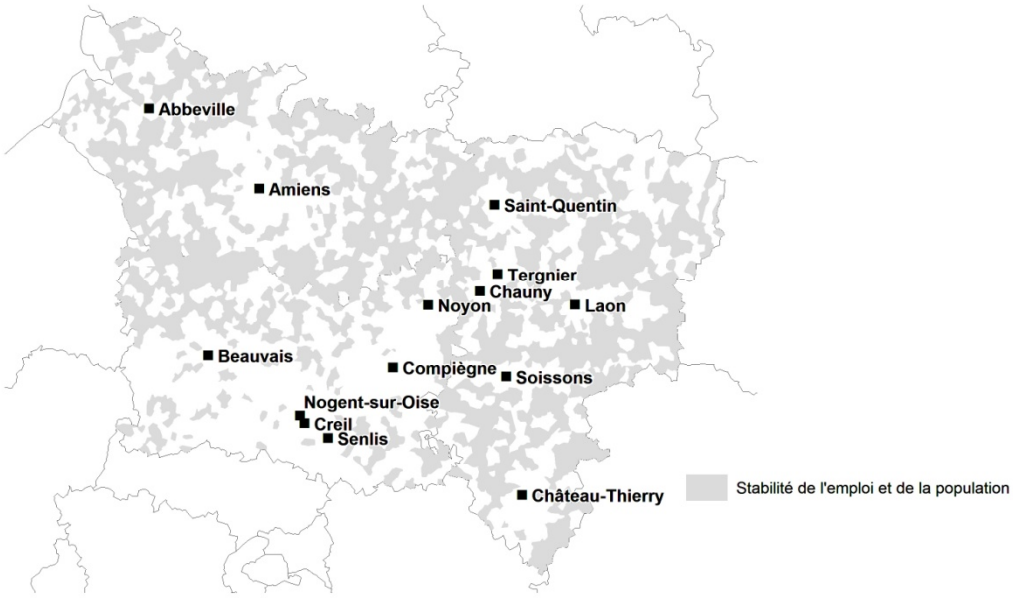
Communes combinant croissance de l'emploi et de la population entre 1975 et 2008



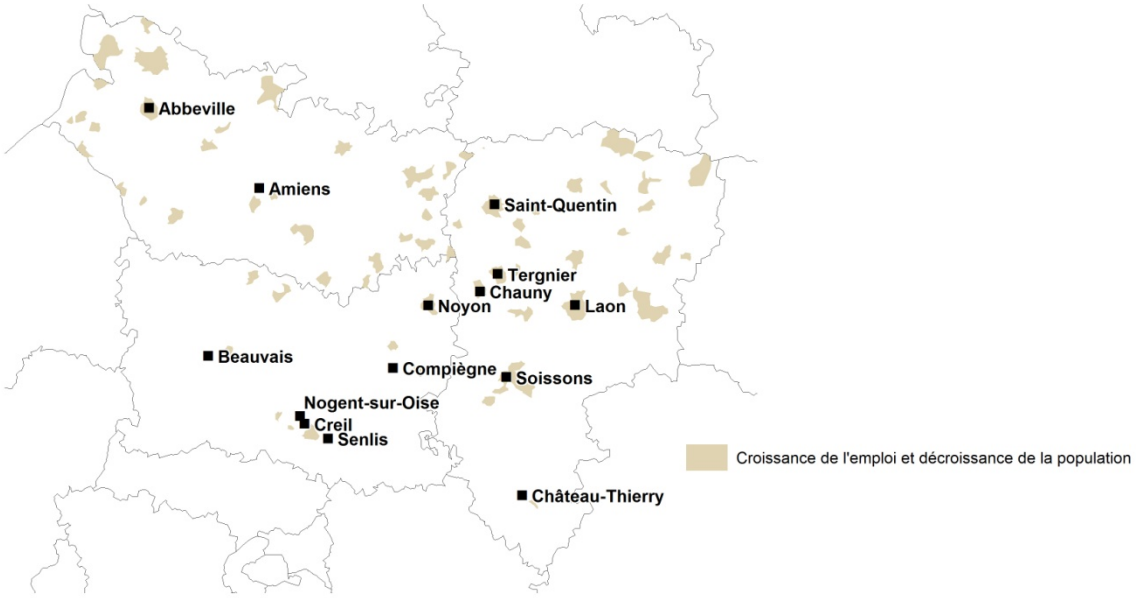
Communes combinant décroissance de l'emploi et de la population entre 1975 et 2008



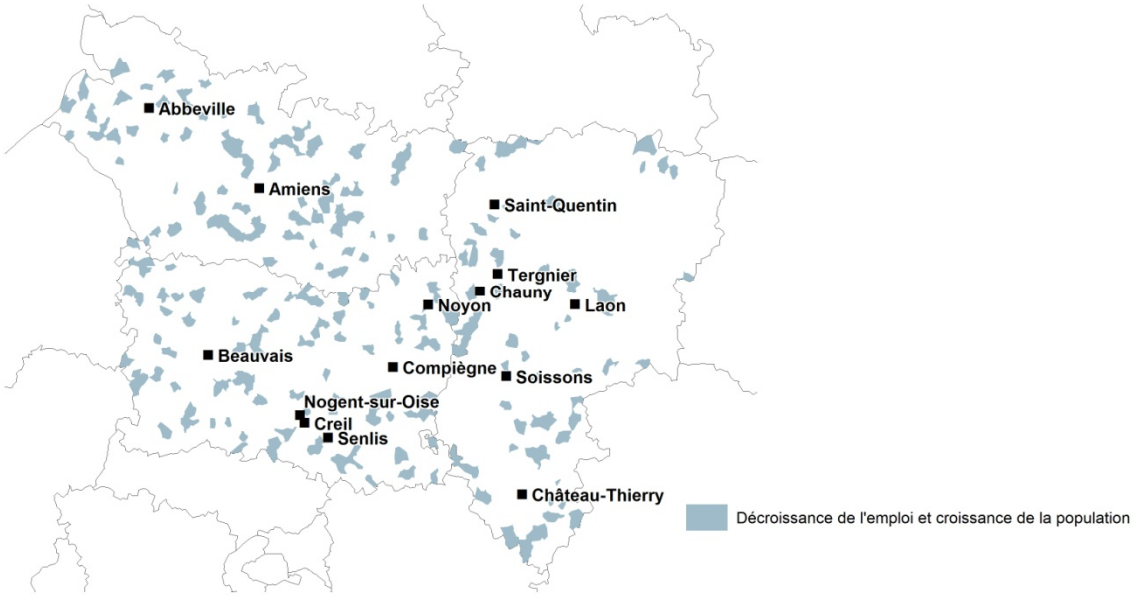
Communes enregistrant une stabilité de l'emploi et de la population entre 1975 et 2008



Communes enregistrant une croissance de l'emploi et une décroissance de la population

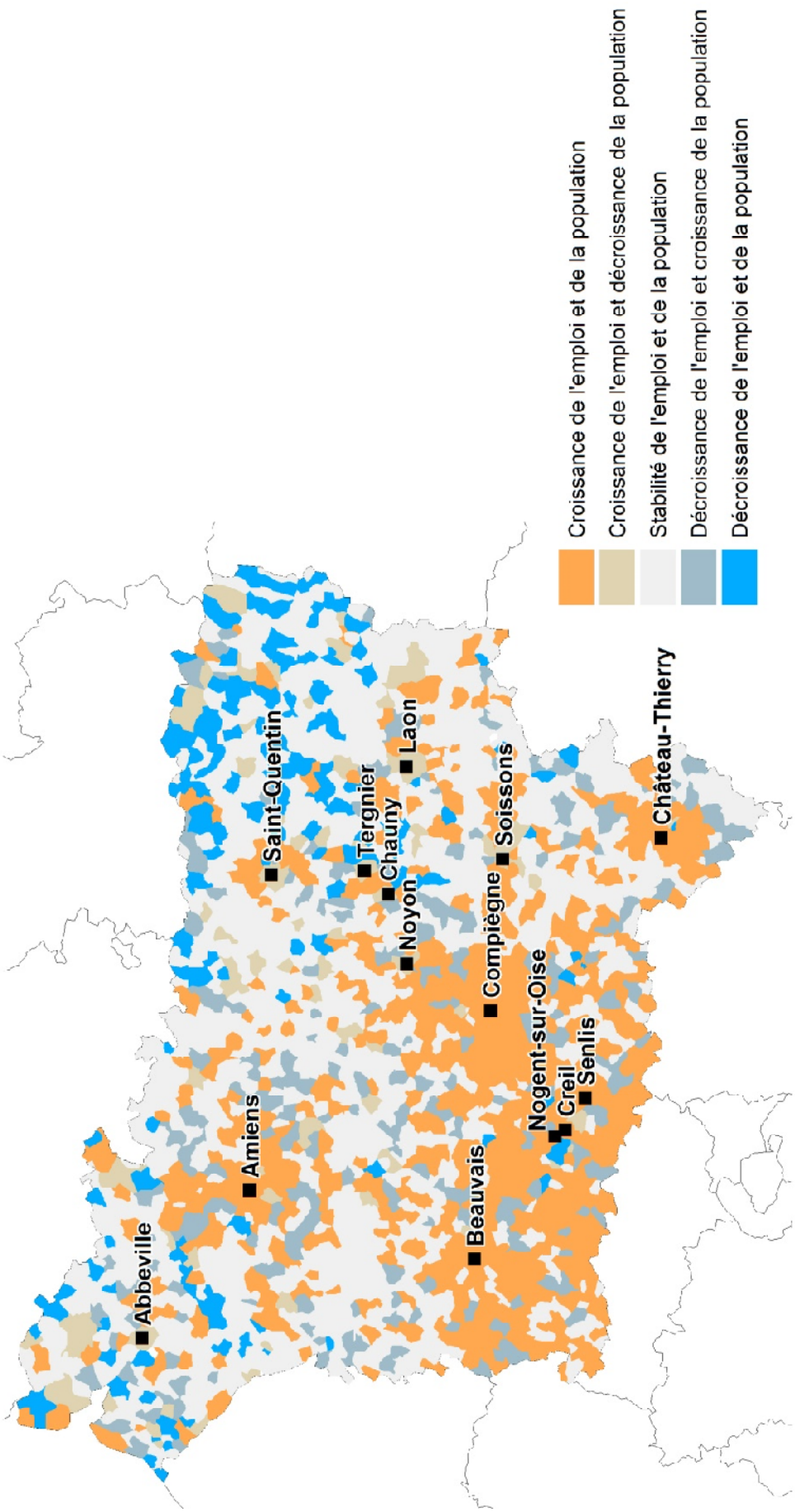


Communes connaissant une décroissance de l'emploi et une croissance de la population



Ces cartes fournissent une première approche pour mettre en évidence les dynamiques contrastées entre territoires de l'urbain diffus au sein de la Région.

Synthèse: évolution croisée de la population et de l'emploi en Picardie entre 1968 et 2008



TRANSITION

Phase statistique : Les grandes tendances de l'occupation humaine de l'espace picard

La première phase de cette étude a permis de replacer l'urbain diffus dans le temps long, de dégager des tendances, des périodisations et des points de rupture concernant les dynamiques démographiques et productives picardes.

- Il ressort que les communes de moins de 2 500 habitants sont les grandes gagnantes des mouvements de population et d'activité depuis 1975.
  Les courbes démographiques indiquent un pouvoir d'attraction des communes les moins peuplées alors que, dans le même temps, l'activité économique se diffuse vers ces territoires.
- 1975 est pensé comme une « année rupture », celle du basculement d'une Picardie rurale à une Picardie urbaine. Deux grands moments d'occupation humaine ont été dessinés : celui de la concentration urbaine (1850 – 1975) et celui de la déconcentration (depuis 1975), qui correspondrait à ce que nous avons choisi de nommer « *l'urbanisation du diffus* ».

La seconde phase de cette étude consiste à comprendre les formes que prennent ces urbanisations du diffus.

La nécessaire prise en compte des dynamiques territoriales

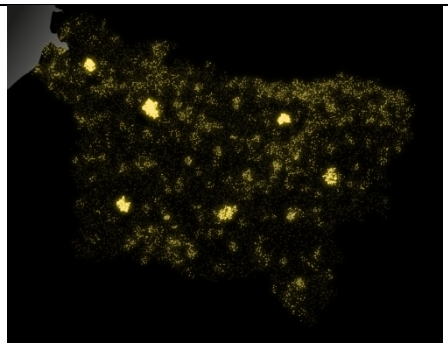
L'analyse statistique révèle que ces deux moments d'occupation ne peuvent être tracés sans nuance. Le croisement des outils (traitement statistique, analyse cartographique) et des variables (analyse par décile de communes, par décile de population, par décile d'emploi) a mis en lumière la nécessité de territorialiser les dynamiques des urbains diffus.

Celles-ci recoupent des réalités géographiques différentes sur le temps long. La lecture des cartes lumineuses de la première partie de notre étude illustre les contrastes entre ces tendances : Alors que partout dans l'espace régional, la stabilité de la hiérarchie urbaine, l'émergence d'une périurbanisation « ordinaire » autour des villes et la permanence de zones d'urbain diffus est visible, on observe également des dynamiques territoriales fortement différenciées –entre le nord et le sud de la région notamment-.

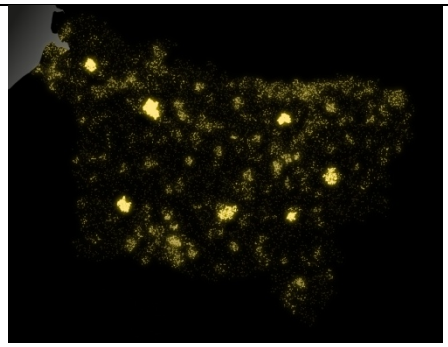
La deuxième phase de cette étude consiste à cibler des zones d'urbanisation du diffus pour tenter d'en comprendre les transformations contemporaines.

Il s'agit ici de tester empiriquement deux hypothèses faites au cours de notre proposition initiale : celle de la *diversification* des urbains diffus, grâce à une typologie des figures territoriales (phase 2), et celle de leur différents degrés d'*émancipation*, par l'analyse des représentations de ces urbains diffus dans des communes échantillons (phase 3).

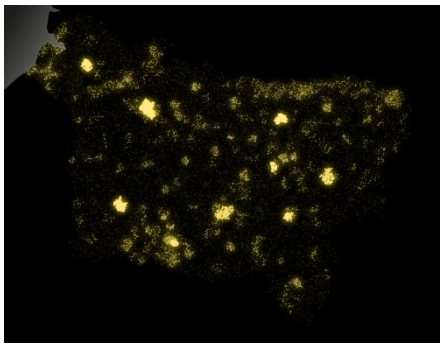
PHASE 2 : émergence de figures territorialisées d'urbanisation du diffus



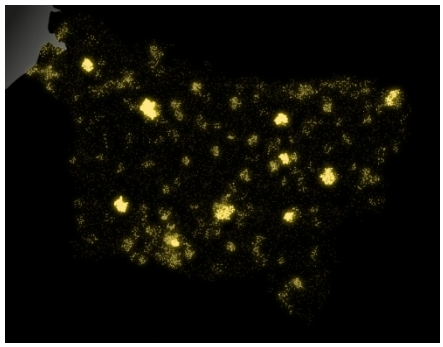
1851



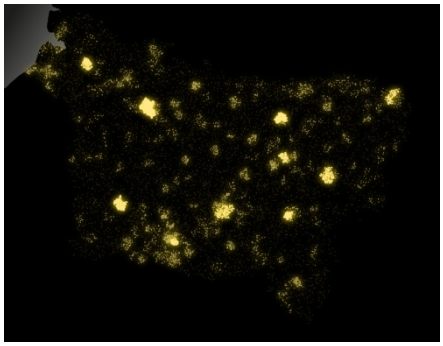
1891



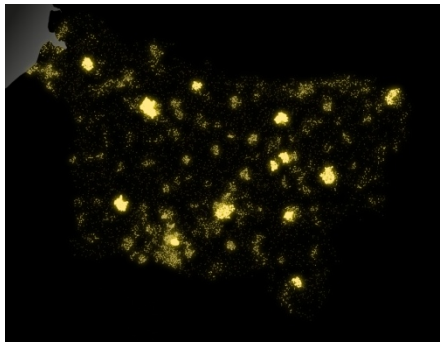
1911



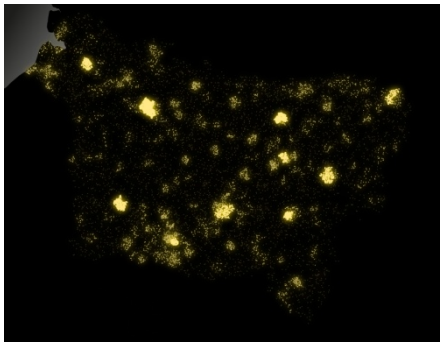
1936



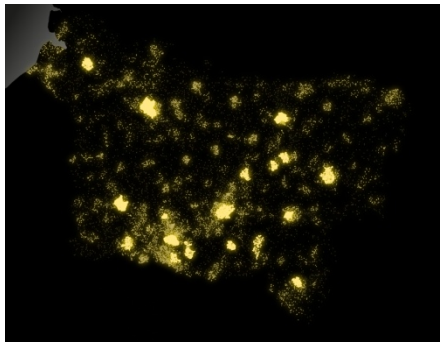
1946



1962



1975



2008

I/ Evolution de la spatialisation de la population picarde de 1851 à aujourd'hui

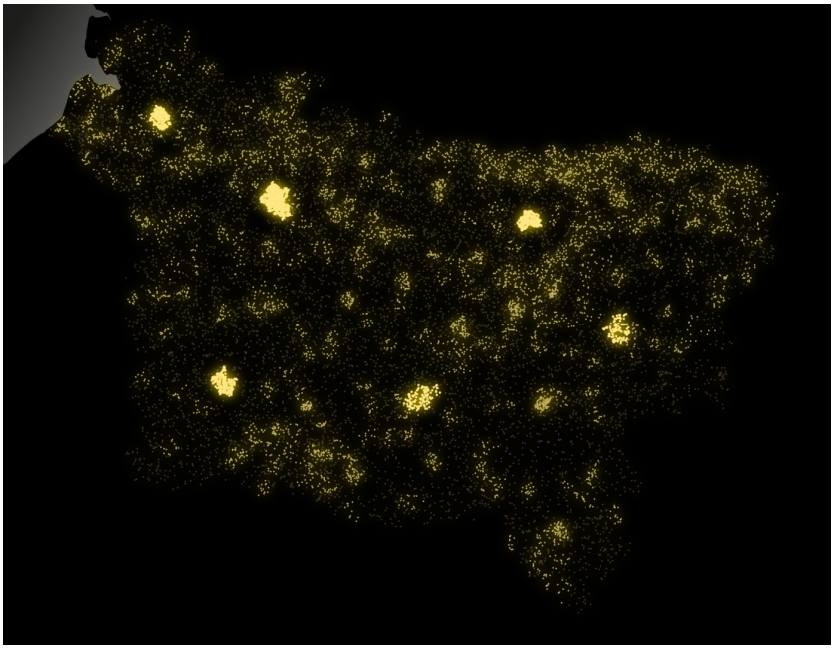
Grâce à la comparaison de cartographies lumineuses, il est possible d'observer les différents stades d'occupation humaine du territoire picard. A partir de cette observation, nous serons en mesure de tracer des tendances territoriales.

Remarque méthodologique : Le procédé cartographique utilisé

A quoi correspondent les points ?
Chaque point représente 100 personnes

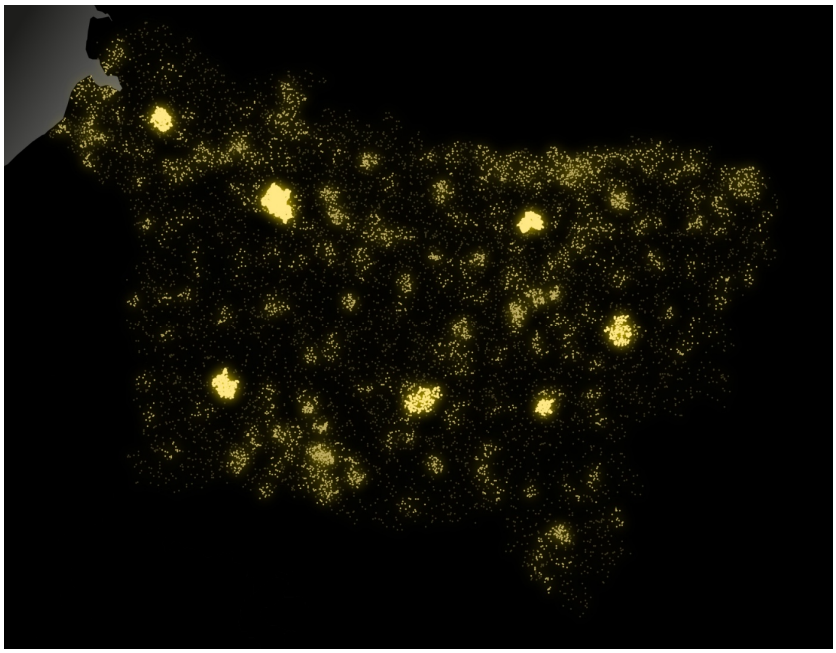
- les plus lumineux + 10 000 habitants et plus ;
- les intermédiaires 1 000 personnes ;
- les plus sombres représentent 100 personnes.

Occupation humaine de l'espace en 1851 :



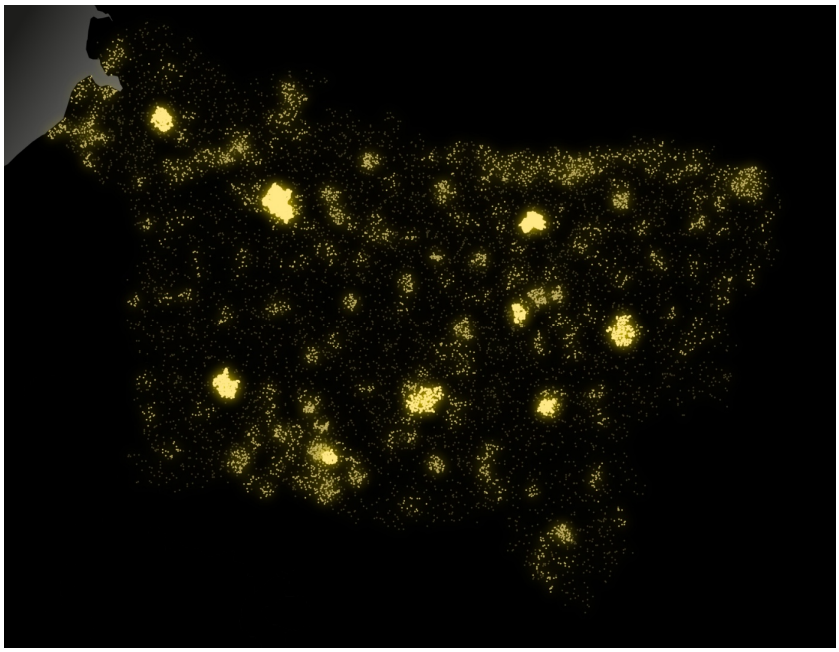
La spatialisation de la population picarde en 1851 est riche d'enseignements : En premier lieu, on distingue assez nettement six polarités urbaines « plus lumineuses », synonymes de concentration d'habitants. De façon concomitante, on remarque également l'existence **d'une auréole « noire » autour de ces villes**. On devine qu'elle s'explique probablement par la présence d'espaces dédiés à l'activité maraichère qui entourait autrefois les villes. En deuxième lieu, même si le mode d'occupation de l'espace est très diffus, on peut noter une **concentration plus significative de populations dans certains espaces ruraux** : la vallée de l'Oise se caractérise, dès cette époque, par l'existence d'un continuum urbain ; la vallée de la Thiérache est également très peuplée.

Occupation humaine de l'espace en 1891 :



Entre 1851 et 1891, le plus remarquable est la **« densification » du sud de l'Oise** avec le l'apparition d'une polarité à Creil, qui passe de 2 500 à 8 500 habitants. Sur le reste du territoire régional, on observe surtout le renforcement des polarités existantes : c'est particulièrement visible pour Soissons ou Laon, et plus encore pour Saint Quentin qui double quasiment sa population (de 24 000 à 47 000 habitants).

Occupation humaine de l'espace en 1911 :

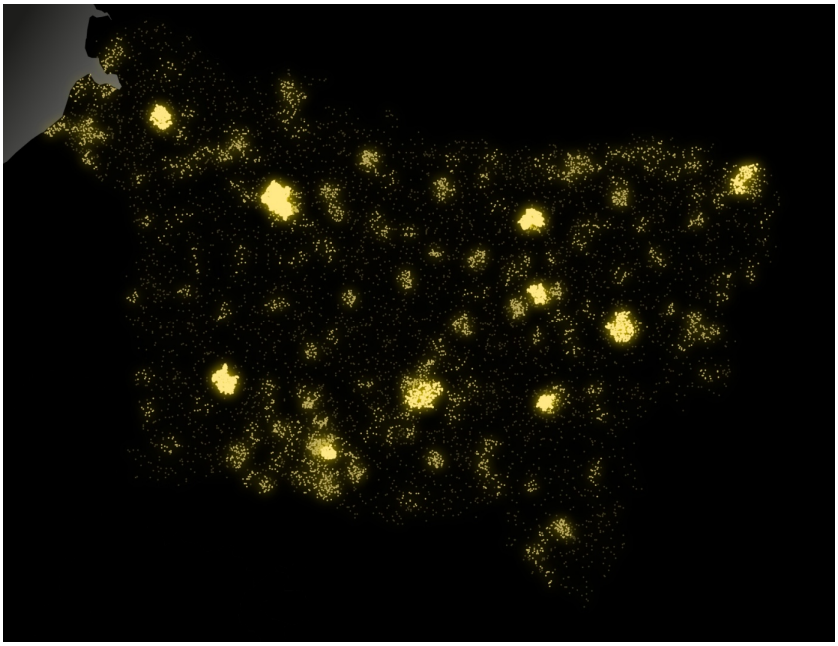


La carte de 1911 confirme l'avènement des polarités urbaines.

En particulier dans le département de l'Oise : Beauvais atteint plus de 25 000 habitants en 1911 (+ 1 500 habitants depuis 1891), Compiègne, 17 000 habitants, (+2 500) et Creil, 10 200 habitants, (+

2000) et enfin, Nogent-sur-Oise, moins peuplé (5000 habitants) mais qui connait une croissance exceptionnelle (+2 200, soit +84%) ; Deux villes de l'Aisne se distinguent également : Soissons (14 500 habitants, +20%) et Tergnier (10 000 habitants, + 37%entre 1891 et 1911) ; Les hausses nettes les plus spectaculaires sont tout de même à mettre à l'actif de Saint Quentin et d'Amiens respectivement + 8000 et + 9500 nouveaux résidents. Notons ici l'apparition d'une poche humaine sur la côte littorale ; urbanisation qui s'explique sans doute par la création à la « belle époque » des premières stations balnéaires. On remarque également un prolongement de ces poches de peuplement le long de la vallée de la Bresle, à la frontière avec la Normandie, qui, pour des raisons davantage liées au développement d'une industrie locale, attire de nouveaux habitants.

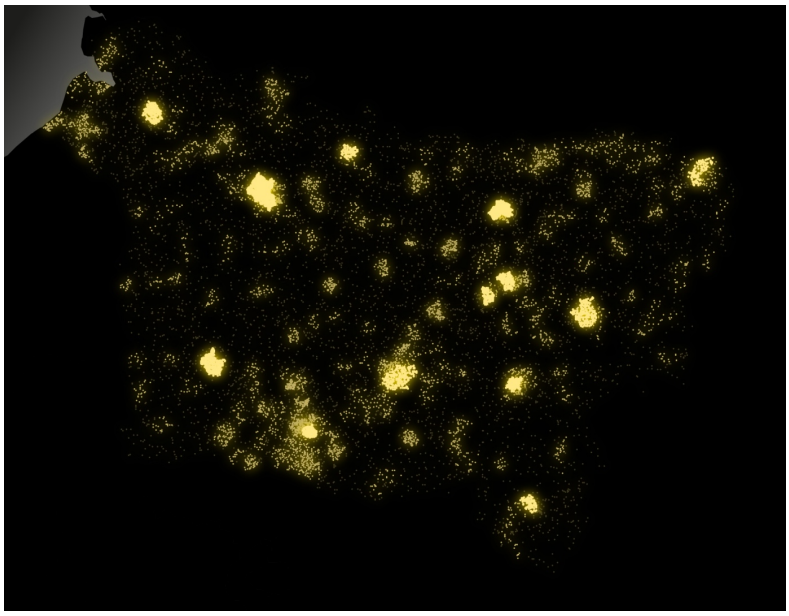
Occupation humaine de l'espace en 1936 :



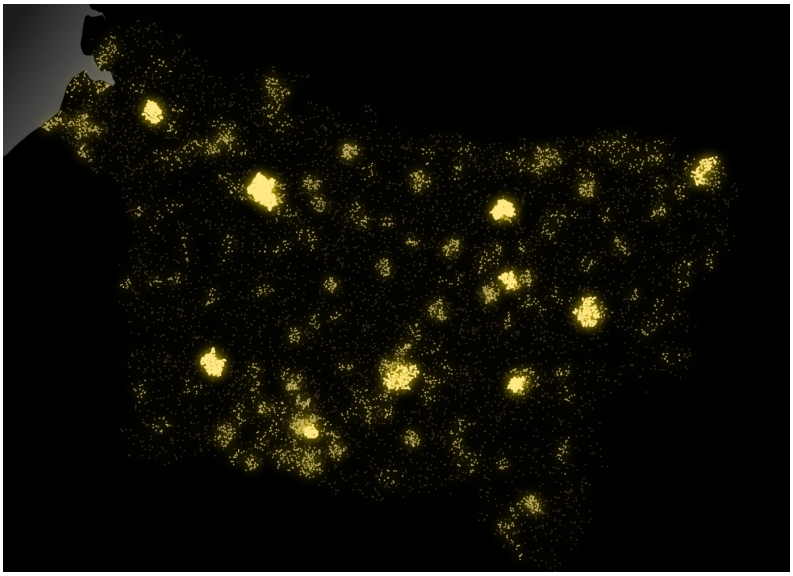
La période d'après guerre est marquée par un effondrement général de la population rurale. La Grande Guerre touche avant tout les campagnes, celles de Picardie en particulier directement impactées par les combats. Cela entraine une accélération de l'exode rural. Néanmoins, quelques villes subissent des pertes importantes en particulier les villes de l'Aisne Chauny (-47% entre 1921 et 1911), Saint-Quentin (-33%), Tergnier (-30%) ainsi que Noyon (-27%).

Occupation humaine de l'espace en 1946 :

Contrairement à la première Guerre Mondiale qui touche plus spécifiquement les espaces ruraux, la seconde guerre mondiale impacte très fortement les évolutions démographiques des villes de la région, et ce sans aucune distinction territoriale : Tergnier (-23% entre 1936 et 1946), Beauvais (-22%), Laon (-14%), Abbeville (-13%), Senlis(-10%), Amiens(-10%), Soissons (-10%), Creil (-8%). Parallèlement, le processus de dédensification des campagnes se poursuit sur le reste du territoire.

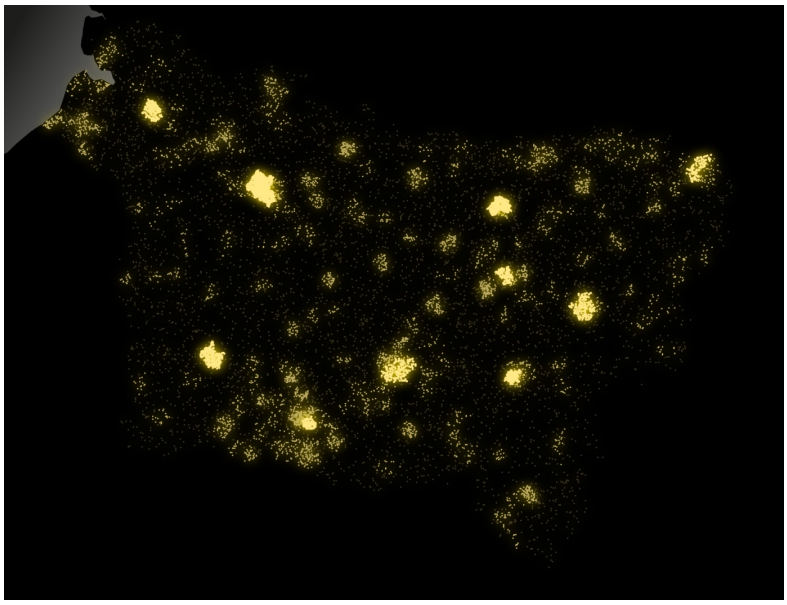


Occupation humaine de l'espace en 1962 :



La période des Trente Glorieuses entre 1962 et 1975 consacre « la société urbaine » et fait figure d'âge d'or pour les villes de la Région : Nogent-sur-Oise dépasse les 15 000 habitants (+78% de progression), Creil atteint 32 500 habitants (+69%), Beauvais conforte sa 3e place au classement des plus grandes villes régionales avec ses 54 000 habitants (+20 000 nouveaux habitants en seulement 13 ans, soit +59% d'augmentation !), Compiègne (37 700 hab, + 54%), Noyon (13 900 hab, +49%), Senlis (13 600 hab, +46%), Château-Thierry (13 400, 35%), Soissons (30 000 hab, +30%) et enfin Amiens, qui reste la ville la plus peuplée avec 131 000 habitants (+25%).

Occupation humaine de l'espace en 1975 :



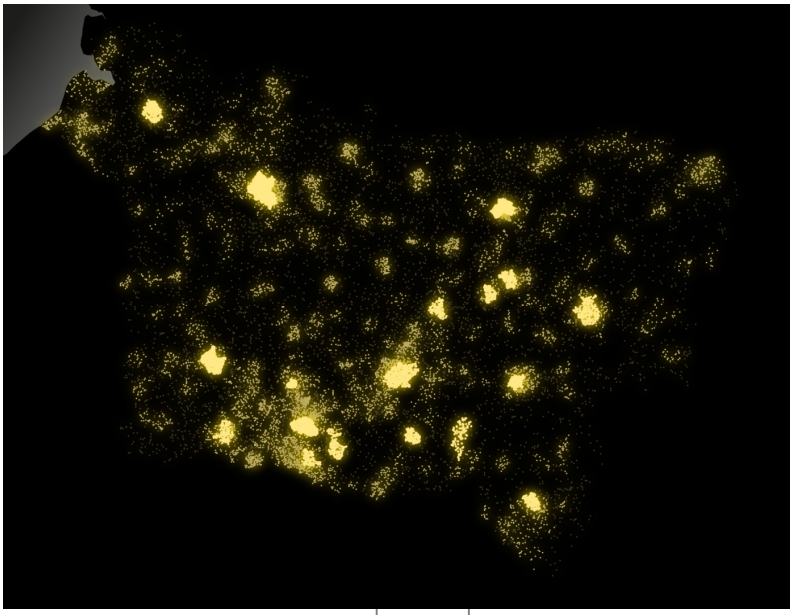
Le différentiel entre la carte de 2008 et celle de 1975 est frappant :

- l'Oise s'affirme et des petites communes, quasiment « invisibles » en 1975, et bien plus encore en 1851, connaissent des croissances exceptionnelles, ainsi, à titre d'illustrations : La Chapelle-en-Serval passe de 800 à 2 600 habitants et Genvry, Valdampierre ou Crouy-en-Thelle de 300 à 1 000 habitants environ.

- le ¾ des petites communes, celles classées dans le premier décile de population en 1975, bénéficie d'une bonne dynamique démographique (818 sur 1165), et près d'un tiers s'inscrit même dans une très forte croissance (346 communes dépassent 50% de progression de leur population).

- les villes se caractérisent par des trajectoires divergentes : les villes du sud de l'Oise, Nogent sur Oise, Senlis, Compiègne et Creil et Château Thierry dépassent les 10% de hausse. Amiens, Beauvais et Noyon demeurent à un niveau de croissance stable voire nul (entre 0 et 2%). Les autres villes de l'Aisne (Soissons, Laon, Tergnier, Saint Quentin et Chauny) ainsi qu'Abeville, dans la Somme, perdent de la population à un rythme soutenu (de -5% à -15%).

Occupation humaine de l'espace en 2008 :



En synthèse, nous pouvons voir émerger progressivement différentes modalités d'occupation de l'espace :

- **la stabilité de la hiérarchie urbaine régionale** (Amiens, St Quentin, Beauvais mais également les 11 autres villes des trois derniers déciles) dont on peut noter la relative stabilité sur le long terme : malgré les aléas de la guerre, ces villes se retrouvent renforcées tout au long des recensements. Il faut attendre les résultats de 2008, pour y noter une première inflexion pour 5 d'entre elles.

- **la permanence d'une forme d'urbain diffus** : entre 1851 et 2008 avec des zones de peuplement dans les campagnes qui « résistent » plutôt bien aux migrations du XIXe et XXe siècle et qui ont retrouvé une dynamique démographique.

- **le passage d'une Picardie du Nord à une Picardie du sud :** tout se passe comme si l'exode du rural vers l'urbain était en fait un exode du nord vers le sud de la Région. Dans cette hypothèse, l'extraordinaire croissance de la population de l'Oise au cours de la deuxième moitié du XIXe siècle et de la première moitié du XXe, peut se lire comme un développement « endogène », interne à la Région où bien évidemment la proximité aux bassins industriels franciliens « redistribue » les modes d'occupation de l'espace.

- **l'émergence d'une périurbanisation « ordinaire »** autour des principales villes, y compris celles situées dans l'Aisne ou la Somme

- **la constitution d'un espace « métropolisé » au sud de la région :** ce n'est que tardivement, à partir de 1975, qu'on peut observer un desserrement plus métropolitain.

Nous allons maintenant croiser ces analyses avec les différents moteurs d'urbanisation que nous avions esquissés au départ de notre réflexion. Cette approche nous permettra d'intégrer les dynamiques et mutations de ces espaces.

Nous choisirons par la suite des communes-tests capables de tester empiriquement notre typologie.

II / Une typologie des urbains diffus par territoire

A) Moteurs d'urbanisation et territoires

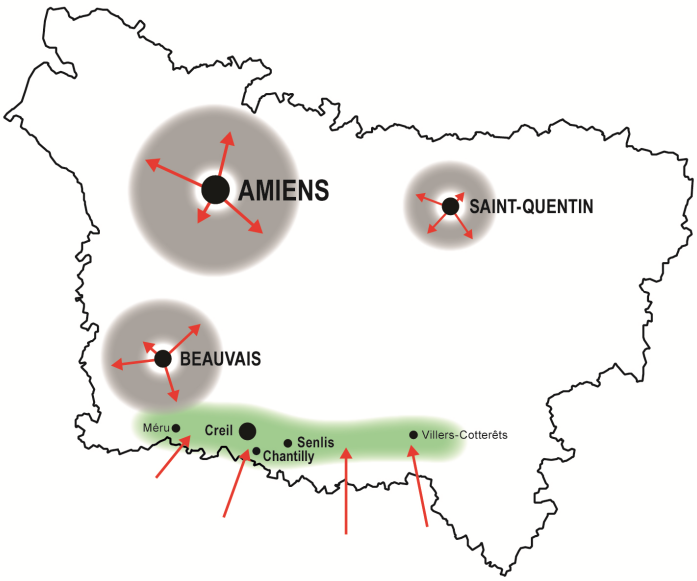
Au début de notre réflexion, nous avons fait l'hypothèse que trois moteurs d'urbanisation du diffus pouvaient être identifiés :

- L'étalement par contiguïté d'une agglomération vers l'urbain diffus local :
  - Modèle de la dépendance de l'urbain diffus à la ville-centre
- La croissance endogène au sein de l'urbain diffus :
  - Mouvement d'autonomisation de l'urbain diffus et interdépendances entre des territoires diffus
- La diffusion par connexité de l'urbain métropolitain vers le diffus connecté :
  - Résulte de la spécialisation territoriale du diffus dans l'accueil de populations spécifiques (Résidences secondaires, retraités, actifs bi-résidents…)
  - Modèle de l'émancipation de l'urbain diffus

Ces moteurs sont des figures-types que nous allons interroger en analysant leur imbrication avec des configurations territoriales spécifiques. Pour ce faire, nous croiserons ces modèles avec les tendances statistiques et les dynamiques observées à travers les cartographies de l'occupation humaine.

Autour des grandes villes et dans la frange sud de l'Oise : l'étalement par contiguïté

L'émergence d'une périurbanisation ordinaire autour des grandes villes picardes, visible dans la confrontation entre la carte lumineuse de 1975 et celle de 2008, traduit un mouvement d'*étalement par contiguïté*.



Les agglomérations d'Amiens, de Beauvais, et de Saint-Quentin se diffusent vers des communes périphériques, à dominante résidentielle, qui connaissent des dynamiques démographiques fortes et se développent sur le modèle de la tâche d'huile. L'espace bâti y est quasi-exclusivement réservé aux activités résidentielles.

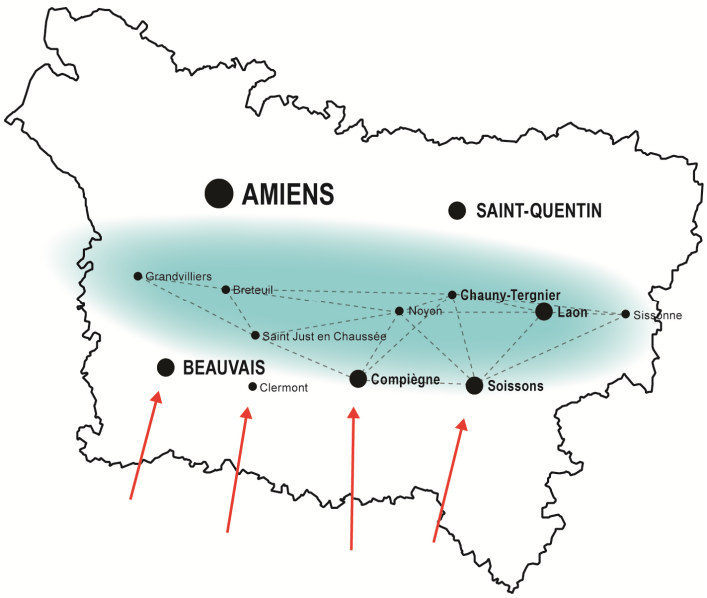
La constitution d'un espace métropolisé toute la frange sud de l'Oise, dégagé de l'analyse de l'occupation humaine, s'inscrit également dans cette dynamique d'*étalement par contiguïté*. Le développement résidentiel et économique de ces urbains diffus s'explique principalement par leur proximité à l'Ile-de-France, véritable ville-centre pour ces territoires-relais. Les prix du foncier et le solide réseau de transports vers la région capitale expliquent le renforcement de la dynamique résidentielle ancienne. Le desserrement de l'activité francilienne concrétise l'élan économique.

D'après l'INSEE, l'aire urbaine de Paris englobe désormais la totalité du Pays de Valois et des abords du Creillois. La part des nouveaux habitants provenant de l'Ile-de-France y est de 60%.[2] Elle s'est également étendue de l'Oise vers l'est, dans l'Aisne, et touche désormais Soissons et Villers-Cotterêts. La dynamique est telle que certains « urbains diffus » de 1850 sont aujourd'hui devenus de véritables pôles urbains.

Bande intermédiaire : urbanisation hybride (étalement par contiguïté et dynamique endogène)

La médiane qui traverse la Picardie d'est en ouest, zone d'interface centrale, semble être sous l'influence de plusieurs moteurs : l'extension des dynamiques franciliennes et rémoises (*étalement par contiguïté*) ainsi que des impulsions internes (*croissance endogène*).

Alors que certaines zones diffuses entre Laon et Soissons connaissent aujourd'hui des dynamiques résidentielles importantes, dues à la proximité de Reims, certains territoires sont également influencés par les communes multipolarisées de cette zone, formant un maillage de villes et de bourgs forts, reliés par un réseau viaire solide.



Depuis 2000, ces territoires multipolarisés prennent de l'ampleur et impulsent une dynamique d'urbanisation aux urbains diffus attenants.[3]

Ces espaces multipolarisés regroupent des urbains diffus dynamiques en termes d'emplois, comme Verberie, Longueil-Sainte-Marie ou encore Mouy[4].

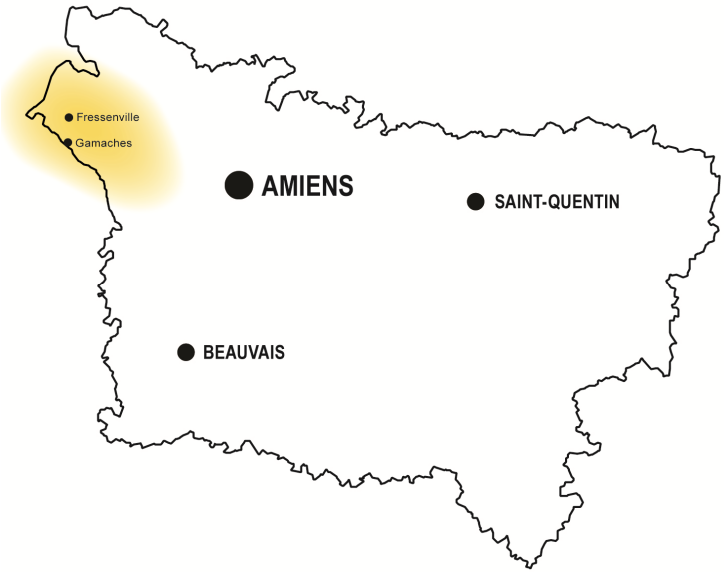
[2] « Nouvelles aires urbaines 2010 : des situations contrastées dans les départements picards » _ Arnaud Laure, Agnès Descamps, Stéphanie Revit (cartographie), *Agence de développement et d'urbanisme du Grand Amiénois (Aduga).* Laurence Biville, Grégory Bodet (cartographie), *Agence d'urbanisme Oise-la-Vallée.* Marie-Christine Sinoquet, *Insee Picardie.*- Insee Picardie Analyses n°60- 2011

[3] Ibid. On entend ici par « territoires multopolarisés » des secteurs d'entre-deux, situés entre les grands pôles urbains qui voient leurs actifs résidents se répartir entre les divers pôles, sans qu'aucune commune n'envoie plus de 40% de ses actifs dans un de ces pôles.

4 Ibid.

La Vallée de la Bresle et le Vimeu : urbanisation endogène

Le long de la Bresle et dans le Vimeu voisin, l'héritage historique attestent de l'ancienneté de l'occupation humaine[5].



Sur les cartes de l'occupation humaine, on note que la tâche formée en 1851 perdure jusqu'à aujourd'hui, de façon quasi autonome.
Dans ces territoires, le solde naturel et l'implantation historique d'activités industrielles alimentent la permanence de l'urbain diffus.

L'activité économique de ce territoire est historiquement tournée vers l'industrie. La Bresle est essentiellement connue pour son activité verrière, présente depuis le Moyen-âge. Le Vimeu a quant à lui, développé un savoir-faire concernant la serrurerie, la fonderie et la petite métallurgie. Ces deux territoires contigus se sont diversifiés et spécialisés au cours du temps.

L'organisation des industries du Vimeu et de la Bresle repose au départ sur un maillage de petites entreprises familiales, installées au centre de communes diffuses, accompagnées par un réseau local de sous-traitants. Ces figures industrielles ont évolué, dans le temps et dans l'espace, et beaucoup sont aujourd'hui intégrées dans des grands groupes, situées dans des zones industrielles.

Dans le Vimeu, Friville-Escarbotin, Feuquières-en-Vimeu et Fressenville regroupent aujourd'hui l'essentiel de l'activité industrielle de la serrurerie-fonderie. Le long de la Bresle, les grands groupes de flaconnage de luxe (*Saint Gobain / Desjonquères ; Pochet/Le Courval ; Saverglass*)[6] se concentrent à Mers-les-Bains, Hodeng-au-Bosc et Feuquières.

L'estuaire de la Somme : urbanisation hybride (dynamique endogène et diffusion par connexité)

Le long de l'estuaire de la Somme, de Saint-Valéry-sur-Somme jusqu'au périurbain amiénois, l'urbain diffus semble influencé par une dynamique littorale importante.

La carte de l'occupation de l'espace de 1911 met en avant l'apparition d'une poche humaine sur la côte littorale, concomitante avec le développement de stations balnéaires, pendant « la belle époque ».
Ce développement résidentiel traduit la *diffusion par connexité* de ce territoire, tourné vers une spécialisation touristique.

---

[5] Présence de nombreux vestiges gallo-romains
[6] http://la-glass-vallee.com

Le développement y est surtout résidentiel et l'activité récréative et touristique.
Toutefois la dynamique littorale ne doit pas occulter la persistance d'une activité agricole ancienne qui se maintient et traduit une permanence *endogène*.

La Thiérache : urbanisation endogène

Si le sud de l'Aisne est désormais touché par l'extension de l'aire urbaine de Paris, les urbains diffus du nord du département sont poussés par un développement quasi-autonome, entretenant peu de liens avec les territoires voisins. La faiblesse des navettes domicile-travail entre la Thiérache et ses voisins illustre un fonctionnement économique quasi-autonome.[7] Cette affirmation doit être nuancée car le taux de chômage y est élevé. Plus que d'un développement autonome, il faudrait ici parler d'un territoire à la recherche de moteurs.

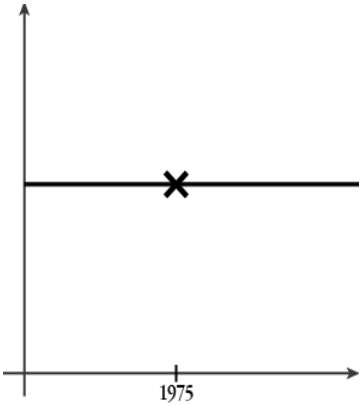
Toutefois, si les dynamiques résidentielles et productives de beaucoup de communes de Thiérache sont en panne, quelques territoires diffus sortent leurs épingles du jeu. C'est notamment le cas autour d'Hirson, du Nouvion en Thiérache ou de Vervins.
Pour autant, les communes autour de ces petits pôles autonomes se situent plus dans une logique de permanence et de stabilité que dans une phase de croissance réelle.
A ce stade, il semble donc essentiel de caractériser les degrés d'intensité de l'urbanisation de ces diffus. Pour ce faire, nous allons observer leurs trajectoires dans le temps.

Dans certains territoires, plusieurs moteurs d'urbanisation **se chevauchent, s'interpénètrent.** Les figures territoriales ne présentent pas les mêmes **degrés d'intensité**. Il semble dès lors essentiel de penser ces urbanisations au prisme de trajectoires dans le temps.

[7] « Nouvelles aires urbaines 2010 : des situations contrastées dans les départements picards » _ Arnaud Laure, Agnès Descamps, Stéphanie Revit (cartographie), *Agence de développement et d'urbanisme du Grand Amiénois (Aduga).* Laurence Biville, Grégory Bodet (cartographie), *Agence d'urbanisme Oise-la-Vallée.* Marie-Christine Sinoquet, *Insee Picardie.*- Insee Picardie Analyses n°60- 2011

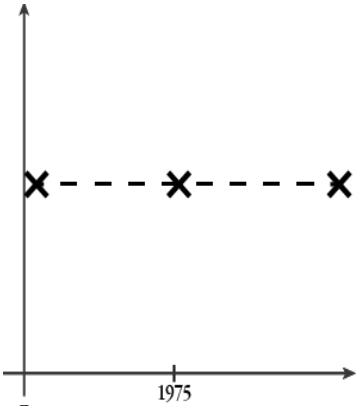
B) Trajectoires d'urbanisation

Il est possible de dégager quatre types de trajectoires :



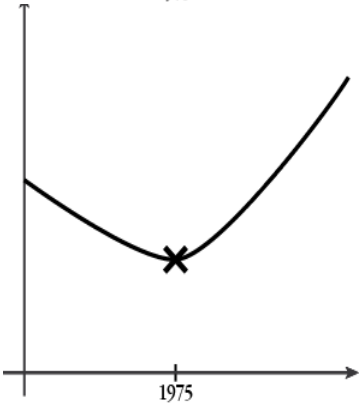
Urbain diffus permanent :

Certaines figures d'urbain diffus se placent sous le signe de la permanence. Ce sont les espaces des savoirs-faires traditionnels. On pense ici à la vallée de la Bresle, au Vimeu, à des territoires d'occupation humaine ancienne, développés autour d'une organisation productive traditionnelle, symbole d'une certaine persistance dans le temps.



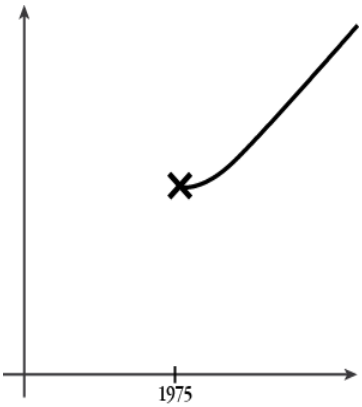
Urbain diffus rémanent :

Certains urbains diffus perdurent, même après la disparition des phénomènes qui ont été à leur origine. C'est le cas dans l'Aisne, où certains territoires se maintiennent en termes économique et démographique, malgré les pannes résidentielles et productives que connait le département. Si la Thiérache est nettement moins dynamique aujourd'hui qu'elle ne l'était au XIXème siècle, de petites aires urbaines apparaissent autour d'Hirson ou du Nouvion-en-Thiérache.



Urbain diffus résurgent :

Ces urbains diffus sont en voie de redynamisation après une phase de perte d'attractivité. C'est le cas de la vallée de la Somme, territoire historique d'occupation humaine et d'exploitation agricole, en perte de vitesse au XIXème siècle, qui connait un regain démographique et économique de par sa spécialisation touristique. Les urbains diffus de la vallée de l'Oise et de la frange multipolarisée connaissent également des dynamiques fortes, après une phase de relative stagnation.



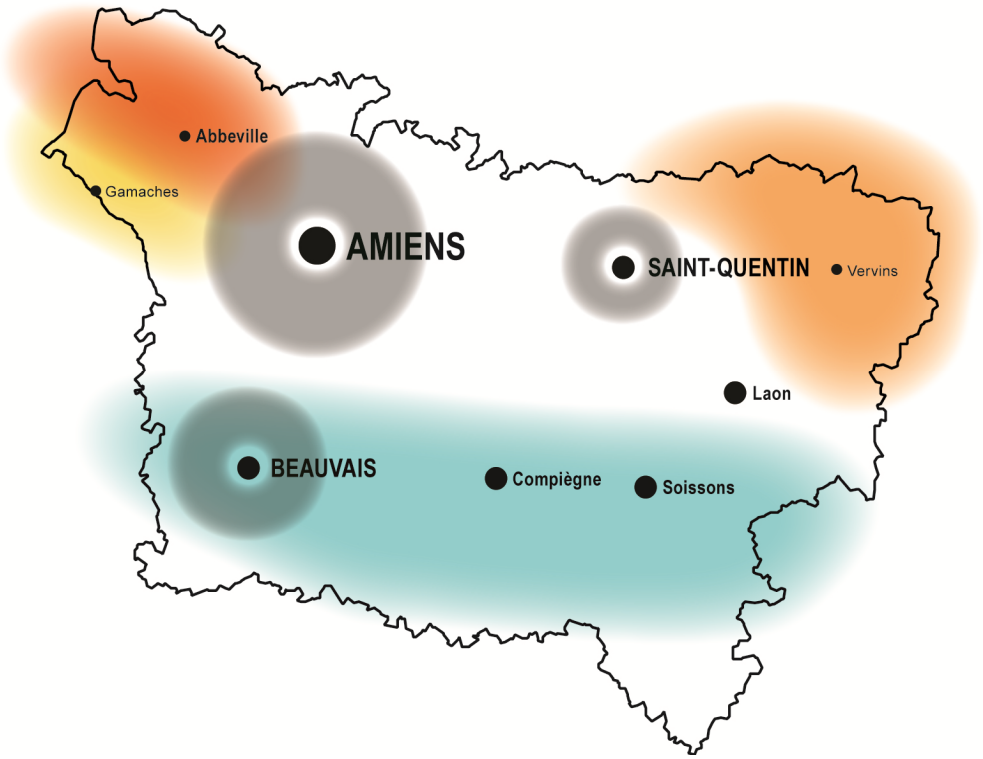
Urbain diffus récent :

Certaines figures sont naissantes ; elles ne s'inscrivent pas dans le temps long mais sont la conséquence spatiale de dynamiques récentes. C'est le cas des urbains diffus autour des grandes villes. Rappelons que, sur les cartes lumineuses, de l'occupation humaine, de 1851 à la fin du XXème siècle, les villes sont entourées d'auréoles noires, dues à la présence d'agriculture maraichère autour des villes.

C) Figures dégagées :

En croisant les moteurs d'urbanisation, les trajectoires dans le temps et les différentes situations territoriales nous obtenons des figures territoriales.

- ***Autour des grandes villes*** **: des urbains diffus récents, lié à l'émergence d'une périurbanisation ordinaire**
- ***La vallée de l'Oise et la frange métropolisée*** **: des urbain diffus résurgents, tourné vers l'Ile de France et multipolarisé**
- ***La vallée de la Somme*** **: des urbains diffus résurgents, lié à la dynamique littorale**
- ***La vallée de la Bresle et le Vimeu*** **: des urbains diffus permanents, liés au *maintien de l'activité traditionnelle***
- ***La Thiérache : des urbains diffus rémanents, poches dynamiques dans un***



A partir de ces zones, grossièrement délimitées, nous avons ciblé des communes échantillons, afin de tester empiriquement, observer *in situ,* les différentes formes d'urbanisations du diffus. Existe-t-il effectivement *des* figures différenciées de l'urbanisation de diffus ?

PHASE 3 : Des modèles différenciés d'urbanisation du diffus

Les manifestations de la périurbanisation sont extrêmement diverses ; elle ne se résume pas à une avancée par nappes, homogènes et régulières. Il s'agit ici maintenant, grâce à une phase qualitative, de comprendre les formes que prennent ces *urbanisations du diffus*, de tester empiriquement les figures dégagées.

I / Tester ces dynamiques territoriales à travers des communes-échantillons

A / Choix des communes-tests

Les communes choisies illustrent toutes, à leur manière, des *urbanisations du diffus*. Elles ont été sélectionnées, soit parce qu'elles connaissent des mouvements démographiques et / ou économiques positifs, soit parce qu'elles représentent une certaine permanence et sont inscrites dans une évolution historique.

Nous avons privilégié des communes regroupant entre 500 à 2 500 habitants. Ces communes ayant été identifiées dans la phase statistique comme des moteurs intéressants d'urbanisation du diffus. Ce spectre large nous permettra d'observer des tendances à différentes échelles, des urbanisations *associés* –emploi et résidence- et *dissociées*.

Pour chacune des zones déterminées précédemment, au croisement des moteurs et des trajectoires, nous avons sélectionné deux communes censées illustrer les figures dessinées.

Ces échantillons ne constituent en aucun cas des monographies. Ils sont des illustrations de tendances, des zooms qualitatifs sur des territoires représentatifs de la typologie.

Un dialogue avec les chargés de mission territoire, mandatés par Conseil Régional de Picardie à l'échelle de pays ou de communautés de communes, a permis de valider le choix de ces urbains diffus. Nous avons élaboré des hypothèses en partant de la typologie. Ces présupposés concernent la forme de l'urbanisation du diffus, son intensité, sa trajectoire, etc. Les figures de la typologie pourront être discutées, nuancées, retravaillées tout au long de l'exercice, en fonction de ces hypothèses de départ.

Zone	Analyse cartographique (occupation de l'espace 1851-2008)	Analyse statistique (évolutions de la population et de l'emploi 1851-2008)	Moteurs d'urbanisation dominants	Trajectoire	Communes
Autour des grandes villes	Emergence d'une périurbanisation ordinaire autour des villes	Croissance de l'emploi Forte croissance démographique	*Etalement par contiguïté*	Diffus récent	Sains en Amiénois, Picquigny
Vallée de l'Oise et frange métropolisée	*Au sud de la vallée* : Constitution d'un espace métropolisé *Au nord* : Attractivité récente à proximité des communes multipolarisées	Sud : Croissance de l'emploi et de la population Nord : Croissance et stabilité résidentielle et économique	*Etalement par contiguïté et endogène*	Diffus résurgent	Brenouille, Longueil-Sainte-Marie
Bresle et Vimeu	Occupation humaine historique et stable	Stabilité de l'emploi et de la population	*Croissance endogène*	Diffus permanent	Oust-Marest, Gamaches
Estuaire de la Somme	Poches urbaines sur la côte littorale	Dynamiques résidentielles	*Diffusion par connexité*	Diffus résurgent	Erondelle, Buigny Saint-Maclou
Thiérache	Poches dynamiques à l'intérieur d'une zone en panne	Décroissance de l'emploi et de la population	*Croissance endogène*	Diffus rémanent	Vervins, Mondrepuis

Il s'agit maintenant d'éclairer en quelques lignes les dynamiques sociodémographiques qu'ont connues les communes sélectionnées dans le temps long.

Ces éléments s'appuient sur des documents d'archives et autres supports de mémoire fournis par les acteurs locaux (actes d'état-civil, comptes rendus de conseils municipaux et des archives des institutions locales – de l'école communale, de l'église, de la poste-). L'accès à ces données est plus aisé dans certaines communes que dans d'autres. Pour chacune de zones, nous détaillerons de façon approfondie l'une des deux communes, en insistant sur la dimension économique et productive. Nous nous questionnerons en particulier sur les tendances de l'activité productive dans l'évolution de chaque commune.

Ces trajectoires historiques serviront de support à l'analyse des évolutions architecturales et urbaines de la seconde partie.

B) Evolutions démographique et productive des communes sélectionnées

« Autour des grandes villes » / Grand Amiénois

Sains-en-Amiénois, archétype du développement périurbain ?

Tendances démographiques : Sains-en-Amiénois est situé au sud d'Amiens, à 10 km de la capitale régionale. Ce « *village rural* »[8] de 600 habitants en 1900, a doublé ses effectifs en un siècle, avec comme point de bascule, l'année 1975.[9] Son évolution démographique est fortement impactée par la seconde guerre mondiale : « *Le 19 mai 1940, une bombe tombe aux abords de la ferme RACINEUSE. La population panique et l'évacuation volontaire commence. Quelques jours plus tard, les bombardements aériens vont se succéder. Les bombes causent de nombreux dégâts, notamment rue de la Chaussée où la Mairie échappera miraculeusement à la destruction.* ».[10] La fin de la guerre et la reconstruction ont également participé à transformer la figure du village. «*De nouvelles constructions en briques ont remplacé les murs en torchis. Un plan d'alignement fut adopté ; il explique la position en retrait des maisons neuves par rapport aux maisons anciennes, notamment rue de la Chaussée*».[11]

De 1975 à 2010, la population est passée de 605 à 1 170 habitants. Les Trente Glorieuses - l'accès généralisé à l'automobile - et la hausse de la pression foncière à Amiens sont les principaux facteurs explicatifs de cette explosion.

[8] Source : « *Sains-en-Amiénois, d'hier à aujourd'hui* », brochure municipale retraçant l'histoire de la commune, édité en 1985
[9] « *Notre village « grossit » en 1975, il avait « maigri » entre 1936 et 1962* », explique Thérèse Credoz, maire de Sains en 1983. Ibid, préambule de Thérèse Credoz, maire de Sains-en-Amiénois, page 4
[10] Ibid, page 23
[11] Ibid

Evolution productive : La commune a connu une dynamique de résidentialisation progressive. Les neuf hectares de vignobles visibles sur les cadastres historiques (entre 1300 et 1700) ont été transformés en parcelles habitées. Seuls les noms des lieux-dits témoignent désormais de cette activité abandonnée (« *Les Vignes* », « *Le Clos* », « *Derrière le clos* »). Les registres municipaux attestent également des délocalisations progressives. *« Il existait une briqueterie qui donna son nom à un lieu-dit en bordure de la Sentelette. Une scierie employait une quarantaine d'ouvriers, elle fut transférée à BOVES en 1918.* » Aujourd'hui, sur la trentaine de stabulations agricoles, seules cinq sont encore en activités. La tertiairisation de l'activité est le trait majeur de ce changement.[12]

Les profils socio-économiques des habitants ont évolué. Au début du XXème siècle*, « des artisans, coupeurs de velours et des culottières travaillaient à domicile pour les usines d'AMIENS, le reste de la population était essentiellement agricole*[13]*. »*. Aujourd'hui, la commune attire majoritairement des cadres supérieurs. Elle est la troisième commune en termes de revenus de Picardie[14].

Picquigny, du centre industriel autonome au bassin de vie amiénois

Picquigny, ancien fief médiéval, est situé à une dizaine de kilomètres à l'ouest d'Amiens, sur la Somme. Au XXème siècle, de nombreuses activités artisanales s'y développent (scierie, cidrerie, ateliers de confection, marchands d'engrais et de charbon, moulins à eau et à vent[15]). Les activités industrielles prennent de l'ampleur et font de ce bassin un pôle d'emploi.

L'usine de la « catiche » se spécialise dans le tissage de sacs en toiles de jute de 1864 à 1957. La proximité d'Abbeville et d'Amiens, ainsi que l'apparition des voies de chemin de fer poussent l'impulsion industrielle de Picquigny. Après sa fermeture en 1957, l'usine reste friche industrielle pendant plusieurs années. Une partie des entrepôts est aujourd'hui utilisée par le club de canoë-kayak qui y expose son matériel.[16]

Les tendances démographiques de Picquigny évoluent sous le signe de la permanence (1250 habitants en 1800 / 1350 aujourd'hui) toutefois, il semble que la ville soit passée d'un développement *associé* (dynamiques résidentielles et productives) à un développement *dissocié*, dans lequel l'activité productive peine à se renouveler. Selon l'INSEE, seules cinq industries sont toujours en activité.[17] Picquigny évolue désormais dans le bassin de vie d'Amiens.

[12] L'INSEE dénombre 4 établissements industriels et 33 commerces et services. Source : Commune de Sains-en-Amiénois, données locales, FICHE INSEE, fiche « Caractéristiques des entreprises et des établissements », mise à jour le 23/10/12

[13] « *Sains-en-Amiénois, d'hier à aujourd'hui* », page 46

[14] Source : Commune de Sains-en-Amiénois, données locales, FICHE INSEE, fiche « Revenus- Niveau de vie-Patrimoine », mise à jour le 23/10/12,

[15] Site d'archives personnelles / J-P Delory / http://jpdelory.e-monsite.com/

[16] Ibid

[17] Source : Commune de Picquigny, données locales, FICHE INSEE, fiche « Caractéristiques des entreprises et des établissements », mise à jour le 23/10/12,

Vallée de l'Oise et communes multipolarisées

Longueil-Sainte-Marie, un port fluvial en chantier dans une commune de tradition agricole

Territoire industriel à dominante résidentielle, Longueil-Sainte-Marie se situe sur la rive droite de l'Oise, entre Creil et Compiègne. Sa population a doublé depuis 1900.

Evolution démographique : L'article « *En passant par Longueil-Sainte-Marie* [18]» décrit la formation de la commune, bouleversée en 1850 par la fusion de trois hameaux (Rucourt / Bois d'Ageux / Longeuil).

L'annuaire du *Progrès de l'Oise*[19]dénombre 912 habitants en 1902. Aujourd'hui, Longueil-Sainte-Marie connait une forte poussée démographique due à l'implantation de quartiers pavillonnaires et à la proximité de Compiègne et de la région parisienne.

Evolution des secteurs d'activités : L'annuaire du *Progrès de l'Oise*[20] de 1902 décrit Longueil-Sainte-Marie comme une bourgade prospère, réunissant de nombreux cultivateurs, artisans, notables, commerçants et services publics. Une compagnie des sapeurs-pompiers y est alors installée. La répartition des sols donnaient une large place aux terres labourables *-975 hectares contre moins de 10 hectares de propriétés bâties-.* Deux sucreries, une féculerie et un nombre élevé de fermes étaient en activité.

Aujourd'hui l'activité agricole a presque totalement disparu et l'essentiel de l'emploi est concentré dans la Zone Industrielle. Ce sont, pour la plupart, des activités logistiques, qui bénéficient de la proximité de l'autoroute A1 et de la LGV Nord.[21] Un port fluvial est en chantier dans cette zone industrielle. Il devrait accueillir 20 000 conteneurs par an en provenance du Havre, de Rouen et d'Europe du Nord, d'ici la fin de l'année 2013[22].

Longueil-Sainte-Marie est un véritablement pôle d'emplois. Selon le SCOT du SMBAPE (Syndicat Mixte Basse Automne Plaine d'Estrées), la commune concentre 5 des 10 établissements de plus de 100 salariés du territoire[23].

Les profils socio-économiques des habitants ont évolué, puisque les anciens agriculteurs ou travailleurs agricoles ont cédé la place à des jeunes cadres travaillants à Compiègne ou dans une

[18] Source : LENOIR, Pascal, « *En passant par Longueil-Sainte-Marie* », dans La revue du pays d'Estrées, n°43 – juillet 2012
[19] Source : Annuaire du Progrès de l'Oise pour l'arrondissement de Compiègne, 1902
[20] Ibid
[21] Selon l'INSEE, sur les 24 établissements présents à Longueil en 2011, 19 sont spécialisés dans le transport logistique – Source : Commune de Longueil-Sainte-Marie, données locales, FICHE INSEE, chapitre « Caractéristiques des entreprises et des établissements », mise à jour le 23/10/12,
[22] Voir www.epflo.fr « Une réserve foncière de 25 hectares permettant le développement d'un futur Port Fluvial sur le Canal Seine Nord Europe.. »
[23] Source SCOT SMBAPE, page 35. Les entreprises concernées sont les établissements FM Logistics / TND Ile de France / Shenker Joyau en transports logistiques ; Bic rasoirs en fabrication de coutellerie et LBD Ménage.

autre commune de la région (selon les chiffres de l'INSEE, en 2009, plus de 82% des actifs longueillois travaillent dans une autre commune, la plupart dans le même département).[24]

Brenouille, du village au «pôle de développement» en 10 ans

Brenouille est situé sur la rive droite de l'Oise, entre Creil et Pont-Ste-Maxence.

Les courbes démographiques de Brenouille sont les plus marquées parmi nos communes-échantillons. En 1850 et en 1900, elle regroupait près de 200 habitants ; aujourd'hui, plus de 2 200 personnes y vivent.

Située au croisement de plusieurs axes de transport, notamment de R200 entre Creil et Compiègne et de la gare de Rieux-Angicourt, desservie par le TER Picardie en direction de Paris Nord, la commune attire des jeunes couples travaillant en Ile-de-France. Selon L'INSEE, 73% des actifs de la Communauté de Communes des Pays d'Oise et d'Halatte travaillent à l'extérieur du territoire et 24% parmi eux travaillent en Ile-de-France[25].

Vallée de la Bresle et Vimeu

Oust-Marest, le village Fichet

En 1825, Alexandre Fichet installe son atelier de serrurerie à Oust-Marest. En 1897, il s'associe à Nicolas Bauche, penseur du coffre-fort, et tous deux fondent la première usine d'Oust-Marest. La présence de la métallurgie légère (fonderie et matriçage) sur le territoire du Vimeu explique en partie le choix de leur implantation[26].

Evolution démographique : Alors que le village ne regroupait pas plus de 200 habitants en 1900, l'arrivée de cette nouvelle industrie gourmande en main d'œuvre a doublé les effectifs[27] –la base Cassini indique la présence de 407 habitants en 1911- en dix ans.

Progressivement, l'usine regroupe 450 emplois et plusieurs cités ouvrières sont construites pour accueillir les ouvriers. L'ensemble est appelé « *Fichet village* ». Depuis, portes, serrures et cylindres sont toujours fabriqués à Oust-Marest et le village regroupe plus de 650 personnes aujourd'hui.

Evolution de l'activité : La commune d'Oust-Marest est globalement marquée par la présence continue depuis plus d'un siècle de l'activité serrurière. En interne, ce secteur a connu des évolutions puisque les fusions acquisitions se sont multipliées. Aujourd'hui, le groupe ASSA ABLOY, leader

[24] Sur les 881 actifs, 714 travaillent en dehors de Longueil - Source : Commune de Longueil-Sainte-Marie, données locales, FICHE INSEE, chapitre « Caractéristiques de l'emploi », mise à jour le 28/06/12
[25] Source : Fiche d'identité territoriale de la Communauté de Communes des Pays d'Oise et d'Halatte, Agence d'Urbanisme Oise la Vallée, actualisée en septembre 2011
[26] Note intitulée « La serrurerie », *Patrick MACCZAK / El Houcine OUARRAOU*, novembre 2005, DRIRE Picardie
[27] Source : Fichet Bauche - Histoire et Petites Histoires de la Serrurerie - 1976.

mondial dans le secteur, formé par les groupes Fichet Serrurerie Bâtiment, Laperche et Stremler, occupe l'usine.

Les profils socioéconomiques des habitants ont pourtant évolué. Si en 1950 près de 90% des actifs d'Oust-Marest travaillaient dans l'usine Fichet, aujourd'hui ils sont minoritaires. Les groupes Fichet, Laperche et Stremler qui forment ASSA ABLOY ont gardé leurs ouvriers en s'installant à Oust.

Aujourd'hui seule 30% de la population est constituée des retraités de l'usine Fichet, le reste de la population actuelle est formé par de jeunes cadres travaillant à Eu ou au Tréport (selon les estimations du maire).[28] L'installation des entreprises Saint-Gobain et Alcatel dans les villes voisines sont aujourd'hui les facteurs principaux de l'attractivité résidentielle d'Oust-Marest.

Gamaches, pôle historique de l'industrie verrière

Gamaches est située sur la rive droite de la Bresle, à son confluent avec la Vimeuse. Très tôt, la commune se spécialise dans l'industrie verrière. La présence des trois ingrédients nécessaires à la fabrication du verre –eau, sable et fougères- dans la proximité directe de la commune explique partiellement cette spécialisation.

Pendant la révolution industrielle, Gamaches connait un essor démographique important et rassemble près de 2 000 habitants. Une multitude de petites usines familiales se développent dans le centre, entrainant avec elles le développement urbain. Aujourd'hui, l'activité verrière se concentre dans un seul groupe, nommé Pochet du Courval.

Gamaches perd sensiblement de la population depuis 1975. La commune de plus de 2 500 habitants est impactée par le mouvement décrit pendant notre phase statistique. Cette perte d'attractivité joue au profit des petites communes alentours.

Les élus locaux expriment aujourd'hui leurs craintes face à la multiplication des fermetures industrielles – 3 fermetures d'usines en 5 ans-. Le groupe Pochet du Courval a supprimé plus de 160 postes, dont 80 de l'usine de Gamaches, en juin 2013.

Estuaire de la Somme

Buigny-Saint-Maclou, village agricole d'hier et d'aujourd'hui

Situé dans l'arrondissement d'Abbeville, Buigny-Saint-Maclou est un territoire de tradition rurale. Le noyau urbain s'est formé à partir de la présence d'une quarantaine de fermes à la fin du XIXème siècle. Peu à peu, des longères picardes ont été construites entre les fermes, jusqu'à former une continuité bâtie.

Evolution démographique : Selon « *l'écho du canton* » de la communauté de communes de Nouvion-en-Ponthieu, qui retrace l'historique des communes de la Révolution à nos jours, la commune de

[28] En recoupant ces estimations avec les données de l'INSEE, il s'avère que le pourcentage de retraités est plus proche de 16% (chiffres de 2009) / Sur les 266 actifs en 2009, seuls 38 travaillent dans la commune.

Buigny-Saint-Maclou comptait 465 habitants en 1850 et 548 en 1990[29]. Elle se situe plus dans une logique de permanence que dans une dynamique d'attractivité.

Evolution productive : Aujourd'hui cinq grandes exploitations sont toujours en activité et un élevage de 500 bovins a récemment été implanté par un investisseur lillois. La multitude de petites fermes familiales a laissé la place à des grandes exploitations pourvoyeuses d'emplois. Selon les chiffres de l'INSEE, sur les 97 emplois présents dans la commune, près de 40 relèvent du domaine agricole.[30]

Nb. Alors que la population et l'activité se maintiennent à Buigny-Saint-Maclou, beaucoup de territoires de l'arrondissement d'Abbeville connaissent des difficultés.

Erondelle, village résidentiel de tradition ouvrière

Historiquement, la commune d'Erondelle est un hameau de la commune de Bailleul. Détaché en 1875, elle connait des dynamiques démographiques proches des grandes tendances décrites à l'échelle de la Picardie dans la première phase de cette étude. De 1850 à 1915 elle gagne des habitants, en perds jusqu'en 1975 et voit sa population augmenter de 1975 à aujourd'hui.

Commune résidentielle, elle accueille depuis le début du XXème siècle une population d'ouvriers de la sidérurgie du Vimeu voisin, d'Abbeville et d'Hallencourt. Aujourd'hui encore, peu d'activités productives s'y sont développées.[31]

La politique volontariste en termes de construction neuve, est visible sur le taux de constructions neuves, puisque ces derniers ont doublé en 25 ans.

La Thiérache

Vervins, un pôle historique en quête de diversification de son activité économique

Vervins, ville fortifiée dotée d'une enceinte depuis le Moyen-âge, a connu un essor démographique et économique dès le XVIème siècle. Basant son développement sur le textile, l'agriculture et le commerce, Vervins se diversifie rapidement. En 1750, elle rassemble déjà près de 3 000 habitants[32]. Sous-préfecture de l'Aisne, la ville a hérité d'attributs historiques de centralité.

De 1800 à aujourd'hui, la population a peu évolué. Le territoire adopte désormais des stratégies de diversification de son tissu productif attractives. L'implantation de l'usine Givenchy-Kenzo (groupe

[29] Source : L'écho du canton, Historique de la Communauté de Communes du canton de Nouvion en Ponthieu, 4ème trimestre 2000
[30] Source : Commune de Buigny-Saint-Maclou, données locales, FICHE INSEE, fiche « Caractéristiques des entreprises et des établissements », mise à jour le 23/10/12
[31] Selon l'INSEE, le nombre d'établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2010 était de 9.
Voir : Commune d'Erondelle, données locales, FICHE INSEE, fiche « Caractéristiques des entreprises et des établissements », mise à jour le 23/10/12
[32] Source : Base Cassini

LVMH Fragrance Brands) en 1995 dans les anciens locaux de Lu-France, eux-mêmes installées dans la zone d'activités, illustre cette dynamique.

Les élus locaux sont toutefois confrontés à la difficulté de maintenir cette dynamique économique et de réussir à « retenir » les habitants, attirés par les petites communes alentours. Vervins perd effectivement de la population au profit des petites communes qui l'entourent (Vervins-les-Fontaines notamment), confirmant ainsi la dynamique posée par la phase statistique.

Mondrepuis, industries traditionnelles et exploitations agricoles historiques dans l'orbite d'Hirson

Au XIXème siècle Mondrepuis formait une centralité économique dynamique. Une centaine de fermes, une laiterie industrielle, une filature de renom et de nombreux commerces étaient réunis dans ce petit pôle de près de 1 200 habitants, entre la Belgique, l'Aisne et le Nord, dans l'orbite du pôle d'Hirson.

Mondrepuis connaît désormais des difficultés et les industries qui ont perduré jusqu'ici sont aujourd'hui en difficultés. Toutefois, la commune se maintient et gagne même des habitants depuis quelques années. Les chiffres de la construction neuve symbolisent une dynamique certaine.

A partir de ces dix communes-échantillons, pensées dans le temps long de leur *urbanisation*, deux aspects ont été interrogés : les formes spatiales et architecturales produites dans le temps et la façon dont les acteurs publics se représentent ces espaces. Cette phase d'observation a été alimentée par des documents historiques ; des comparaisons d'évolution cadastrales notamment ont été effectuées.

Un entretien semi-directif a été mené auprès des élus de chacune de ces communes. Ces acteurs étant mobilisés pour plusieurs raisons : en tant que témoins potentiels de l'évolution historique de la commune, et en tant qu'acteurs publics, porteurs de représentations, de ressentis particuliers sur le degré d'émancipation de leurs territoires.

Un travail d'analyse des documents de stratégie, de politique publique a également été mené afin d'appréhender la position de ces communes dans leur environnement direct, leurs visions stratégiques et les grands enjeux qu'elles portent.

II Processus de sédimentation des urbanisations du diffus

Il s'agit ici de tester empiriquement les dynamiques territoriales des urbains diffus que nous avons révélés dans la typologie. Observons-nous *in situ*, différents modèles d'urbanisation selon les territoires ? Quelles formes prennent-elles ?

A) Variable d'observation : imbrications entre neuf et ancien

« *L'espace périurbain n'est pas un espace vierge de « déversement de l'urbain », il s'inscrit dans la trajectoire d'un espace rural devenu attractif qui garde les traces de son histoire* ». Eric Charmes, 2009.[33]

Le périurbain, faire du neuf avec du vieux…

Nous l'avons vu, la caractéristique du territoire picard réside dans la persistance de l'urbain diffus historique, hérité de logiques de peuplement et de production anciennes, en lien notamment avec la révolution industrielle.

Or les dynamiques périurbaines actuelles viennent systématiquement se greffer sur des formes urbaines historiques. Il n'y a pas de périurbain sans urbain diffus historique préexistant. Le périurbain est un espace morphologiquement varié, qui se transforme dans le temps, et dans lequel le neuf vient s'appuyer sur de l'ancien. Ce qui nous intéresse alors ici, c'est moins la forme des urbains diffus actuels que les processus de sédimentation qui forment ces *palimpsestes* périurbains.

A l'inverse des villes nouvelles, le périurbain semble s'alimenter d'espaces ruraux, qui, pour différentes raisons, sont devenus attractifs. Quelles formes ces urbanisations, autrement dit, ces phénomènes d'attractivité démographique et / ou productive prennent-elles ? Comment les caractériser ?

Grille d'analyse

La variable que nous avons choisi d'utiliser au cours de l'observation de terrain est celle de *l'ancien et du neuf*. **Comment *l'ancien* et le *neuf* se conjuguent-ils ? De quelle façon le *neuf* s'insère-t-il dans *l'ancien* ?** Comment le temps court prend-il place dans le temps long de l'urbain diffus historique ?

Quelles sont les figures spatiales, architecturales, sociales et économiques qui émergent de cette sédimentation ? Comment le bâti, les nouveaux arrivants, les activités récentes s'insèrent-t-ils dans l'ancien historique ?

L'intérêt de cette grille d'analyse est multiple. Tout d'abord, elle permet d'aborder les évolutions des processus résidentiels comme des appareils productifs. Nous allons observer la façon dont des

[33] CHARMES E., 2011, *La ville émiettée - Essai sur la clubbisation de la vie urbaine*, Paris, PUF, Collection La ville en débat

formes historiques, construites dans un certain rapport à la famille, à la propriété, à l'activité productive, se trouvent en situation d'accueillir de nouveaux habitants, de nouveaux usages, de nouveaux modèles économiques.

Nous mettrons l'accent sur les évolutions productives de ces territoires. Quelles sont les activités qui perdurent ? Celles qui périclitent ? Comment sont-elles intégrées dans l'urbain diffus ? Leurs implantations connaissent-elles des évolutions au cours du temps ?

Cette variable permet également de décentrer le regard du lotissement, habituellement pensé comme l'habitat périurbain par excellence. Si différentes contributions s'attachent à défaire l'image uniforme et homogène des lotissements pavillonnaires, en illustrant la richesse et la multiplicité de cet outil immobilier[34], il semble ici intéressant d'intégrer le bâti ancien comme une forme d'habitat périurbaine et de dépasser le duo «périurbain-lotissement». Si, dans les faits, «f*aire construire*» reste un objectif pour de nombreux ménages, on peut supposer que les nouveaux arrivants du périurbain ne s'installent pas automatiquement dans des lotissements neufs. Dans certains territoires, c'est le bâti ancien qui attire les nouveaux arrivants. Dans ce cas, c'est parce qu'il s'inscrit dans des trajectoires longues, que le périurbain est sollicité.

Nous prendrons comme année-repère la date de 1975, année rupture soulignée par les tendances statistiques. Ce qui a été construit avant 1975 est considéré comme de l'ancien et les constructions post-1975 seront comprises comme « neuves ».

B) Territoires et sédimentation dans le temps

Pour chacun des territoires de la typologie, nous allons observer les imbrications des constructions neuves par rapport au bâti ancien, les choix résidentiels des nouveaux arrivants, les pratiques de mobilités, les bricolages et les modes d'appropriation récents afin de comprendre les phénomènes d'hybridation que ces territoires connaissent. Zone par zone, commune par commune, nous allons interroger les formes *des urbanisations du diffus.*

Chacune de ces analyses s'appuie sur des fiches « Etude de cas », qui détaillent les dynamiques démographiques et économiques de la commune dans le temps, l'évolution de la tâche urbaine et les formes spatiales de sédimentation. Elles sont alimentées par un travail de terrain (observation photographique), des données statistiques (INSEE et Sitadel) et des archives cadastrales.

[34] Voir « *D'une procédure et d'un modèle à une production de masse* », Émilie Jarousseau, Philippe Montillet, Yann Watkin, « *La diversité des formes d'habitat organisé* », Sandrine Barreiro, Delphine Callen, « *Vivre en lotissement pavillonnaire : entre spécificité et uniformité* », Lionel Rougé, « *Le lotissement, un fait urbain incontournable* », Anne Querrien, *Habiter le périurbain*, Les Cahiers de l'IAU, N° 161 - février 2012

LA VALLEE DE L'OISE : PROLIFERATION DU NEUF / VALORISATION PATRIMONIALE

Hypothèses de départ :
- Urbanisation par contiguïté (influence IDF) et dynamique endogène des communes multipolarisées
- Trajectoire résurgente

Alors que jusqu'en 1975 Brenouille peut être qualifiée de hameau, la commune est aujourd'hui considérée comme un « pôle » du bassin Creillois. A Brenouille, première commune du bassin creillois à avoir opéré des opérations de logements en collectif social, 75% des constructions datent d'après 1975.
La commune de Longueil-Sainte-Marie fait, elle, partie d'un réseau des communes multipolarisées de second rang. Elle développe progressivement des capacités économiques et exerce une attractivité grandissante sur les actifs de Compiègne et de Roissy[35]. Si les constructions neuves y prolifèrent de façon moins nette qu'à Brenouille, les imbrications entre neuf et ancien sont proches :

BÂTI RESIDENTIEL NEUF : Ces deux communes **s'urbanisent par « *blocs* »**, en fonction d'opérations de promoteurs.

BÂTI RESIDENTIEL ANCIEN : **Nombreuses réhabilitations de fermes**, transformées en loft ou en studios locatifs.

CHOIX RESIDENTIELS DES NOUVEAUX : Ces jeunes cadres / salariés / fonctionnaires **plébiscitent le neuf et l'ancien.**

TRAJECTOIRES DES ANCIENS : L'augmentation rapide des prix du foncier implique une **potentielle éviction des anciens habitants**.

PRODUCTIF ANCIEN ET NEUF : **Les activités historiques ont presque disparu**. L'activité agricole se réduit à quelques fermes encore en activité. Les sucreries, féculeries et papeteries ont fermé. Les activités productives ont été « sorties » des bourgs centres et regroupées dans des zones industrielles dédiées. Cette nouvelle forme d'urbanisation plaide pour **une distanciation activité productive / résidentiel.**

[35]10% des habitants de la Communauté de Communes Plaine d'Estrées vont travailler chaque jour en Ile-de-France, principalement vers Roissy - Source : Fiche d'identité territoriale de la Communauté de Communes des Pays d'Oise et d'Halatte, Agence d'Urbanisme Oise la Vallée, actualisée en septembre 2011.

ETUDE DE CAS – BRENOUILLE

Dynamiques résidentielles :

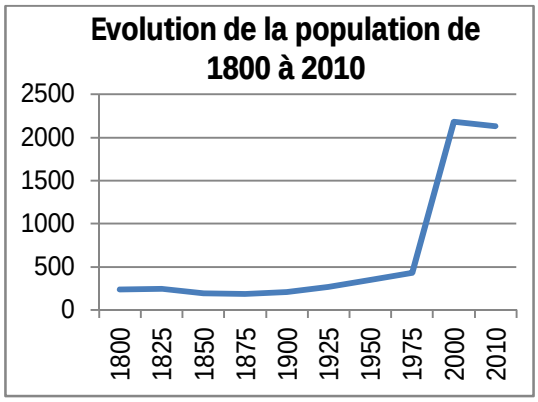


Figure 2- Evolution de la population depuis 1850 - Source Cassini

Pic visible en 1975 - Multiplication par 4 de la population entre 1800 et 2010.

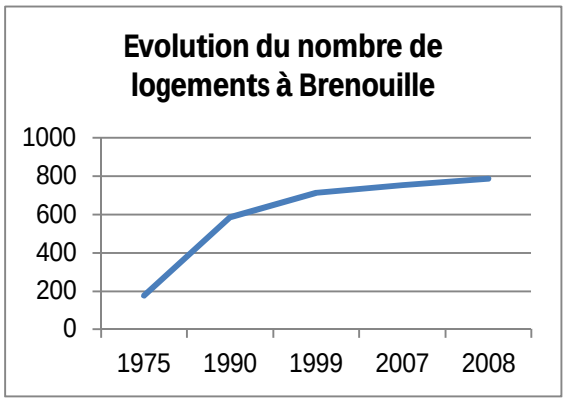


Figure 3 - Evolution du nombre de logements de 1975 à 2008 - Source INSEE Recensement 2008

75% des constructions datent d'après 1975 - surreprésentation de la construction neuve.

Dynamiques productives :

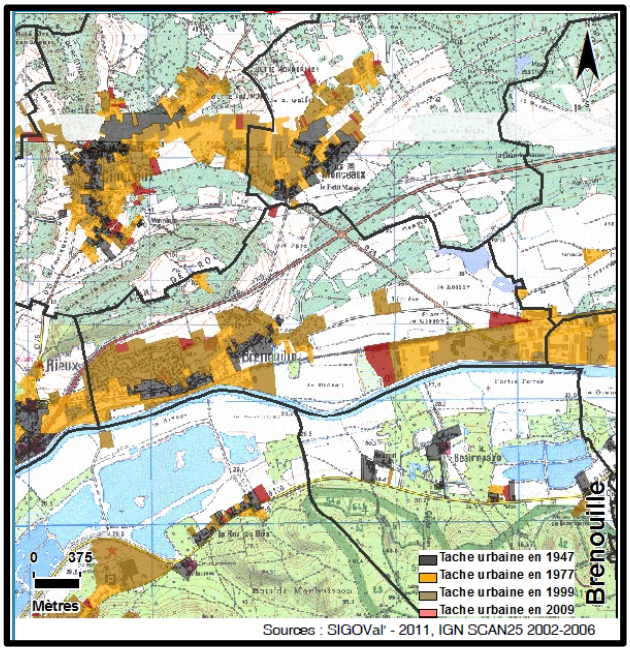
La commune de Brenouille se caractérise par une dynamique de résidentialisation forte. L'activité productive connait des difficultés au fil des années :

1914 : Développement rapide de l'activité industrielle, attirée par la route, la voie d'eau et la voie ferrée

1948 : Accélération de l'activité industrielle autour de la papeterie

1981 : Modification du tracé de la route départementale et lien avec le port fluvial et la voie ferrée

2010 : Perte de vitesse de la Zone Industrielle Pont Brenouille



Evolution de la tâche urbaine :

1947 : Développement de la commune le long de l'Oise et des voies de chemin de fers.

1977 : Augmentation forte de la tache urbaine le long des voies de communications

1999 : Augmentation **par blocs** de la tâche urbaine. Logements collectifs de grandes tailles. Extension vers Rieux et Villers St Paul (périphérie de Creil).

Le développement est tel qu'une continuité urbaine existe désormais avec la commune de Rieux à l'Ouest et la zone industrielle de Pont Sainte Maxence.

L'urbanisation du diffus en quelques images

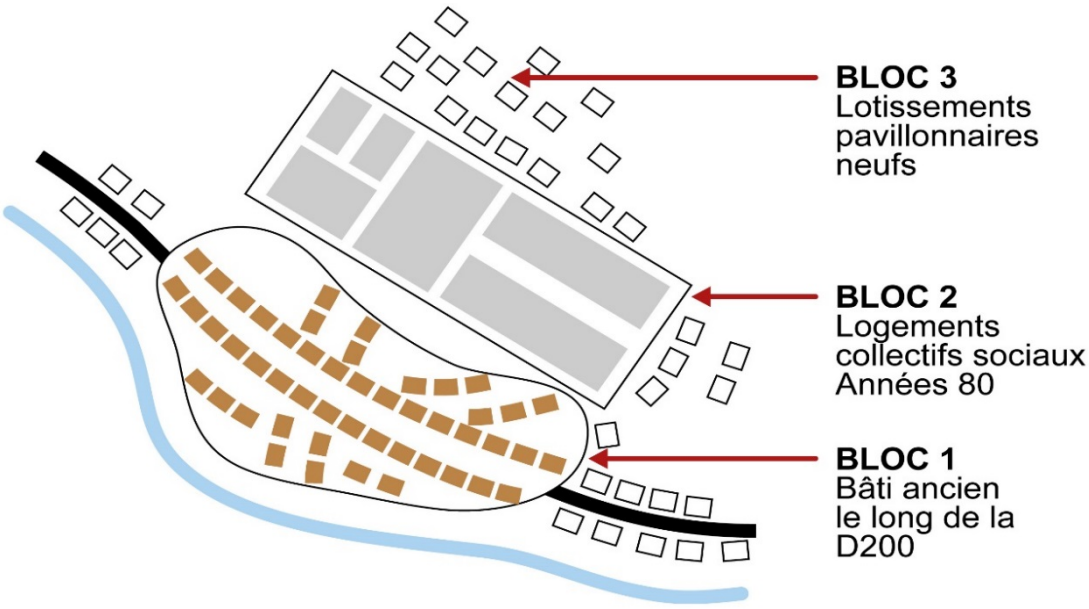
- Corps de fermes et granges résidentialisées, densément réparties le long de l'axe principal de communication.

- Logements sociaux collectifs construit dans les années 1980 par le bailleur Oise Habitat.

- Dynamique de construction neuve. Présence de plusieurs lotissements pavillonnaires standardisés.

- Zone Industrielle de Pont-Brenouille. Etude de redynamisation en cours.

Quels processus de sédimentations ?
Urbanisation *par blocs*



ETUDE DE CAS – LONGUEIL-SAINTE-MARIE

Dynamiques résidentielles :

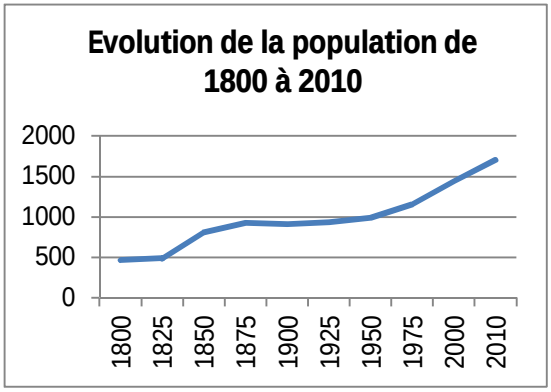


Figure 4- Evolution de la population de 1800 à 2010. Source : Base Cassini

Une dynamique démographique par paliers, avec forte inflexion à partir de 1975.

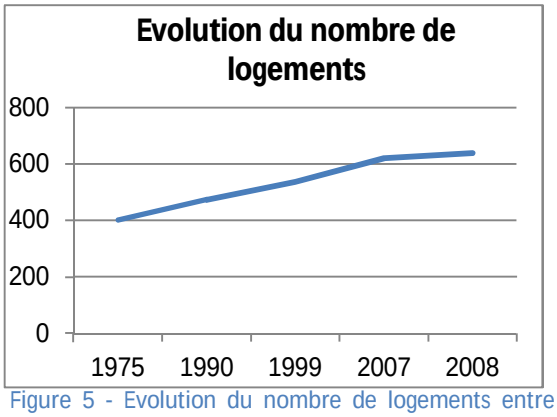


Figure 5 - Evolution du nombre de logements entre 1975 et 2008. INSEE : Recensement 2008

A Longueil-Sainte-Marie, 55% du bâti date d'avant 1975.

Dynamiques productives :

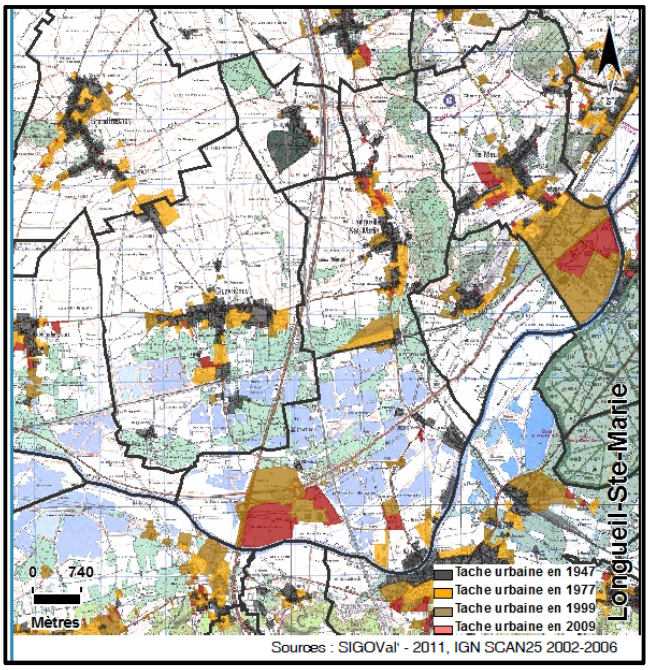
XIXème : Activités agricoles (2 sucreries, 1 féculerie, grand nombre de fermes) / Remblais et exploitation tertiaire vers le Bois d'Ageux

1960 : Début de la dynamique industrielle. Poclain Hydraulics et BIC Rasoirs s'installent à Verberie, Monnier (tuilerie) et la Compagnie des Engrais à Longueil-Sainte-Marie.

1991 : Création du Parc Logistique Paris Oise

1998 : Arrivée de l'autoroute A1, développement de l'activité logistique

2012 : Chantier POPI – Plateforme multimodale de 14 hectares



Evolution de la tâche urbaine :

1850 : Fusion de trois hameaux Rucourt / Bois d'Ageux / Longeuil

Développement autour de ces trois hameaux. Densification le long des voies de communications et entre les fermes existantes.

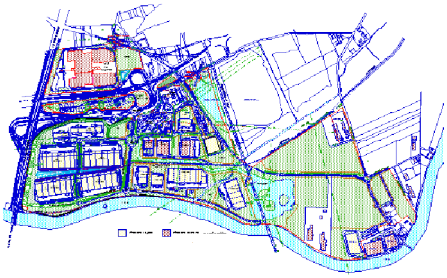
Développement de la commune du Nord au Sud :
1960 : Début de la dynamique industrielle au sud. 1977 – 1999- 2009 : construction de lotissements le long des voies de communication – urbanisation par blocs

L'urbanisation du diffus en quelques images

- Densification entre les fermes, imbrication du neuf et de l'ancien dans le centre.

- Lotissements neufs qui se développent le long des voies de communication

- Bricolage architectural : maison neuve / ancien préau agricole



- La ZAC Paris Oise : une plateforme logistique de taille, reliée par l'A1, la D200, la LGV Nord.

Quels processus de sédimentations ?

La ferme du Vieux Ferré est située près de la place principale de Longueil Sainte-Marie. La grange de la plus grande ferme de Longueil a été entièrement réhabilitée en 2012 et transformée en studios locatifs privés par le bailleur unique.

LA VALLEE DE LA BRESLE : PERMANENCE DE L'ANCIEN

Hypothèses de départ :
- Urbanisation endogène d'un territoire historiquement dynamique
- Trajectoire permanente

A Oust-Marest comme à Gamaches, l'activité industrielle historique perdure et permet à ces communes de maintenir des courbes de population relativement stables.

Ces deux communes, bien que de taille très différente, présentent des urbanisations assez similaires. Toutes les deux se sont développées très largement avant 1975 (plus de 80% du bâti résidentiel date du début XXème à Oust-Marest), le bâti ancien est donc très clairement surreprésenté par rapport au neuf.

Dans ces deux communes de la vallée de la Bresle, des dynamiques de constructions neuves existent**.** Elles correspondent plus aux trajectoires résidentielles des habitants historiques qu'à l'arrivée de nouveaux ménages. L'urbanisation du diffus ne correspond donc pas toujours à une attractivité démographique des territoires.

Les urbanisations du diffus de ces communes présentent de nombreux points communs :

BATI RESIDENTIEL NEUF : Des lotissements des années 1980 et des maisons individuelles neuves se **diffusent ponctuellement le long des voies de communication.**

BATI RESIDENTIEL ANCIEN : Présence de nombreuses cités ouvrières et maisons patronales. Peu ou **pas de réhabilitations**. Une partie de l'ancien se dégrade.

CHOIX RESIDENTIELS DES NOUVEAUX : **Plébiscitent les constructions neuves** - exception faite des cités ouvrières d'Oust Marest.

PARCOURS RESIDENTIELS DES ANCIENS : Maintien dans les cités ouvrières du début du XXème, vendues aux salariés avant l'arrivée des grands groupes.

ACTIVITES ANCIENNES ET NOUVELLES : **L'activité industrielle se maintient.** Les entreprises familiales des années 1850 ont été rachetées par des grands groupes qui monopolisent désormais les activités (*Pochet du Courval* à Gamaches et *Usine Fichet* rachetée par *Assa Abloy* à Oust-Marest). **Les implantations industrielles ont été réhabilitées et rénovées. Elles se situent toujours dans les bourgs.**

ETUDE DE CAS – OUST-MAREST

Dynamiques résidentielles :

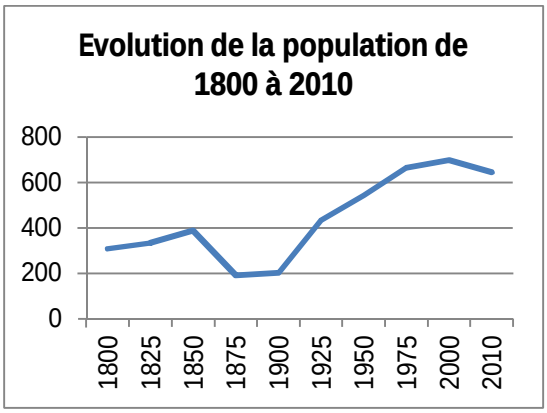


Figure 6- Evolution de la population de 1800 à 2010. Source : Base Cassini

L'augmentation démographique est marquée dès 1910, alors que l'usine Fichet grossit et s'implante véritablement dans le village.

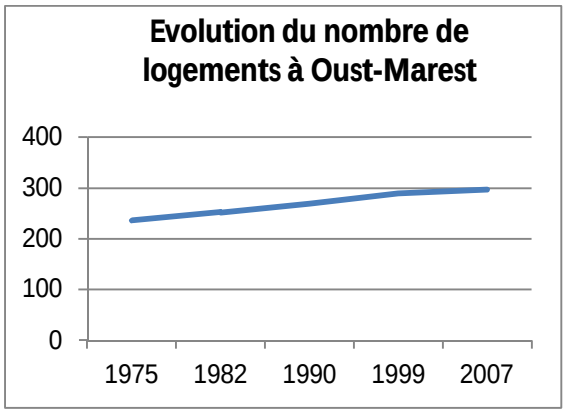


Figure 7 - Evolution du nombre de logements entre 1975 et 2008. INSEE : recensement 2008

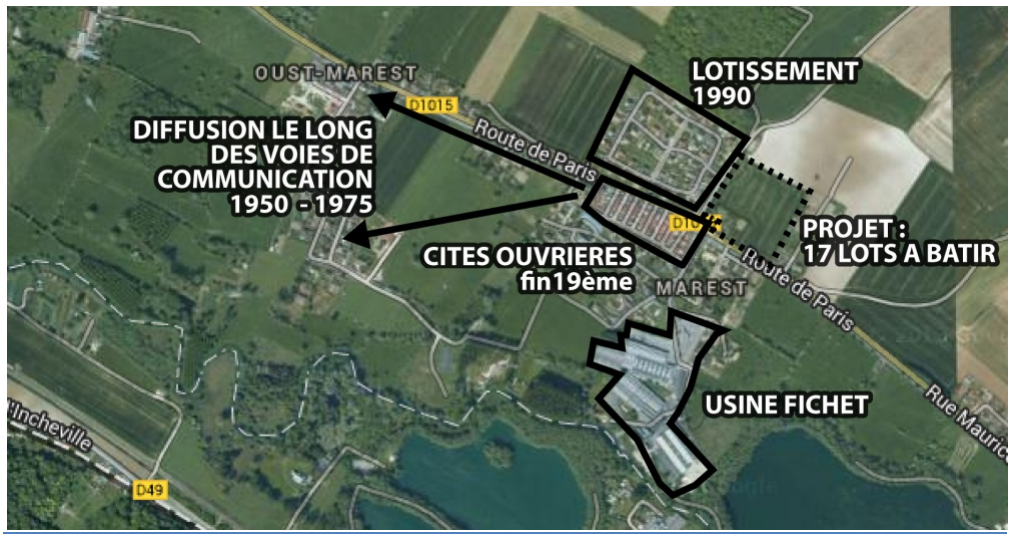
La dynamique de construction neuve est faible mais existante. 80% du bâti date d'avant 1975.

Dynamiques productives :

« Oust-Marest, le Fichet Village »

1897 : Alexandre Fichet implante sa première usine à Oust-Marest.
1950 : l'usine emploie 450 salariés, dont près de 90% vivent à Oust-Marest.
1999 : Fichet intègre le groupe suédois *Assa Abloy*, leader mondial des systèmes de fermeture
2007 : les sociétés Abloy France, Laperche et Stremler rejoignent le site d'Oust-Marest.
Le pôle rassemble 370 salariés. La plupart vivent à Abbeville, à Eu, au Tréport, et près des anciennes implantations Assa Abloy / Stremler de la région. Les actifs d'Oust-Marest se sont tournés vers les activités industrielles de la région (Saint-Gobain Desjoncquères au Tréport et d'Alcatel Lucent à Eu).

Evolution de la tâche urbaine :



L'urbanisation du diffus en quelques images

Maisons jointives de cité ouvrières – A 50 mètres de l'usine. Organisation patronale. Des cités plébiscitées, tant par les anciens que par les nouveaux arrivants.

Des lotissements pavillonnaires et des logements collectifs jouxtent ces cités ouvrières – constructions des années 1990.

Au-delà de la route départementale, de nouveaux lotissements (années 2000) surplombent l'usine.
17 parcelles en construction.
Reconversion des jardins ouvriers en « jardins partagés durables » liés au lotissement.

Quels processus de sédimentation ?

Evolutions du site historique de Fichet Village au fur et à mesure des fusions d'entreprises. Le regroupement de quatre entités sur ce site de 5 hectares a nécessité un investissement d'environ 4M€ pour adapter les bâtiments et l'outil industriel. Rénovation des bâtiments.

ETUDE DE CAS – GAMACHES

Dynamiques résidentielles :

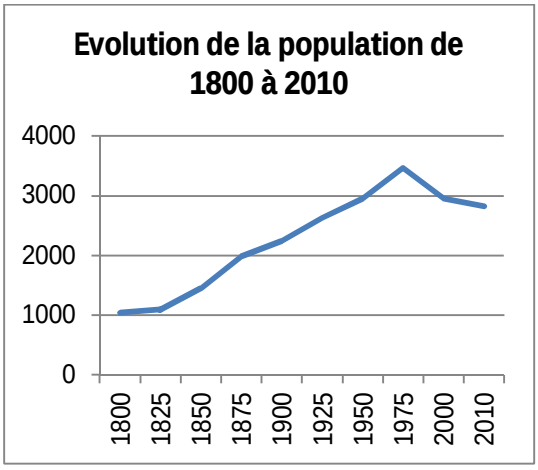


Figure 8- Evolution de la population de 1800 à 2010. Source : Base Cassini

Gamaches connait une perte de population à partir de 1975, au profit de communes plus petites aux alentours.

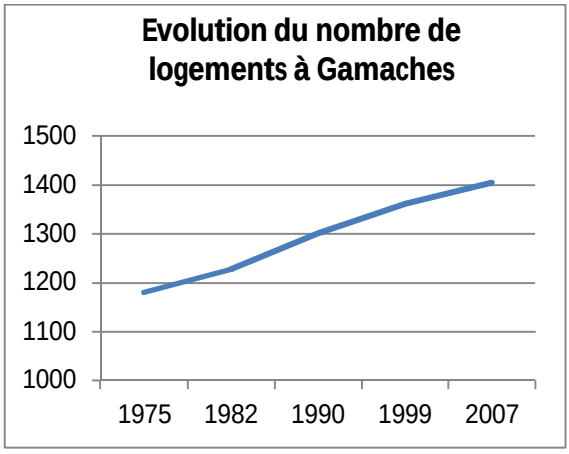


Figure 9 - Evolution du nombre de logements entre 1975 et 2008. INSEE : Recensement 2008

La dynamique de construction neuve existe, elle reflète surtout le desserrement des ménages et la perte d'attractivité du bâti ancien.

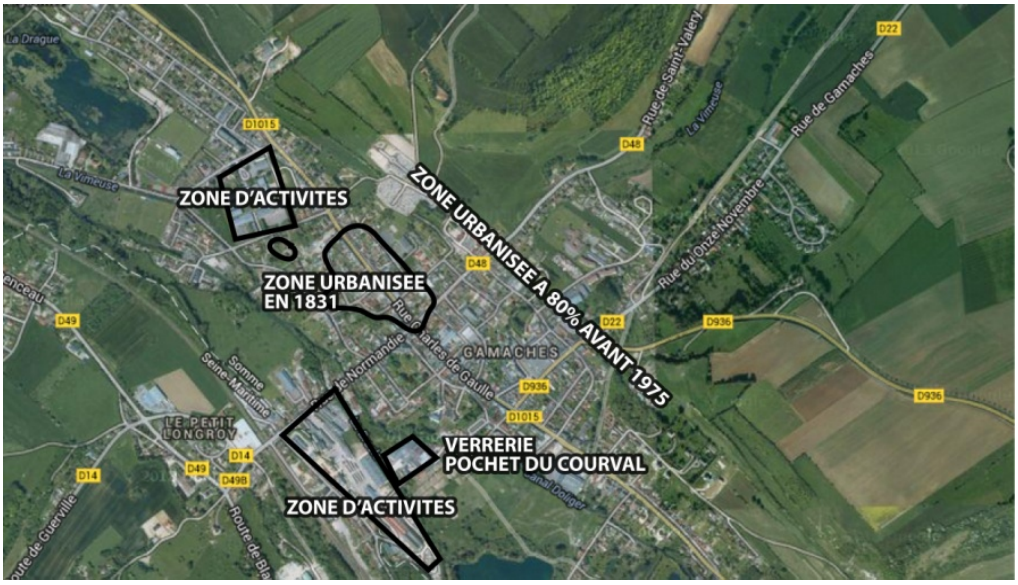
Dynamiques productives :

La commune de Gamaches est un pôle d'emplois important depuis le XIXème siècle. Autour de 1850, les moulins à eau se multiplient, une dynamique artisanale se développe autour du textile.

L'industrie du verre grandit en parallèle et est activée par la révolution industrielle. La verrerie est repose sur des dizaines d'entreprises familiales et sur un solide réseau de sous-traitants (dépolissage du verre, tri, etc.).

Aujourd'hui, la plupart de ces petites entreprises ont fermé et l'activité verrière se concentre autour d'un seul groupe : Pochet du Courval. Celui-ci emploie près de 250 salariés. De nombreux sous-traitants sont également présents dans la ville depuis le XIXème, mais leur activité est menacée par la concurrence internationale. Après 150 ans de position dominante dans le secteur, la commune de Gamaches connait aujourd'hui une vague de plans sociaux (fermeture de 3 entreprises de sous-traitance en 5 ans).

Evolution de la tâche urbaine :



L'urbanisation du diffus en quelques images

- Cité ouvrière et maison de maître – datée de 1865, traces du passé industriel glorieux de Gamaches, un des berceaux de l'industrie du verre.

- Les verreries du Courval, fondés en 1623 par la duchesse de l'Eu, sont aujourd'hui leader mondiaux dans le flaconnage de luxe (parfumerie). Implantés dans la verrerie principale, ancienne manufacture royale près du château. Cette usine, désormais la seule à Gamaches, reflète le mouvement de concentration du secteur au XXème.

- Filature transformée en centre sportif

- Maison de maître transformée en maison de retraite

Quels processus de sédimentation ?

Logements collectifs jouxtant des entrepôts de sous-traitance sidérurgique. Persistance du modèle de « l'industrie dans la ville » hérité du XIXème siècle. La zone d'activité est située en proximité d'une zone résidentielle.

LA VALLEE DE LA SOMME : LE NEUF ET L'ANCIEN S'IMBRIQUENT

Hypothèses de départ :
-Urbanisation par connexité (dynamique littorale) et endogène, (maintien d'une tradition agricole)
- Trajectoire résurgente

L'observation des communes d'Erondelle et de Buigny Saint Maclou n'a pas permis de confirmer les hypothèses formulées. Toutes deux se placent dans des trajectoires plus proches de la permanence que de la résurgence. La dynamique littorale n'y est pas perceptible.

Erondelle connait une dynamique démographique moyenne depuis les années 1950 mais une augmentation de la construction neuve notable. Celle-ci s'explique notamment par la politique volontariste menée par la collectivité (permanence politique) qui a fait et continue de faire construire de petits ensembles pavillonnaires à bas prix.
Les actifs de Buigny et Erondelle commune travaillent pour la plupart dans les villes les plus proches (Hallencourt, Abbeville)[36]. Les deux communes connaissent des imbrications semblables de l'insertion du neuf dans l'ancien.

BÂTI RESIDENTIEL ANCIEN : Des fermes dispersées et maisons picardes (longères traditionnelles) forment l'essentiel du bâti ancien.

Peu de réhabilitations. Décalage progressif entre l'état du neuf et celui de l'ancien, en passe de se dégrader.

BÂTI RESIDENTIEL NEUF : Des lotissements des années 1980 et des maisons individuelles neuves **s'insérent entre les fermes résidentialisées et le long des voies de communication**. 50% de bâti résidentiel neuf / 50% d'ancien.

CHOIX RESIDENTIELS DES NOUVEAUX : Les jeunes couples avec enfants qui profitent des prix du foncier plus faibles qu'à Abbeville **s'installent dans les constructions neuves**.

TRAJECTOIRES RESIDENTIELLES DES HABITANTS HISTORIQUES : Ces anciens agriculteurs (Buigny) et ouvriers (Erondelle) **vivent essentiellement dans le bâti ancien.**

ACTIVITES ANCIENNES ET NOUVELLES : Si Erondelle est une commune de tradition résidentielle, Buigny-Saint-Maclou conserve une tradition agricole importante. **La multitude de petites fermes centrales s'est transformée en cinq grandes exploitations mécanisées qui se sont éloignées du bourg.**

[36] Voir fiche INSEE, chapitre « Caractéristiques des entreprises et des établissements », mise à jour le 23/10/12

ETUDE DE CAS – BUIGNY-SAINT-MACLOU

Dynamiques résidentielles :

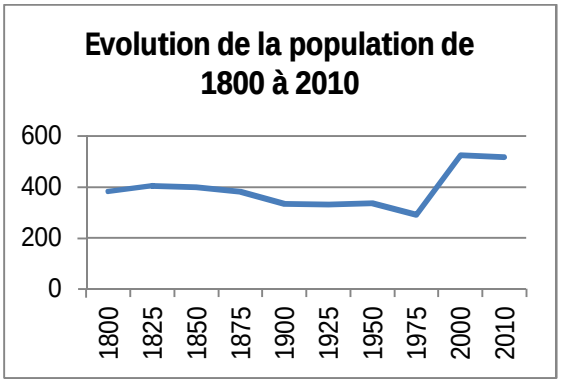


Figure 10 - Evolution de la population de Buigny Saint-Maclou de 1800 à 2010. Source : Base Cassini

Augmentation à partir de 1975 mais dynamique globale proche de la permanence.

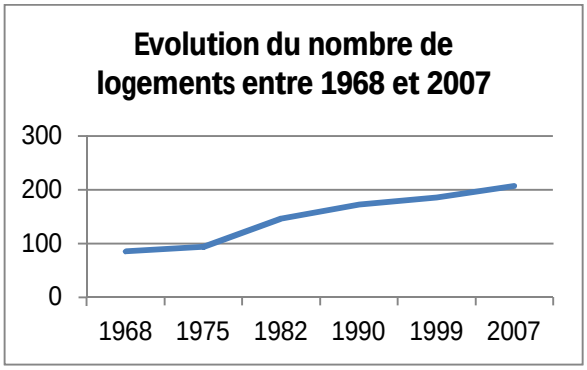


Figure 11 - Evolution du nombre de logements à Buigny Saint Maclou entre 1968 et 2010. Source : INSEE – recensement

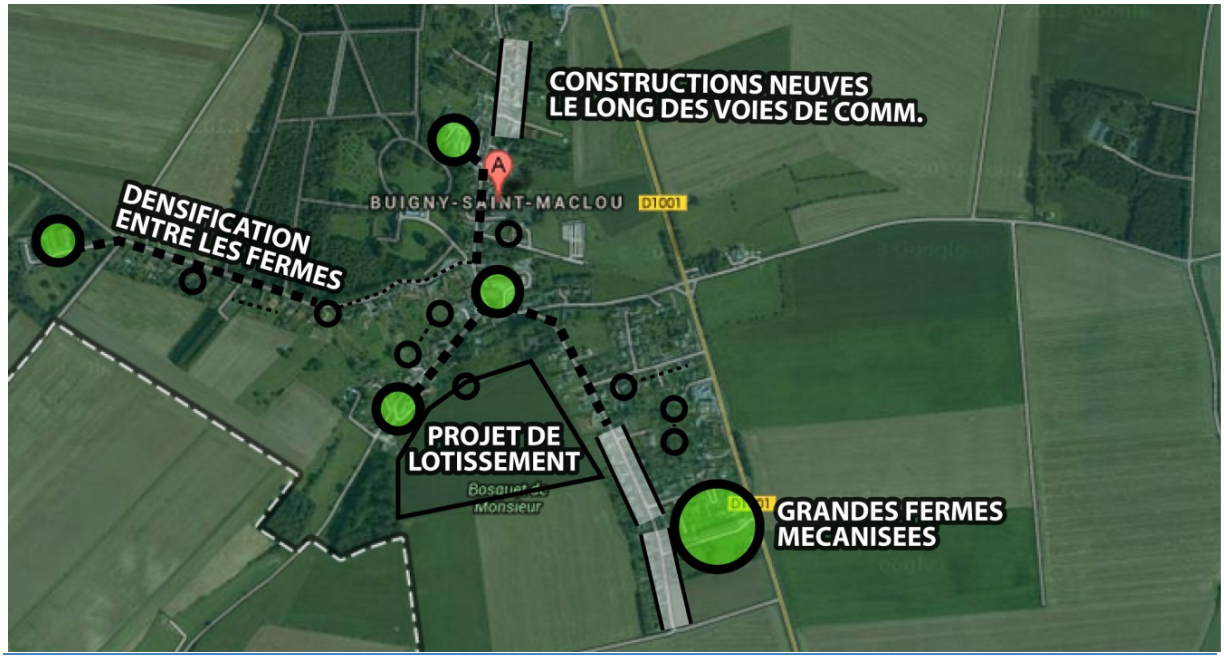
L'augmentation de la construction neuve est plus forte que le nombre d'arrivées dans la commune. Les enfants du village font construire.

Dynamiques productives :

Buigny-Saint-Maclou est une commune de tradition agricole. Dès le XVIIème siècle, une dizaine de fermes sont installées dans ce qui formera le centre-bourg. On y cultive maïs, blé et betterave. En 1900, on décompte près de 40 fermes à Buigny-Saint-Maclou.

Aujourd'hui, cinq grosses exploitations mécanisées sont en activité. Un transporteur d'animaux et un élevage de 500 bovins ont été implantés en 2012.

Evolution de la tâche urbaine :



L'urbanisation du diffus en quelques images

- Fermeture de nombreuses fermes mais 5 grandes exploitations mécanisées toujours en activité

- Nombreuses picardes le long des axes de communication principaux

- Construction de petits lotissements neufs (moins de 10 unités), le long des voies de communication

Quels processus de sédimentations ?

Contraste entre un bâti résidentiel ancien dégradé et des résidences neuves de qualité

ETUDE DE CAS – BUIGNY-SAINT-MACLOU

Dynamiques résidentielles :

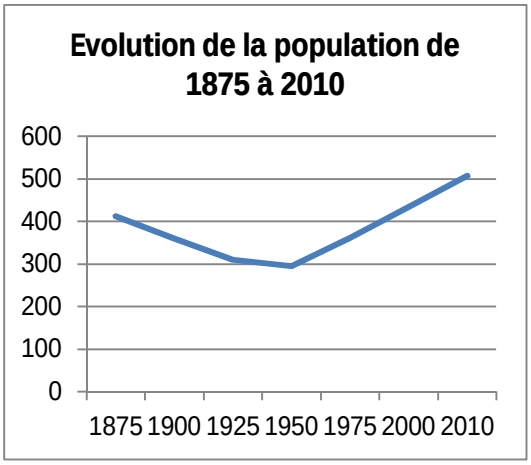


Figure 1- Evolution de la population de 1875 à 2010. Source : Base Cassini

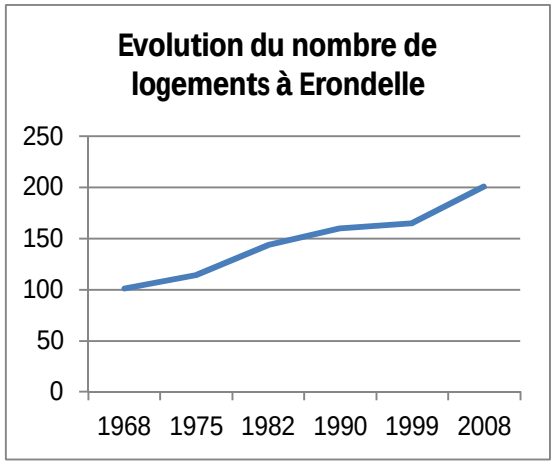


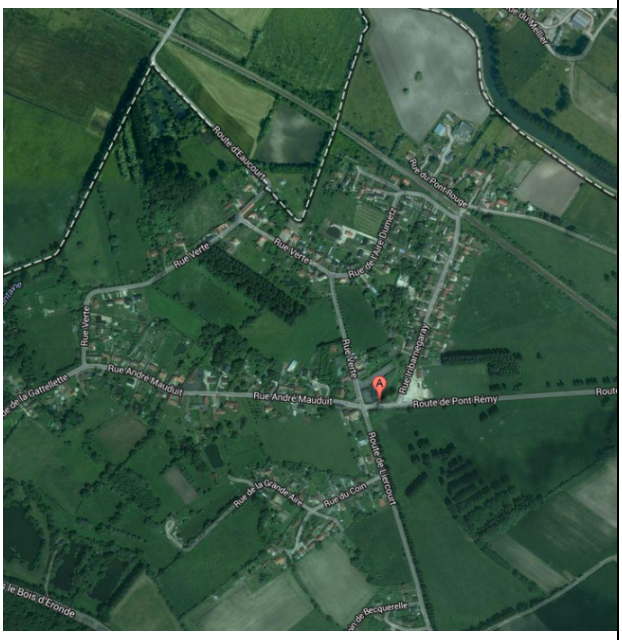
Figure 12 - Evolution du nombre de logements à Erondelle de 1968 à 2008. Source : INSEE – Recensement 2008

Dynamiques productives :

Commune résidentielle

Evolution de la tâche urbaine :

Plan du cadastre napoléonien, tableau d'assemblage, 1875 – Source : Archives départementales de la Somme



Vue arienne Google Maps 2013

La comparaison du plan cadastrale de 1875 et de la vue satellite de 2013 indique que la tâche urbaine s'est densifiée « de l'intérieur ». On n'observe pas d'étalement à proprement parler. Les quelques parcelles définies au XIX forment aujourd'hui presque une continuité bâtie.

L'urbanisation du diffus en quelques images

- Commune mitée / grands terrains

- Construction neuve qui s'insérer dans les dents creuses

- Formes hybrides : ancien porche et maison neuve en lambris

Quels processus de sédimentations ?

Ces constructions neuves sont bâties en plein centre d'Erondelle. Elles sont le reflet de la volonté de la mairie de densifier, de jouer sur les dents creuses. La collectivité mène une politique de vente à bas prix des terrains constructibles pour permettre aux jeunes ménages qui dé-cohabitent de rester sur la commune.

LA THIERACHE : CONSTRUIRE DANS LE NEUF POUR FUIR L'ANCIEN

Hypothèses de départ :
- Urbanisation endogène, maintien d'une tradition agricole
- Trajectoire rémanent

Les communes de Vervins et de Mondrepuis en Thiérache connaissent des dynamiques démographiques faibles, voire négatives, malgré le maintien d'activités productives ponctuelles.

Dans ces deux communes, la proportion de bâti ancien est écrasante (76% et 81%). Elles symbolisent le dynamisme historique de la Picardie du Nord dont nous avons précédemment fait état grâce aux cartes de l'occupation de l'espace dans le temps long. L'urbanisation du diffus, dans cette zone, correspond plus à une fuite des ménages, du centre vers les périphéries, ou au desserrement des jeunes couples qui font construire loin du centre, qu'à une réelle attractivité nouvelle de ces territoires.

A Vervins, l'ancien résidentiel est par ailleurs totalement délaissé, habité par des populations en difficultés.

BATI RESIDENTIEL NEUF : Des lotissements des années 1980 et des maisons individuelles neuves s'insèrent de façon diffuse le long des voies de communication. La **proportion de bâti résidentiel neuf est faible.**

BATI RESIDENTIEL ANCIEN : Maisons individuelles densément réparties le long des voies principales de communication. **La reconquête du centre ancien est l'enjeu urbain principal pour la commune.**

CHOIX RESIDENTIEL DES NOUVEAUX ARRIVANTS : Préférence pour le neuf.

Vervins : Les ménages disposants de revenus plus aisés sont partis s'installer dans les communes voisines ou délaissent le centre. **On n'observe pas de réhabilitation** du bâti ancien par les nouveaux arrivants.

TRAJECTOIRES DES HABITANTS « HISTORIQUES » :

Fuite de l'ancien vers le neuf pour les habitants qui en ont les moyens. Les plus déshérités restent dans l'ancien.

ACTIVITES ANCIENNES ET NOUVELLES :

Maintien d'activités traditionnelles.

Vervins adopte depuis 1980 des stratégies de diversification de son activité. L'implantation récente de LVMH –Givenchy/Kenzo l'illustre. Maintien des activités traditionnelles dans le centre du bourg.

ETUDE DE CAS – VERVINS

Dynamiques résidentielles :

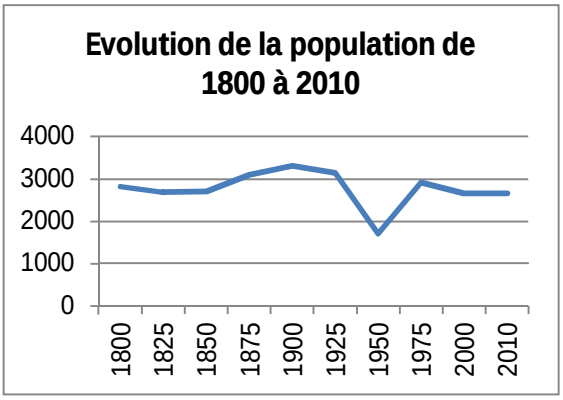


Figure 13- Evolution de la population de 1800 à 2010. Source : Base Cassini

Permanence à la baisse depuis 1975

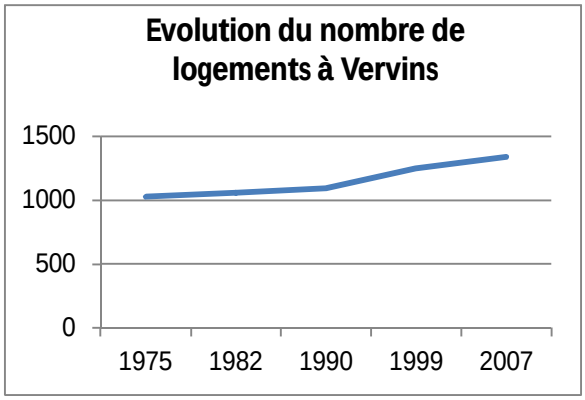


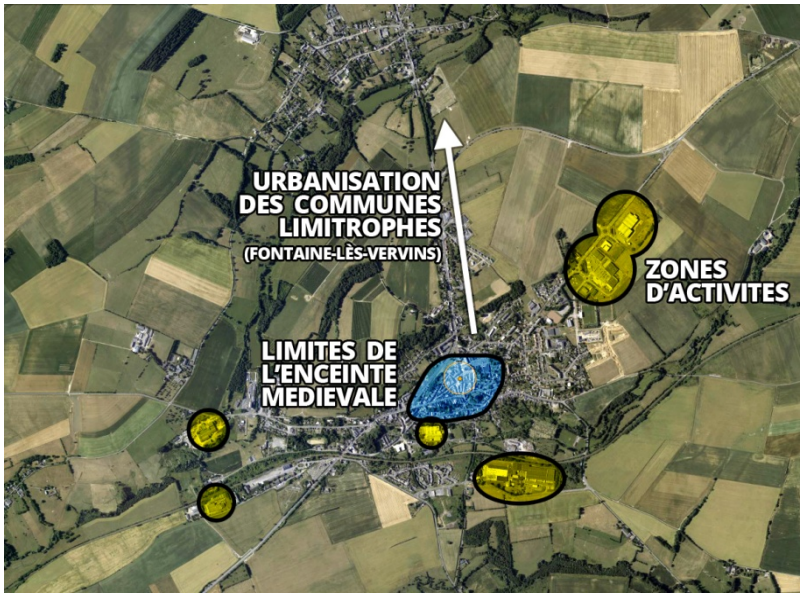
Figure 14 - Evolution du nombre de logements entre 1975 et 2008. INSEE : recensement 2008

Dynamique de construction neuve, liée au rejet du centre ancien

Dynamiques productives :

Vervins, dont l'activité textile, agricole et commerciale est ancienne, connait depuis les années 1980 une redynamisation de son activité économique. L'implantation de LVMH Givenchy / Kenzo en 1995 sur une surface de 19 000 m² dans le centre en est une illustration. Profitant du départ de la biscotterie Pelletier-Lu de l'usine centrale vers la Zone d'Activité intercommunale, et du départ consécutif de la parfumerie Houbigand, LVMH a installé ici 200 emplois de manutention.

S'ajoute à cela le dynamisme de la ZA qui regroupe notamment une entreprise de conditionnement des Poulets du Nord, un Call-Center, le groupe Intermarché, la cartonnerie Norembal et la société Baudoux.



Evolution de la tâche urbaine :

L'extension de Vervins est surtout caractérisée par la présence de zones d'activités périphériques.

La commune perd des habitants au profit de communes limitrophes comme Fontaines-Lès-Vervins ; elle est donc elle-même touchée par un phénomène de périurbanisation.

L'urbanisation du diffus en quelques images

- La quasi-intégralité de la ville est constituée de bâti datant du début du XXème siècle.
  Illustration du dynamisme de la Picardie du Nord à cette époque.

- Habitat ancien du centre-ville qui peine à rester attractif. L'offre ne correspond pas la demande des jeunes actifs, qui souhaitent disposer d'une place de stationnement, d'un jardin, etc.

- Développement de lotissements périphériques à l'extérieur des fortifications et urbanisation des communes périphériques – Fontaines les Vervins.

Quels processus de sédimentation ?

D'une ville fortifiée centrale à un centre délaissé.

Le centre-ville de Vervins est délaissé au profit des quartiers hors fortifications. L'offre de logements du centre ancien ne correspond plus à la demande des ménages (demande de jardins, de places de stationnements). Le centre est habité par des personnes âgées, souvent précaires. Très peu de propriétaires occupants. Même les commerces et les services quittent le centre.
La BNP s'est implantée à l'extérieur des fortifications. Le Crédit Agricole souhaite adopter la même démarche. La Caserne des pompiers a déménagé et le palais de justice est vide. Les acteurs locaux souhaitent mener une réflexion sur la requalification du centre-ancien.

ETUDE DE CAS – MONDREPUIS

Dynamiques résidentielles :

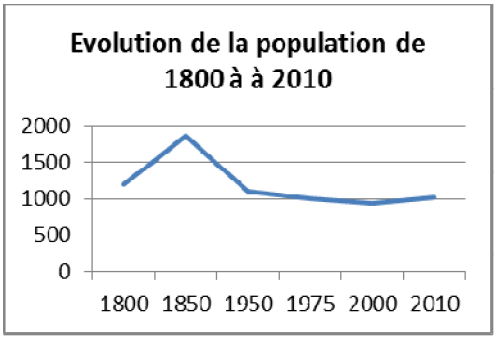


Figure 13- Evolution de la population de 1800 à 2010. Source : Base Cassini

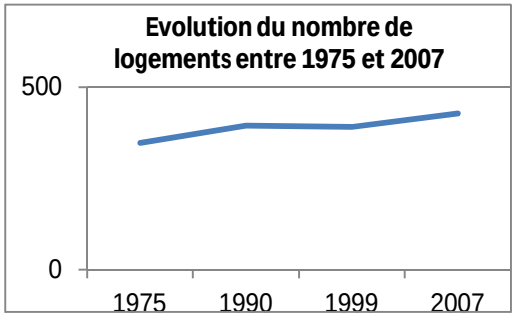
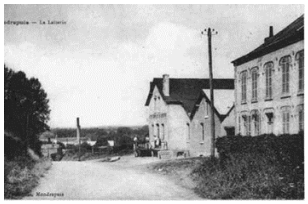
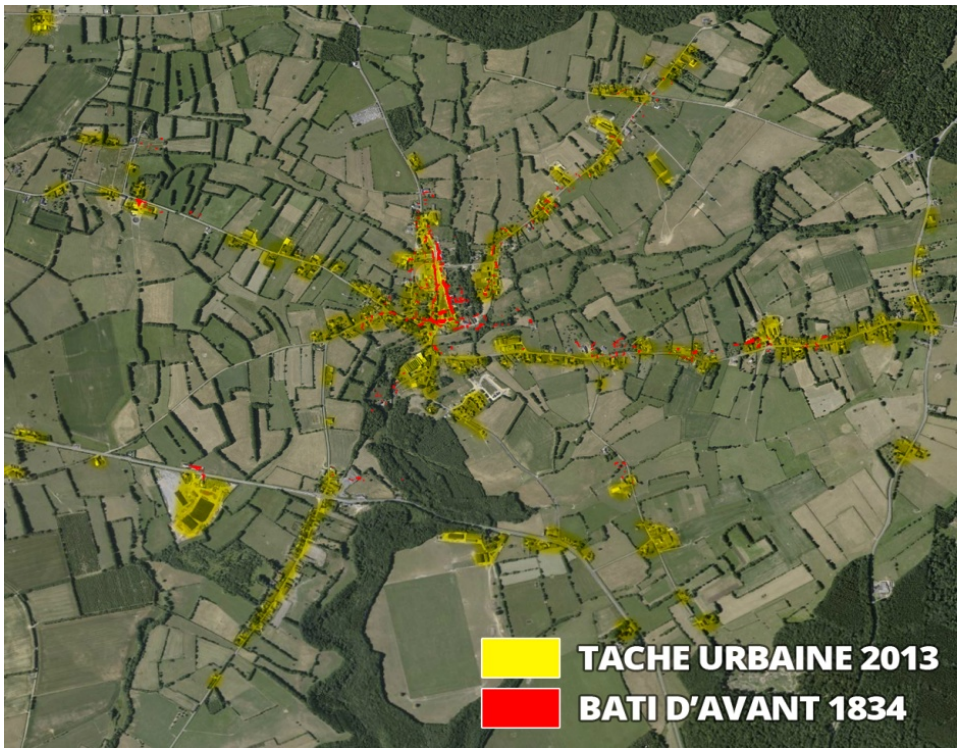


Figure 14 - Evolution du nombre de logements entre 1975 et 2008. INSEE : Recensement 2008

Dynamiques productives : Permanence – la filature et la laiterie 1900 - 2013



Evolution de la tâche urbaine :



La comparaison du Cadastre Napoléonien (Source - Conseil Général de l'Aisne) et de la photo aérienne de 2013 illustre l'urbanisation du diffus dans le temps. Elle se diffuse le long des voies de communication mais vient également se **greffer autour de hameaux historiques dispersés dans l'espace.**

L'urbanisation du diffus en quelques images

- Le centre-bourg est quasi-intégralement constitué de bâti ancien.

- Lotissements pavillonnaires et dynamique de construction neuve.

Quels processus de sédimentations ?

Quand le neuf imite l'ancien…

Constructions récentes (années 2000) qui réutilisent le langage architectural du bâti ancien. Le POS défini des règles architecturales strictes pour la préservation du caractère du bâti ancien

LE GRAND AMIENOIS : EVOLUTIONS CONTRASTEES

Hypothèses de départ :

- *Urbanisation par contiguïté, « tâche d'huile » provenant des grandes agglomérations*
- *Urbanisation récente*

Les communes de Sains-en-Amiénois et Picquigny, toutes deux considérées comme appartenant au bassin de vie d'Amiens connaissent des dynamiques et des processus de sédimentation très différents.

Alors qu'à Sains-en-Amiénois, l'urbanisation est galopante, le neuf prolifère autour d'un petit noyau historique, à Picquigny, l'ancien est encore très majoritaire et la dynamique de construction neuve n'attend pas des sommets. Selon les données de la construction neuves, 276 chantiers ont été entrepris entre 1975 et 2007 à Sains contre moins de 130 à Picquigny.[37]De plus, le rapport au bâti ancien est très différent. A Sains le noyau historique est plébiscité, les granges sont transformées en lofts, alors qu'à Picquigny les nouveaux arrivants semblent préférer les lotissements construits dans les années 1990. Le bâti ancien semble se dégrader progressivement.

BATI RESIDENTIEL NEUF :

Sains : **Urbanisation par blocs le long des voies de communication**, lotissements et maisons individuelles neuves. Dynamique de construction neuve forte.

Picquigny : Urbanisation par blocs, de la Somme vers les hauteurs. Lotissements des années 1990. Peu de construction neuve.

BATI RESIDENTIEL ANCIEN :

Sains : fermes denses le long des voies de communication, **nombreuses réhabilitations.**

Picquigny : maisons individuelles en R+3, densément réparties le long des voies de communications, **nombreuses mises en vente et bâti délaissé.**

CHOIX RESIDENTIELS DES NOUVEAUX :

Sains : L**'ancien et le neuf sont plébiscités.** De nombreuses fermes sont réhabilitées, des granges sont transformées en loft.

A Picquigny l'ancien **est délaissé au profit du neuf.**

TRAJECTOIRES DES HABITANTS « HISTORIQUES » :

Sains : Maintien de grandes familles d'industriels depuis des générations. Problématique de l'éviction des enfants du village liée à l'augmentation forte des prix du foncier.

Picquigny : Maintien dans l'ancien.

ACTIVITES ANCIENNES ET NOUVELLES :

Résidentialisation et tertiarisation. D'une urbanisation *associée* à une urbanisation *dissociée*.

[37] Chiffres SITADEL

ETUDE DE CAS – SAINS EN AMIENOIS

Dynamiques résidentielles :

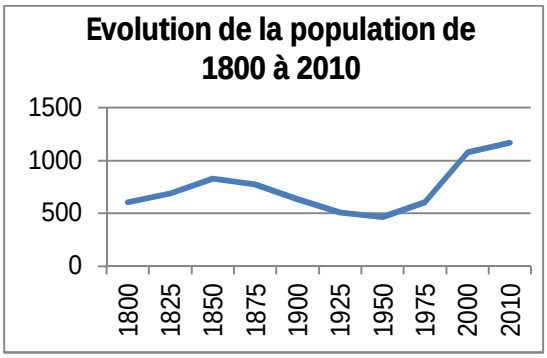


Figure 15- Evolution de la population de 1800 à 2010. Source : Base Cassini

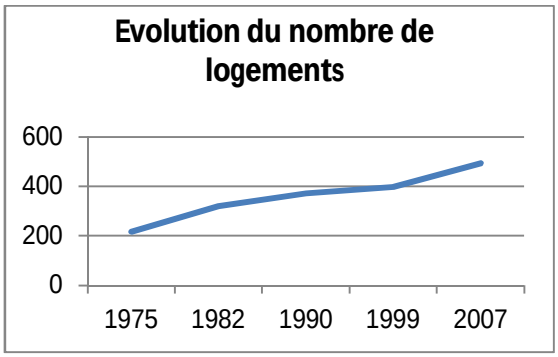


Figure 15 - Evolution du nombre de logements entre 1975 et 2008. INSEE : recensement 2008

Dynamiques productives :

1850 : Sains en Amiénois réunissait une vingtaine de petites stabulations agricoles ainsi que des activités artisanales. Nombreux « setiers » découpaient le velours et l'acheminaient vers les usines textiles d'Amiens. La scierie et la briqueterie fournissaient une vingtaine d'emplois. De grandes familles d'industriels (Vagniez / De Colnet) se sont établis dans les deux châteaux de la ville mais aucune industrie n'y a été développée.

Aujourd'hui, elle est essentiellement une commune résidentielle. Un centre d'enfouissement technique (Sécodé) a ouvert en 2010 et 5 fermes productives perdurent. Le reste des activités est tourné vers les services résidentiels (2 dentistes, 1 pharmacie, 1 boulangerie, etc.).

Evolution de la tâche urbaine :

La comparaison entre la photo aérienne de 1960 et la vue Google satellite illustre la tendance de l'évolution urbaine. La voie gallo-romaine, autrement appelée « route de Paris » à droite de la première photo est devenue l'axe central de la commune.
La densification autour des trois principaux axes de communication (voie gallo-romaine, rue du Puits et rue des Cauriers) dans les années 1960 s'est accentuée. La densification s'est effectuée, de l'intérieur dans un premier temps, et de façon concentrique ensuite, par blocs de lotissements.

L'urbanisation du diffus en quelques images

➢ Extension concentrique

➢ Présence d'un grand nombre de lotissements

➢ Prédominance de l'habitat pavillonnaire

➢ Nombreuses réhabilitations de granges en lofts ou studios.

Quels processus de sédimentations ?

Permanence de la présence de grandes familles d'industriels. Au milieu du XIXème siècle, les familles De Colnet et Vagniez s'installent respectivement dans le Château et la Roseraie. Ces familles ont joué et jouent encore aujourd'hui un rôle important sur le développement de la commune. Leurs descendants sont toujours présents : les Vagniez ont ouvert le centre d'enfouissement technique (Sécodé) sur le terrain en 2010.

ETUDE DE CAS – PICQUIGNY

Dynamiques résidentielles :

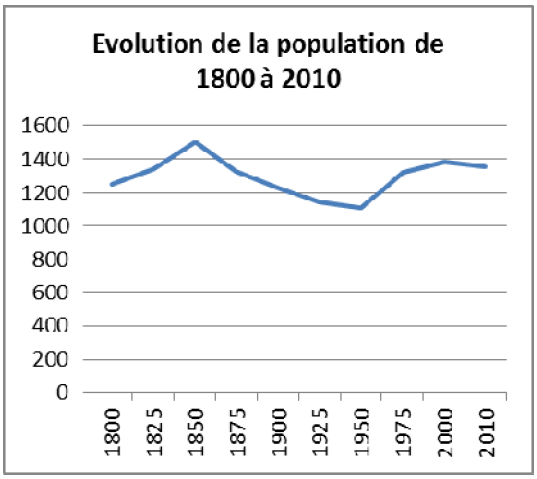


Figure 17 : Evolution de la population de 1800 à 2010. Source : Base Cassini

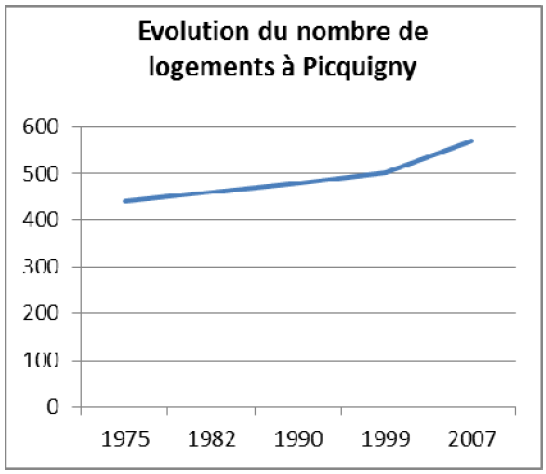


Figure 18 : Evolution du nombre de logements entre 1975 et 2008. INSEE : recensement 2008

Dynamiques productives :

Usine de la catiche source : blog d'archives sur Picquigny par J-P Delory)

Photo archive / La filature Robert (source : blog d'archives sur Picquigny par J-P Delory)

- XXème siècle : développement de nombreuses activités artisanales : scierie, cidrerie, ateliers de confection, marchands d'engrais et de charbon, moulins à eau et à vent.
- Montée en puissance des activités industrielles. L'usine de tissage appelée « Usine de la catiche » se spécialise dans le tissage de sacs en toiles de jute de 1864 à 1957.
- Aujourd'hui, essentiellement secteur tertiaire. Présence d'un camping municipal de 60 emplacements.

Evolution de la tâche urbaine :

L'urbanisation du diffus en quelques images

Ville basse » - constructions anciennes réparties le long des voies de communication

Lotissements des années 1980 dans la ville haute, à hauteur du château de Picquigny.

Grand nombre de maisons en vente dans le vieux bourg. Perte d'attractivité du bâti ancien au profit des lotissements.

Quels processus de sédimentations ?

Réhabilitation de l'Abbaye du Gard à Crouy-Saint-Pierre (commune limitrophe de Picquigny). Ancienne abbaye cistercienne transformée en une vingtaine de logements en locatif libre et en accession libre. Appartements familiaux. Jeunes actifs avec enfants travaillant à Amiens. La proximité de la ligne de train vers Amiens, fait de Picquigny et Crouy des résidences dortoirs d'Amiens.

III Différenciation des urbains diffus : quelle prise en compte dans la vision politique locale ?

Les imbrications « neuf / ancien » dans chacun de ces territoires nous ont permis d'affiner les contours de la typologie dessinée. **L'observation architecturale urbaine diachronique plaide pour une différenciation des urbanisations du diffus picard.**

Il s'agit désormais de questionner les représentations et positionnements des acteurs locaux de ces urbains diffus : Comment se représentent-ils leur commune ? Quel est leur rapport au « périurbain » ? A la centralité ? Ces visions sont-elles différentes en fonction des figures de la typologie ?

Ce questionnement s'alimente des entretiens semi-directifs menés avec 8 des maires des 10 communes sélectionnées, de la rencontre avec certains chargés de mission territoire du Conseil Régional de Picardie, et de la lecture des documents cadres de ces territoires.

Cette étape nous permet de changer d'échelle de référence ; pour la plupart des territoires, nous sommes allés au-delà des documents communaux pour interroger la vision fournie par les pays et les communautés de communes.

A) Quelles représentations par les élus locaux ?

Au cours des entretiens avec les élus locaux, les trois questions suivantes ont été posées :
- *Comment définiriez-vous votre commune ?*
- *Considérez-vous que votre commune est « périurbaine » ?*
- *L'étalement urbain est-il un enjeu pour votre commune ?*

L'analyse des réponses fournies nous permet de dresser plusieurs constats :

- **Le qualificatif choisi par les élus s'inscrit plus dans les trajectoires historiques que dans les tendances récentes.**

Longueil Sainte-Marie et Sains-en-Amiénois, sont des urbains diffus dont l'inscription est ancienne mais qui connaissent surtout des dynamiques démographiques très marquées dans la période récente. Alors que la construction neuve y prolifère et que les populations se renouvellent rapidement, les élus se pensent « village », « campagne ». Ils valorisent la ruralité et la taille réduite de leur population et insistent sur l'importance de garder « *l'esprit de village* » qui les caractérise.

Les élus qui désignent leur commune dans des termes liés à la centralité sont plutôt les urbains diffus *associés* (dynamiques résidentielles et productives), dont l'ancrage est historique. A Vervins et Mondrepuis, en Thiérache, les élus ont répondu « *chef-lieu de canton* » et « *bourg-centre* », alors même qu'ils perdent des habitants chaque année.

Zone	Commune	*Comment qualifiez-vous ... ?*
Vallée de l'Oise	Longueil-Sainte-Marie	*« Village »*
Vallée de la Bresle	Oust-Marest	*« Bourg-centre »*
	Gamaches	*« Chef-lieu de canton »*
Grand Amiénois	Sains-en-Amiénois	*« Village ou campagne »*
Estuaire de la Somme	Buigny Saint-Maclou	*«Village ou commune rurale»*
	Erondelle	*« Village » « Campagne »*
Thiérache	Vervins	*« Chef lieu de canton »*
	Mondrepuis	*« Bourg-centre »*

- **Le rejet du terme « périurbain ».**

Six des huit élus interrogés déclarent ne pas se considérer comme des communes « *périurbaine* ». Soit parce qu'ils se pensent comme des centralités à part entière (Oust-Marest, Vervins), soit parce qu'ils considèrent qu'aucune commune alentour n'est polarisante (Mondrepuis, Gamaches), ou enfin parce qu'ils entendent ce terme de façon péjorative (Erondelle). L'un deux accepte le terme mais se dit préoccupé par l'importance de « garder ses distances avec la ville », notamment en préservant la frange naturelle (Buigny Saint-Maclou).

Seuls deux élus (Sains-en-Amiénois et Longueil-Sainte-Maire) considèrent la périurbanité comme un atout (« *Sains, c'est la campagne tout près de la ville* !»).

- **L'étalement urbain n'est pas perçu comme un enjeu pour ces communes.**

Aucun élu n'a déclaré se sentir concerné par l'enjeu de l'étalement urbain.

En réponse à notre troisième question, plusieurs d'entre eux ont évoqué le souci contraire, c'est-à-dire la crainte de la perte de population et d'activités (Buigny-Saint-Maclou, Mondrepuis). Quatre élus sur dix ont souligné considérer les périmètres de protection environnementale (PPRI, Natura 2000, etc.) comme des blocages de la croissance (résidentielle et productive) de la commune.

En parallèle, la nécessité de trouver un équilibre entre croissance et étalement pour être en mesure de « *rentabiliser les investissements municipaux* » est apparue comme un enjeu central pour ces élus. L'enjeu du « *remplissage des écoles* » a été évoqué à plusieurs reprises.

B) Quelle traduction dans les documents cadres ?

La lecture de documents cadres à différentes échelles nous renseigne sur la manière dont les territoires étudiés appréhendent les enjeux du diffus, du périurbain, de l'étalement.

Commune	Intercommunalité	Documents cadres
Brenouille	• Communauté de Communes des Pays d'Oise et d'Halatte	• SCOT des Pays d'Oise et d'Halatte • Parc Naturel Régional Oise-Pays de France
Longueil-Sainte-Marie	• CC Plaine d'Estrées Saint Denis • Syndicat Mixte Basse Automne Plaine d'Estrées	• SCOT SMBAPE
Oust-Marest	• CC de la Bresle Maritime • Pays interrégional Bresle Yères	• Charte de développement du pays interrégional Bresle Yères
Gamaches	• CC de la Bresle Maritime • Pays interrégional Bresle Yères	• Charte de développement du pays interrégional Bresle Yères
Piquigny	• Communauté de Communes Ouest Amiens • Syndicat Mixte du Pays du Grand Amiénois	• Projet de territoire CCOA
Sains-en-Amiénois	• Amiens Métropole	• PLU d'Amiens Métropole
Buigny-Saint-Maclou	• Communauté de communes du canton de Nouvion-en-Ponthieu	• Compte rendus des assemblées • Rapports annuels du service environnement 2006, 2007, 2008
Erondelle	• CC de la Région d'Hallencourt • Syndicat Mixte du Pays et de Préfiguration du Parc Naturel Régional de la Baie de Somme	• PLU en cours d'élaboration
Vervins	• CC de la Thiérache du Centre • Pays de THiérache	• PLU de Vervins • Charte d'Aménagement et de Développement de la Thiérache • Programme LEADER : Liaisons Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale
Mondrepuis	• CC du Pays des Trois Rivières	• PLU en cours

D'après ces documents, il est possible de dégager une série d'enseignements :

- **Des territoires qui se définissent à mi-chemin entre le rural et l'urbain**

La plupart de ces documents cadres reflètent un questionnement identitaire sur la position des territoires, qui s'articule grâce au référentiel « urbain / rural ».

> « *Bien que situé aux abords de l'agglomération compiégnoise, le territoire du SMBAPE constitue une entité aux caractéristiques plus rurales que périurbaines* ».[38]

> « *Regroupant 18 communes, la Communauté de Communes Ouest Amiens est tout à la fois un espace urbain affirmé, un périurbain sous dépendance, et un territoire rural aux paysages remarquables.* »[39]

Comme dans ce dernier exemple, le caractère périurbain est souvent lié à une problématique de dépendance qu'il convient de prendre en compte. Les « *Echos du* Canton », de la Communauté de communes du canton de Nouvion-en-Ponthieu font régulièrement des zooms sur les moyens alternatifs de lutter contre cette dépendance, notamment en termes de mobilités (covoiturage, etc.).

Le Pays de Thiérache, dont le slogan est « le pays nature », adopte lui une position différente et insiste sur son caractère rural. Le portage du programme européen LEADER, *Liaisons Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale*[40], par le Groupe d'Action Locale du Pays de Thiérache participe à cette mise en valeur de la ruralité.[41]

- **Quelle vision de l'étalement urbain et de la périurbanisation ?**

Pour la plupart de ces territoires, les enjeux portés par les documents cadres relèvent globalement de la préservation des dynamiques économiques et résidentielles de territoires en quête d'attractivité.

La Charte de développement du pays interrégional Bresle Yères évoque les enjeux environnementaux liés à l'eau, à la préservation des espaces agricoles et à la protection de la forêt d'Eu, mais elle est par-dessus tout un manifeste pour le développement et le maintien d'activités autour de la Bresle.

Au contraire, certains territoires se posent la question de la position et des impacts des territoires périurbains de façon forte. C'est surtout le cas dans la vallée de l'Oise. Le SCOT du Syndicat Mixte Basse Automne et Plaine d'Estrées consacre une grande partie de son développement à l'enjeu de la préservation du foncier agricole et au questionnement sur le niveau de services nécessaires dans les

38 Source : Syndicat Mixte de la Basse Automne et de la Plaine d'Estrées – SCOT – Rapport de présentation – page 327
39 Source : Communauté de Communes Ouest Amiens, Projet de territoire, page 5
40 Programme européen issu de la PAC, permettant la mise en œuvre de mesures de développement rural, afin de soutenir des initiatives locales susceptibles de favoriser le développement du territoire à partir du patrimoine local
41 Source : PDF, Pays de Thiérache, Dispositif LEADER – 2007-2013

« *bourg-relais de Compiègne* ». Le SCOT précédent (2006) avait été refusé en lien avec la question de la consommation foncière.[42]

Le PNR Oise-Pays de France, qui intègre la commune de Brenouille, définit des enveloppes foncières strictes pour chacune de ses communes et porte un discours défensif, « *zéro étalement* ».[43]

- **Des représentations et des positionnements différenciés ?**

Finalement le positionnement de ces documents cadres reflète peu ou proue les différents profils territoriaux que nous avons développés. Ils sont en phase avec les tendances récentes d'évolutions des territoires qu'ils couvrent, ainsi qu'avec les préoccupations qui en découlent – seuls les diffus ultra-attractifs se posent la question de leur mode de croissance et de ses impacts potentiels-.

Mais de façon générale, les prescriptions en termes de politiques publiques proposées par ces documents n'intègrent que peu la question des périurbains… et a fortiori de « l'urbain diffus », notion qui ne figure dans aucun de ces documents.

[42] Source : Entretien avec Céline Rocq, chargée de mission territoire Plaine d'Estrées Basse Automne.
[43] Source : Entretien avec Josselin Robert, chargé de mission territoire Pays d'Oise et d'Halatte

Synthèse : Trois figures d'urbains diffus

Lorsqu'on recoupe la caractérisation, commune par commune, des processus de sédimentation entre ancien et neuf et les représentations des élus locaux, nous pouvons **globalement valider les figures typologiques par dynamiques territoriales que nous avions relevées.**

Alors que le long de la vallée de l'Oise, la prolifération du neuf et la reconfiguration du rapport à l'activité productive transforment totalement les urbains diffus historiques, induisent **une nouvelle donne périurbaine**, qui invite les territoires se confronter à de nouveaux enjeux, dans la Thiérache, le long de la Bresle et de la Somme, c'est globalement le **maintien des configurations traditionnelles** qui domine. Les activités productives historiques se maintiennent, même rachetées par des grands groupes, et les savoirs faires traditionnels permettent à ces urbains diffus de garder une place dans la concurrence internationale. Les documents cadres de ces territoires traduisent alors la préoccupation majeure du maintien des activités.

Pourtant, certaines configurations se démarquent. L'exemple du Grand Amiénois (c'est-à-dire les communes de Sains-en-Amiénois et de Picquigny) nous pousse à nuancer l'importance de ces configurations territoriales. Ces deux communes sont dans le bassin de vie amiénois mais présentent néanmoins des tendances historiques et récentes contrastées et font, dès lors, face à des enjeux différents.

Il semble alors possible, en reprenant les descriptions et les analyses que nous venons d'établir, de proposer trois figures d'urbanisations du diffus. Trois configurations se dégagent. Elles recoupent globalement les dynamiques territoriales, mais permettent d'analyser plus finement les évolutions dans le temps, à l'aune des moteurs et des trajectoires.

Ces trois modèles se fondent sur le croisement entre l'observation des dynamiques résidentielles et productives historiques à laquelle s'ajoute l'analyse des représentations des acteurs locaux sur leurs propres territoires.

1ème figure : Prolifération du neuf et patrimonialisation de l'ancien

Le premier type d'urbanisation concerne les communes marquées par une urbanisation forte, impliquant **une nouvelle donne périurbaine**.

Dans ces communes, la forte résidentialisation implique que le neuf prolifère autour du noyau historique central. Celui-ci est constitué de fermes du XIXème, densément réparties le long des voies de communication principales. L'ancien a été soudainement englouti par les pavillons individuels neufs, les lotissements de promoteurs et les petits ensembles collectifs. La pression foncière y est forte.

Le neuf **se développe par blocs**, **selon de grandes vagues de construction, le long des voies de communication, ou de façon concentrique.** Ces blocs correspondent à des périodes de constructions aisément identifiables, synonymes d'opérations groupées, par à-coups**.** Ces blocs illustrent une urbanisation galopante, un besoin rapide en logements, ou la prise en charge de la construction par un acteur unique. Il existe très peu d'imbrications entre les constructions neuves et l'ancien dans ces communes.

Si le bâti ancien devient une part numériquement résiduelle du périurbain, il reste central, tant au niveau physique que symbolique. Les fonctions centrales des communes sont implantées dans les centres anciens (école et mairie). De plus, le bâti résidentiel ancien y est attractif. Dans ces communes très attractives, les nouveaux arrivants semblent plébisciter autant le neuf que l'ancien. Nombreuses sont les réhabilitations de fermes et de longères, les granges réhabilitées en lofts ou en studios locatifs.

Ces communes sont marquées par **une mixité résidentielle** plus importante que les autres. Le bâti ancien est occupé, tant par les nouveaux arrivants qui recherchent le cachet de fermes patrimoniales, que par d'anciens du village, agriculteurs ou propriétaires terriens. Notons ici que dans ces communes en proie à des logiques foncières fortes, de **potentiels effets d'évictions des habitants « historiques »** sont à l'œuvre. Les élus de ces communes ont évoqué à plusieurs reprises l'enjeu de faire construire des lotissements à bas coûts pour que les enfants du village puissent rester.

La nouvelle donne périurbaine, impulsée par la forte résidentialisation implique des bouleversements sur l'activité productive. Les activités traditionnelles y ont totalement disparu. L'agriculture a été reléguée au rang d'activité secondaire. Les industries traditionnelles ont fermé et d'autres domaines sont développés (traitement des déchets, activités logistiques, etc.). Hormis les quelques services et commerces présents dans le centre-bourg, toutes les activités productives sont regroupées à l'écart du centre-bourg.

Le lien de proximité traditionnel entre résidentiel et productif dans les urbains diffus historiques picards est alors rompu. Les activités productives, jugées préjudiciables et porteuses de nuisances pour les résidents, sont mises à l'écart.

De façon paradoxale, la figure la plus marquée par les dynamiques neuves, est celle dont les acteurs revendiquent le plus le caractère rural. Le neuf s'inscrit dans une rhétorique forte, celle de « *l'esprit de village* », évoqué à plusieurs reprises par les élus.

La ruralité y est un élément identitaire structurant. Les territoires les plus ouverts, les plus touchés par l'arrivée de nouvelles populations, de nouvelles constructions et de nouvelles activités se revendiquent le plus comme « *d'authentiques terroirs ruraux* ». Nous pouvons faire l'hypothèse que l'urbanisation groupée, par à-coups, serait chargée d'une violence symbolique pour ces communes, qui affirmeraient de façon plus forte le désir de préservation du caractère villageois.

Les élus de ces communes ont affirmé être des territoires « *périurbains* », entendant à la fois un lien fort de proximité et de dépendance à un centre et définissant le caractère « *villageois et urbains* » de leurs habitants, en quête de racines rurales mais cherchant à être reliés facilement à des services et des équipements multiples.

Ces élus déclarent ne pas considérer l'étalement urbain comme un enjeu pour leur commune. Mais les territoires qui les entourent se posent clairement la question dans leurs documents cadres.

- Résidentialisation galopante

- Urbanisation par « blocs »

- Patrimonalisation du bâti ancien

- Potentiels effets d'éviction des habitants historiques

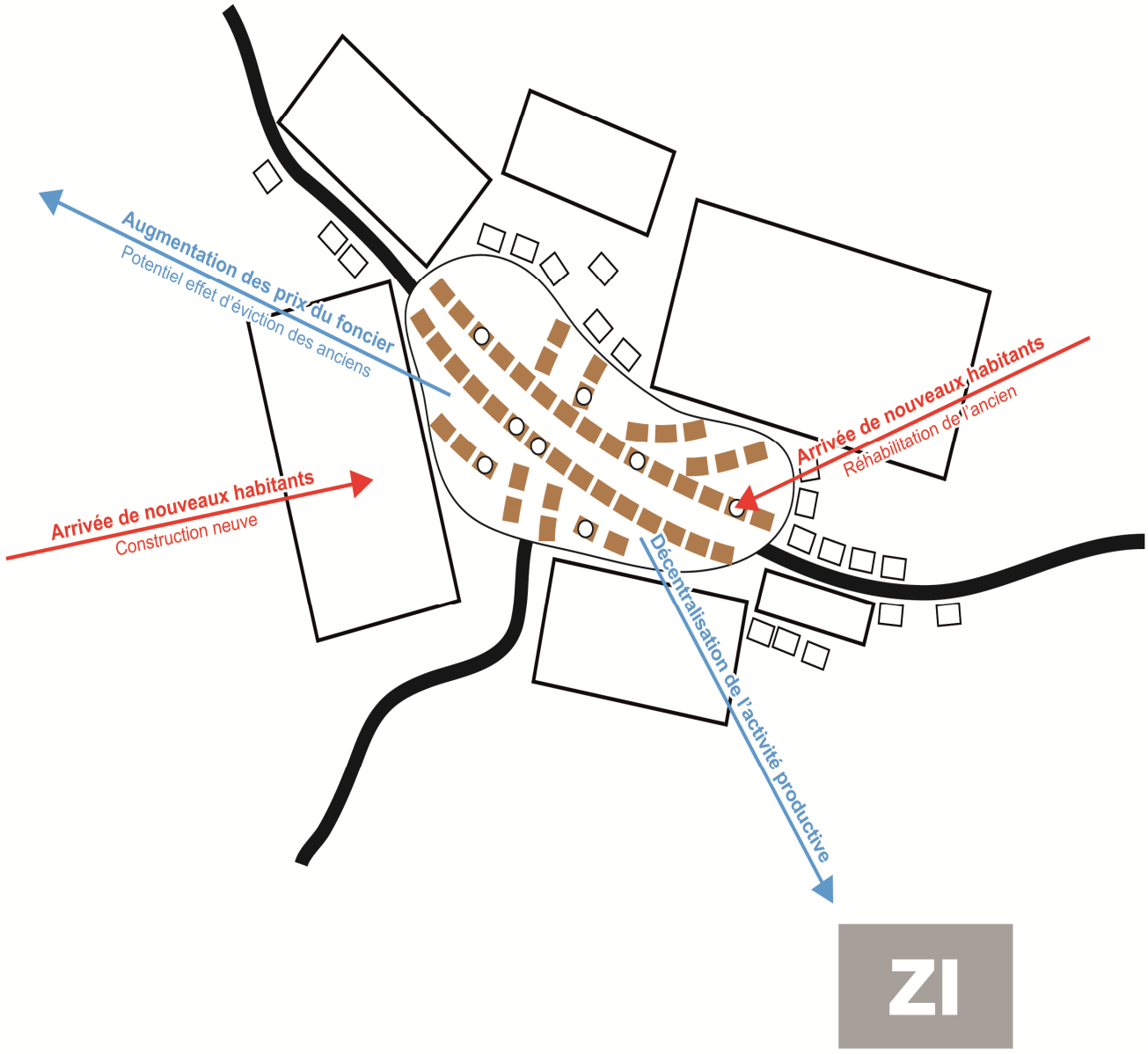
- Relégation des activités productives en périphérie

- Figure structurante du village

-Documents cadres qui intègrent la question de l'étalement urbain

Cette figure concerne les communes de Sains-en –Amiénois (Grand Amiénois) / Brenouille et Longueil-Sainte-Marie (Vallée de l'Oise).

FIGURE 1 : Prolifération du neuf par blocs et patrimonialisation de l'ancien



2ème figure : Cohabitation du neuf et de l'ancien

La deuxième figure concerne les communes dont les dynamiques d'urbanisation sont moins fortes. **Le neuf et l'ancien se côtoient dans des proportions égales.** La construction neuve est liée à l'arrivée de nouvelles populations, souhaitant faire construire et accéder à des terrains à des prix abordables. Ces derniers plébiscitent essentiellement le neuf, ce qui est visible sur le bâti ancien, qui se dégrade par endroits.

L'urbanisation évolue en diffus, le long de voies de communication et entre les fermes du centre. Les constructions y sont liées à des initiatives personnelles et non pas à des opérations de promoteurs. L'attractivité n'y est pas suffisamment forte.

Les centres-bourgs de ces urbains diffus sont mixtes, faits de neuf et d'ancien, dans une cohabitation intergénérationnelle. Les anciens vivent toujours dans l'habitat ancien.

Ces communes bénéficient de la proximité d'un petit pôle dynamique ou d'une bonne desserte en transports.

Pour définir leurs communes, les élus de ce type d'urbains diffus utilisent également les termes de « *village* » et « *campagne* ». La différenciation avec les élus du premier type se situe dans le rapport à la ville centre. Ici, les élus insistent sur l'importance de garder une certaine distance avec la ville. « *Nous ne voulons pas nous faire croquer, alors nous refusons d'accéder aux transports en commun, voilà tout* », explique le maire d'Erondelle (commune de l'estuaire de la Somme). Le maire de Buigny-Saint-Maclou insiste lui sur la nécessité pour sa commune de préserver la frange naturelle entre le village et la ville, et l'importance de maintenir une distance avec Abbeville.

L'étalement urbain n'y est pas perçu comme un enjeu. L'enjeu central pour ces communes de petite taille est de **trouver un équilibre entre l'accueil de populations et le maintien des équipements, en premier lieu, l'école**. A la question de l'étalement urbain, les trois maires concernés par cette figure ont évoqué l'enjeu de l'école primaire.

- Urbanisation diffuse dans le temps

- Cohabitation ancien / neuf

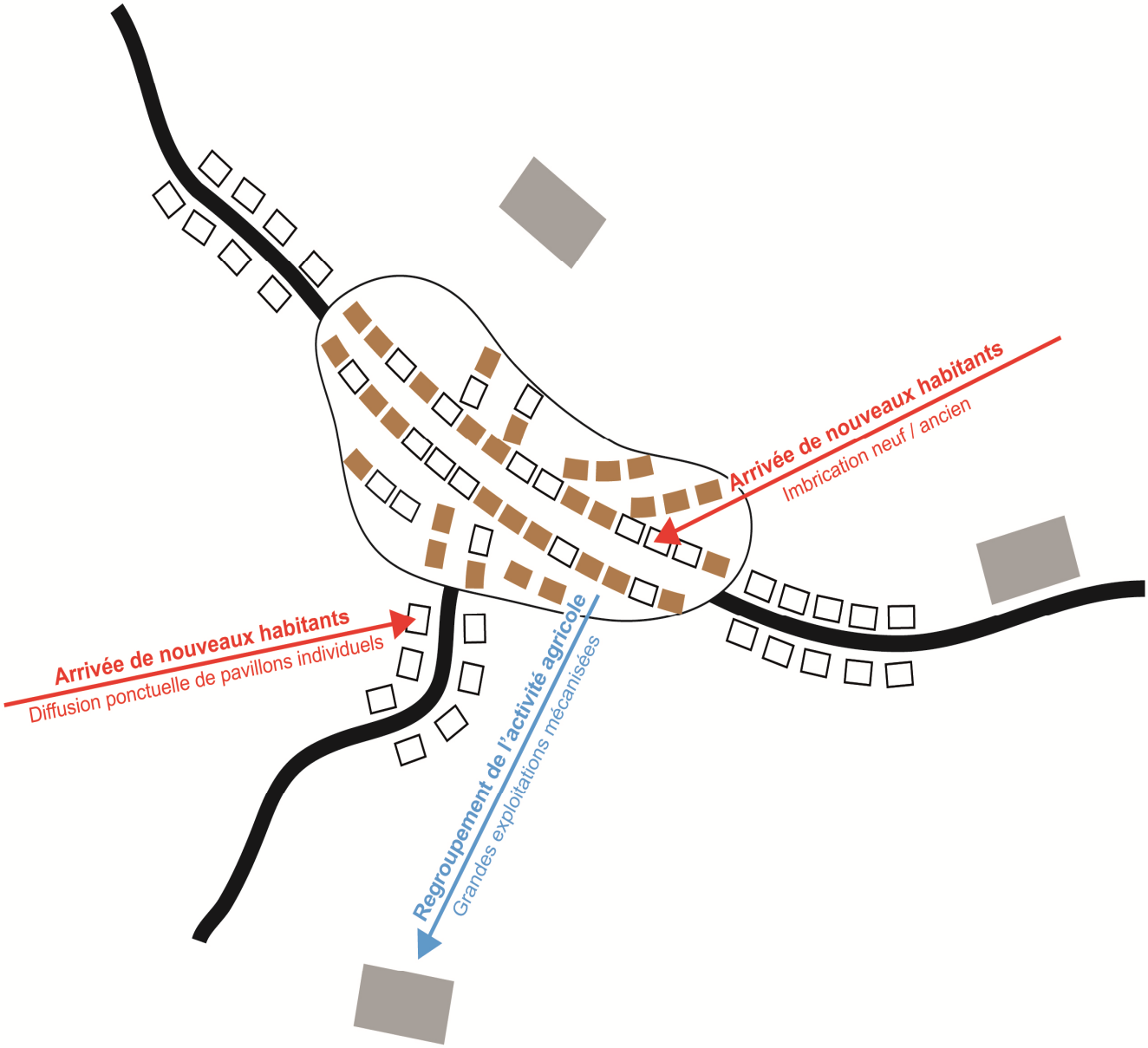
- Maintien de l'activité traditionnelle, rassemblée en grands groupes

- Distanciation par rapport à la ville centre

- Enjeu central, accueillir suffisamment de ménages pour faire tourner l'école

Cette figure concerne les communes d'Erondelle, de Buigny-Sainte-Maclou (Estuaire de la Somme).

FIGURE 2 : Cohabitation neuf / ancien par confettis



3ème figure : Fuite de l'ancien vers le neuf

La troisième figure de l'urbanisation du diffus concerne des territoires marqués par la permanence. **Dans ces communes, l'ancien est surreprésenté par rapport au neuf. La construction neuve y est résiduelle** et la périurbanisation n'introduit pas un changement des paradigmes de l'organisation de l'espace. Ces territoires s'urbanisent ponctuellement, dans les lisières urbaines.

Le neuf et l'ancien ne s'imbriquent pas. L'ancien est délaissé et la perspective de « faire construire » permet aux ménages de fuir les centres déshérités. Comparés aux centres historiques, marqués par des industries en activités et des zones en friches, les quartiers de constructions neuves monofonctionnels paraissent intemporels. **Les nouveaux arrivants, et les anciens qui en ont les moyens, s'installent dans le neuf.**

Ces territoires ont réussi à maintenir des dynamiques productives anciennes. Des activités industrielles historiques perdurent dans le temps et ont gardé des implantations centrales dans les bourgs. La plupart de ces activités reposent sur des savoir-faire traditionnels (verrerie, petite métallurgie, filature, etc.).

Paradoxalement, les élus de ces territoires de faible urbanisation sont ceux qui se définissent le plus comme des « *urbains* ». A Mondrepuis, le maire parle de « *commune* », à Vervins de « *chef-lieu de canton* » et à Gamaches de « *bourg-centre* ». Tous refusent le terme de « *périurbain* », soit parce qu'ils se considèrent comme « centraux » et émancipés par rapport à un centre quelconque, soit parce qu'il n'y a, selon eux, pas de pôle attractif dans les environs.

Les documents cadres ont pour enjeu principal le maintien de l'activité productive.

- Urbanisation résiduelle

- Construction neuve diffuse

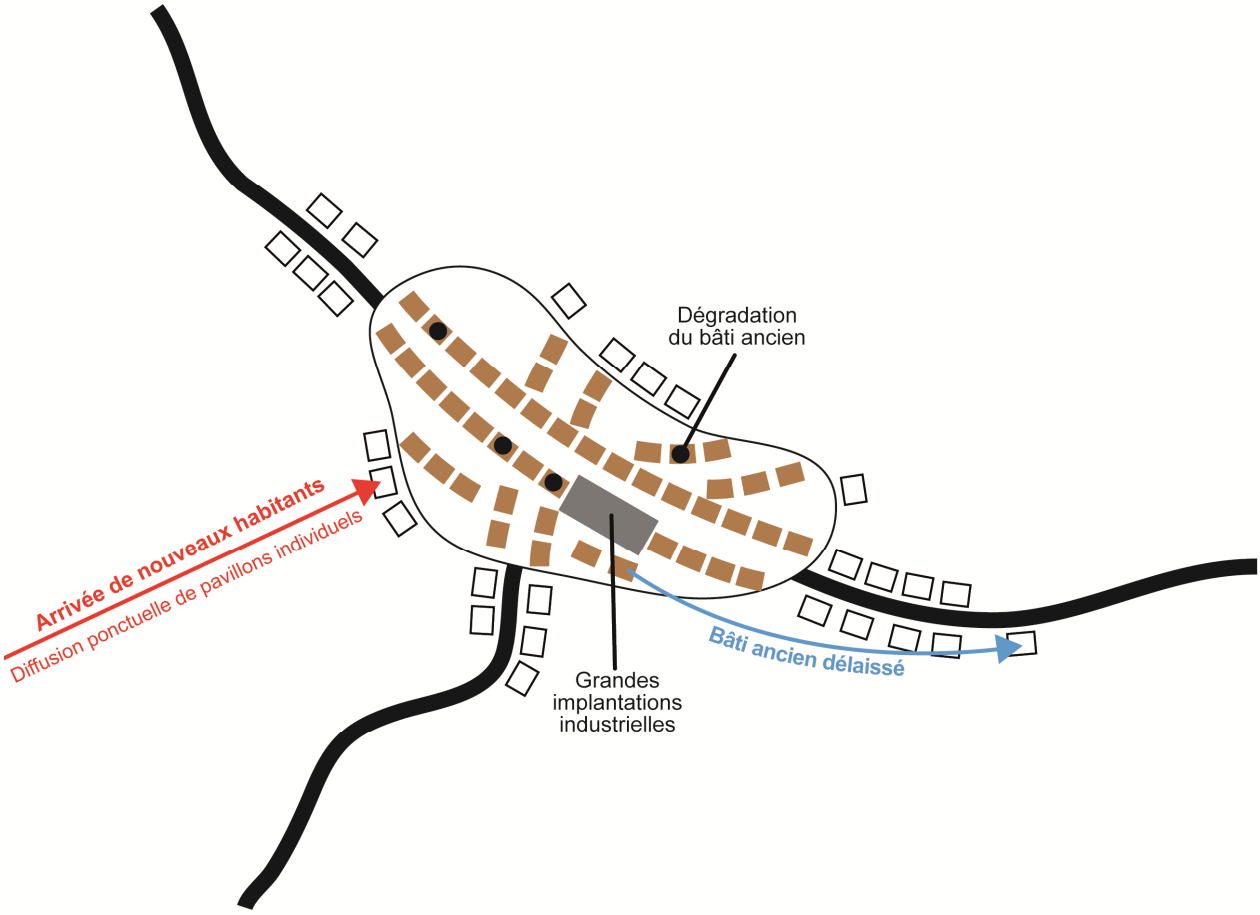
- Ancien délaissé

- Maintien d'activités productives traditionnelles dans le centre-bourg

- Se définissent comme « urbains »

Les communes correspondant à la FIGURE 3 sont Picquigny (Grand Amiénois) / Oust-Marest / Gamaches (Vallée de la Bresle) Vervins et Mondrepuis (Thiérache)

FIGURE 3 : Fuite de l'ancien dégradé, vers le neuf résiduel



Ces trois figures peuvent également être reprises ainsi :

	Dynamiques résidentielles	Dynamiques productives	Positionnement des acteurs locaux
Figure 1	Urbanisation galopante par « blocs » Patrimonalisation du bâti ancien	Urbanisation diffuse Cohabitation ancien / neuf	Urbanisation diffuse Construction neuve résiduelle Bâti ancien délaissé
Figure 2	Résidentialisation Relégation des activités productives en périphérie	Maintien de l'activité traditionnelle, rassemblée en grands groupes	Maintien d'activités productives traditionnelles dans le centre-bourg
Figure 3	Sur valorisation de la figure du village Documents cadres qui intègrent la question de l'étalement urbain	Distanciation par rapport à la ville centre Documents cadres qui n'intègrent pas la question de l'étalement urbain	Acteurs locaux qui se définissent comme « urbains » Documents cadres qui n'intègrent pas la question de l'étalement

CONCLUSION

Au départ de notre questionnement, « *du périurbain à l'urbain* », nous avions avancé deux hypothèses :

- Celle de **L'INSCRIPTION HISTORIQUE** de l'urbain diffus picard,
- Et celle de **LA PLURALITE** des figures d'urbain diffus picard.

Nos premières analyses ont montré que depuis 1975, un processus de déconcentration démographique puissant est à l'œuvre à l'échelle de l'ensemble de la Région. Il concerne en particulier des communes de l'ordre de 500 à 2500 habitants, dont la croissance démographique est souvent couplée à une réelle dynamique de l'emploi. En s'appuyant sur les données plus anciennes de la base Cassini, ainsi que sur les analyses des communes-tests, il semble aujourd'hui possible d'affirmer que **la croissance des urbains diffus picards est souvent synonyme de retour ou de poursuite de dynamiques anciennes**. L'urbanisation actuelle diffuse s'appuie ainsi sur des ancrages résidentiels et/ou productifs anciens, en tout cas présent au 19ème siècle.

Mais les urbains diffus les plus ancrés historiquement (Bresle / Thiérache) ne sont pas automatiquement ceux qui connaissent les dynamiques actuelles les plus fortes (autour des grandes villes / Vallée de l'Oise). Les urbains diffus s'urbanisent avec plus ou moins d'intensité au fil du temps, en fonction de **configurations territoriales** plus larges, en lien avec des dynamiques productives et résidentielles spécifiques. Ces tendances se sédimentent dans le temps et créent des urbanisations, avec des formes architecturales et urbaines spécifiques. La diffusion urbaine ne procède donc pas par vagues uniformes et selon des processus indifférenciés. En croisant moteurs d'urbanisation, trajectoires dans le temps et différentes situations territoriales, nos analyses ont conduit à l'émergence de plusieurs figures : entre des urbains diffus récents, autour des grandes villes picardes, correspondant à une périurbanisation de l'ordinaire ; des urbains diffus résurgents, notamment dans la Vallée de l'Oise et la frange sud tournée vers l'Ile-de-France ; des urbains diffus résurgents, notamment autour de la Vallée de la Somme liée à la dynamique littorale ; des urbains diffus permanents, illustrés par la vallée de la Bresle et le Vimeu, grâce au maintien d'activités traditionnelles ; et des urbains diffus rémanents, symbolisés par la Thiérache, poches dynamiques dans un territoire en difficulté.

Au-delà de ces configurations territoriales, l'analyse des terrains d'investigation communaux retenus pour la dernière phase de la recherche a abouti à la mise en évidence de trois grandes figures de l'urbanisation récente, dans son rapport avec le tissu urbain ancien : comment le neuf et l'ancien s'imbriquent-ils ?

Trois figures ont émergé de cette analyse,

- celle de la nouvelle donne périurbaine (prolifération du neuf par rapport à l'ancien et survalorisation de l'ancien),
- celle de la cohabitation entre le neuf et l'ancien,
- et celle de la fuite de l'ancien dégradé vers le neuf résiduel.

Nous avions également engagé cette recherche avec un intitulé délibérément provocant, autour de l'idée d'un « **affranchissement** » du périurbain vis-à-vis de l'urbain. Il s'agissait moins d'une hypothèse de recherche, comme celles qui viennent d'être évoquées, que d'un pari conceptuel, visant à analyser ces territoires urbains diffus picards sans constamment les lire au prisme du rapport à une ville-centre dominante, ou un urbain « dense »…

A l'issue de cette recherche, cette notion « d'affranchissement » se révèle pertinente comme clef de lecture.

Cette dernière nous permet d'intégrer l'importance **des dynamiques résidentielles et productives endogènes historiques**. Les tendances d'urbanisation du diffus que nous avons observées ne sont pas toujours des conséquences d'une prise de distance par rapport à la ville dense.

De même, en matière de croissance urbaine, l'urbanisation du diffus n'est pas uniquement à penser au travers de la grille ville dense / ville diffuse. **Des facteurs indépendants produisent une urbanisation endogène du diffus vers le diffus**. Il peut s'agir du rejet du bâti ancien et de la volonté de faire construire dans le neuf, de décohabitations, de pratiques de mobilités résidentielles parallèles.

Cependant, cet « affranchissement conceptuel » de la notion de périurbain n'est pas acquis dans les perceptions des acteurs locaux et la représentation qu'ils se font de leurs territoires et des stratégies à y conduire.

Or, à l'aune des trois figures d'urbanisation du diffus que nous avons dégagé en synthèse, il semble possible de **formuler des interpellations différenciées en termes de politiques publiques**, que les pistes de réflexion suivantes esquissent.

- Pour les territoires urbains « ultra-attractifs », ne s'agit-il pas en priorité de gérer la résidentialisation galopante et ses effets sur l'activité productive ? De prendre en compte les potentiels effets d'éviction des populations anciennes ? De pouvoir supporter un niveau de services suffisant pour être un véritable « relai » dans le maillage diffus ?
- Pour les territoires de cohabitation ancien / neuf, d'urbanisation « moyenne », ne s'agit-il pas de trouver un équilibre entre croissance et maintien des services communaux ? De prendre en compte la question de la cohabitation entre population nouvelles et anciennes dans le maintien de sociabilités traditionnelles ?
- Pour les diffus vieillissants, ne s'agit-il pas de parvenir à maintenir un développement associé ? De penser le renouvellement du bâti ancien dégradé ?

Le colloque conclusif prévu avec les acteurs locaux dans le cadre de cette recherche sera l'occasion d'approfondir ces interpellations stratégiques.

Programmé au printemps 2014, il sera intégré au programme de réflexion porté par la Région sur la mise en œuvre de sa stratégie sur les Nouvelles Campagnes.

Bibliographie

Recherches sur le périurbain :

ASCHER François (1995), *Métapolis ou l'avenir des villes*, Odile Jacob

ARLAUD S., JEAN Y., ROYOUX D. (2005), *Rural-Urbain, nouveaux liens, nouvelles frontières*, Presses Universitaires de Rennes

BARREIRO Sandrine, CALLEN Deplhine, « *La diversité des formes d'habitat organisé* », in *Habiter le périurbain*, Les Cahiers de l'IAU, N° 161 - février 2012

BERGER Martine, Entre mobilités et ancrages : faire territoire dans le périurbain, in Metropolitiques, le 11/01/2013

BONZANI Stéphane, FÜZESSERY Stéphane, SIEVERTS Thomas, Entre ville et campagne, l'avenir de nos métropoles, in Metropolitiques, le 02/03/2011

CARUSO Geoffrey (2002), « *La diversité des formes de la périurbanisation en Europe* » in PERRIER-CORNET (dir.), Repenser les Campagnes, Editions de l'Aube

CHALAS Yves (2000), *L'invention de la ville*, Anthropos/Economica

CHARMES Eric (2011), *La ville émiettée : essai sur la clubbisation de la vie urbaine*, La Ville en Débat

CHERY Jean-Pierre (2010), « *Les espaces périurbains en Europe* », in Prospective périurbaine et autres fabriques de territoires, Territoires2040 n°2, DATAR

CORDOBES Stéphane, LAJARGE Romain, VANIER Martin (2010), « *pour des périurbains assumés* » in Prospective périurbaine et autres fabriques de territoires, Territoires 2040 n°2, DATAR

DESJARDINS Xavier (2010), « *Que retenir de la courbe de Newman et Kenworthy* ? », Etudes Foncières, n°145, mai-juin 2010

DEVISME Laurent (2007), *La structuration du périurbain*, PUCA

DONNADIEU Pierre (1998), *Les Campagnes Urbaines*, Acte Sud – Ecole nationale du paysage de Versailles

DONZELOT Jacques (2004), « *La ville a trois vitesses : gentrification, relégation, périurbanisation* », in Esprit, mars 2004

DUBOIS-TAINE Geneviève (2002), *La ville émergente*, PUCA

DUMONT Marc, HELLIER Emmanuelle (2010), L*es nouvelles périphéries urbaines : formes, logiques et modèles de la ville contemporaine*

DUPUY G. (2002), « *Cities and Automobile Dependence revisité : les contrariétés de la densité* », Revue d'économie régionale et urbaine, n° 1

ESTEBE Philippe, TAILLANDIER Magali (2007), GROSJEAN Bénédicte (2010), *Urbanisation sans urbanisme, une histoire de la « ville diffuse »,* Mardaga

GIRARD Violaine, RIVIERE Jean, Grandeur et décadence du « périurbain », Retour sur trente ans d'analyse des changements sociaux et politiques, in Metropolitiques, le 03/07/2013

JAILLET Marie-Christine (1999), "*Peut-on parler de sécession urbaine à propos des villes européennes ?*", in Esprit, "Quand la ville se défait"

JAROUSSEAU Emilie, MONTILLET Philippe, WATKIN Yann, « *D'une procédure et d'un modèle à une production de masse »*, in *Habiter le périurbain*, Les Cahiers de l'IAU, N° 161 - février 2012

LAJARGE Romain, FOURNY Marie-Christine (2011), « *Les espaces péri-urbains, laboratoires de nouvelles modalités de production de territoires* », intervention au colloque international Les banlieues ou la périphérie en tant que laboratoire de l'emprise de la norme, Paris

LOUARGANT Sophie, ROUX Emmanuel (2010), « *Futurs périurbains : de la controverse à la prospective* », in Prospective périurbaine et autres fabriques de territoires, Territoires2040 n°2, DATAR

MARX Karl (1852), Le 18 brumaire de Louis Napoléon

NEGRIER Emmanuel (2005), *La question métropolitaine, les politiques à l'épreuve du changement d'échelle territoriale*, Presses Universitaires de Grenoble

ORFEUIL Jean-Pierre (2008), *Une approche laïque de la mobilité*. Paris, Descartes et cie

QUERRIEN Anne, « *Le lotissement, un fait urbain incontournable »,* in *Habiter le périurbain*, Les Cahiers de l'IAU, N° 161 - février 2012

RENARD Vincent (2011), « *Grenelle II : la fin de l'étalement urbain* ? » Métropolitiques, 06/06/2011

ROUGE L. (2005), Accession à la propriété et modes de vie des familles modestes installées en périurbain lointain toulousain. Les captifs du périurbain. Université de Toulouse le Mirail, CIRUS-CIEU, 381 pages

ROUGE Lionel « *Vivre en lotissement pavillonnaire : entre spécificité et uniformité »*, « *La diversité des formes d'habitat organisé »*, in *Habiter le périurbain*, Les Cahiers de l'IAU, N° 161 - février 2012

ROUX Emmanuel, VANIER Martin (2008), *La périurbanisation : problématiques et perspectives*, La documentation française

SIEVERTS Thomas (2001), *Entre-ville : une lecture de la Zwischenstadt*, Editions Parenthèses

TALANDIER Magali (2008), « *Une autre géographie du développement rural : une approche par les revenus* », in Géocarrefour, vol. 83, n°4

TREMPE Rolande (1971), *Les mineurs de Carmaux*, Paris

VANIER Martin (2000), « *Qu'est-ce que le tiers espace ? Territorialités complexes et construction politique* », in Revue de géographie alpine

VANIER Martin (2008), *Le pouvoir des territoires. Essai sur l'interterritorialité,* Anthropos/Economica

Sur les territoires picards :

DESCAMPS Agnès, REVIT Stéphanie, « *Nouvelles aires urbaines 2010 : des situations contrastées dans les départements picards* », *Agence de développement et d'urbanisme du Grand Amiénois (Aduga).* Laurence Biville, Grégory Bodet (cartographie), Agence d'urbanisme Oise-la-Vallée. Marie-Christine Sinoquet, *Insee Picardie.*- Insee Picardie Analyses n°60- 2011

FICHET-BAUCHE - Histoire et Petites Histoires de la Serrurerie - 1976.

MACCZAK Patrick, OUARRAOU, El Houcine, Note intitulée « *La serrurerie dans la vallée de la Bresle* », novembre 2005, DRIRE Picardie

LENOIR, Pascal, « *En passant par Longueil-Sainte-Marie* », dans La revue du pays d'Estrées, n°43 – juillet 2012

Agence d'Urbanisme Oise la Vallée, *Fiches d'identité territoriale* des territoires concernés (la Communauté de Communes des Pays d'Oise et d'Halatte, Plaine d'Estrées), actualisées en septembre 2011